

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

Régime des accidents du Travail

DANS L'AGRICULTURE

D'après la loi du 30 juin 1899

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 7 juin 1913, à 1 h. 1/2

PAR

Henri THÉVENOT

Président : M. JAY, Professeur
Suffragants { *MM. CAPITANT, Professeur*
 { *PERCEROU, Professeur-adjoint*

PARIS (V^e)

V. GIARD & BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

8, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

Régime des accidents du Travail

DANS L'AGRICULTURE

D'après la loi du 30 juin 1899

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 7 juin 1913, à 1 h. 1/2

PAR

Henri THÉVENOT



Président : M. JAY, Professeur

Suffragants { *MM. CAPITANT, Professeur*
PERCEROU, Professeur-adjoint

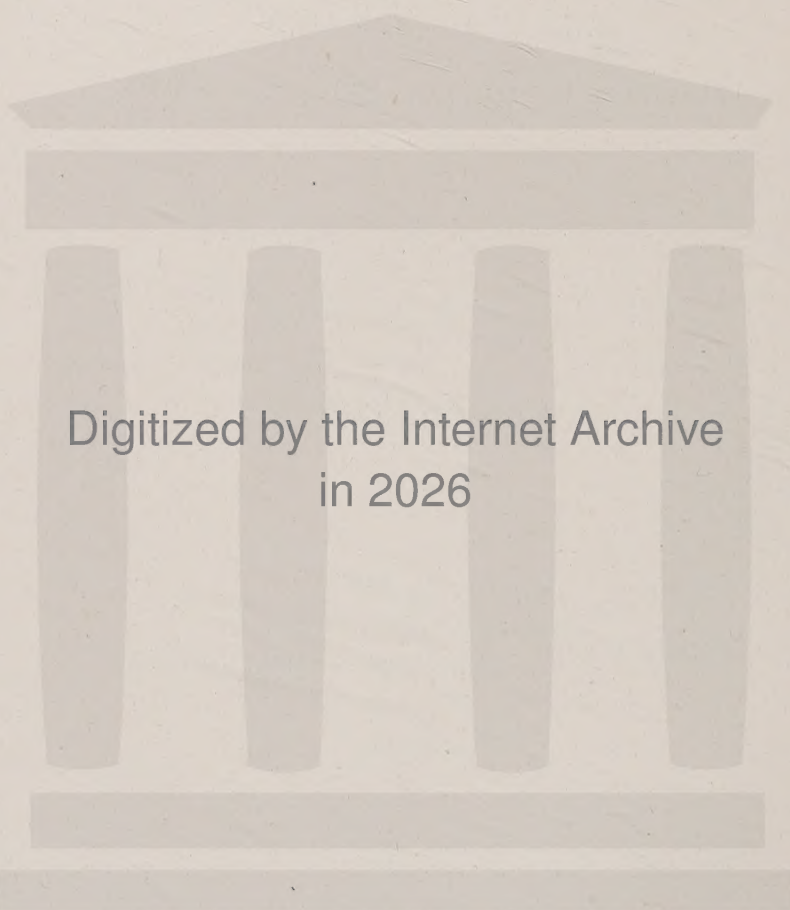
PARIS (V^e)

V. GIARD & BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

8, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE Régime des accidents du Travail

DANS L'AGRICULTURE

D'après la loi du 30 juin 1899

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

On sait que le législateur du Code civil a complètement ignoré le problème de la responsabilité des accidents du travail. L'ouvrier et le patron sont réputés égaux, ils n'ont besoin ni l'un ni l'autre d'être protégés.

« Le Code civil, dit M. Tissier, (1) protège surtout les classes moyennes, la propriété, les droits acquis... Mais la personne même dans son intégrité physique et morale, sa santé, son activité, son développement moral et intellectuel, il s'en est beaucoup moins soucié... La Code civil admet la rescision d'immeubles pour lésion... mais il n'a pas songé aux lésions plus nombreuses qui peuvent se produire dans les contrats intéressant le plus les classes pauvres et spécialement le contrat de travail. »

Il a adopté le principe classique de responsabilité, de la

1. Albert Tissier, *Le Code civil et les classes ouvrières* (Livres du Centenaire, t. I, p. 74).

responsabilité des délits et des quasi délits. De 1804 à 1898 les articles 1382, 1383, 1384, 1385 et 1386 sont les bases de la responsabilité et la réparation de tous les dommages injustement causés. Quel en est le fondement ? Le principe est la responsabilité morale de chaque personne en raison de ses actes. La possibilité de la condamner dépendra d'une faute dont elle se sera rendue coupable. L'on distingue la faute délictuelle et la faute contractuelle. La faute délictuelle est un manquement à un devoir général sanctionné par la loi. On l'oppose à la faute contractuelle qui est la violation d'une obligation née du contrat.

L'intérêt de la question réside dans l'administration de la preuve, dans la faute délictuelle la victime devra fournir la preuve de la faute de l'auteur du fait délictuel, au contraire dans la faute contractuelle il suffit de prouver l'existence d'un contrat et sa non exécution.

La faute du chef d'exploitation provoquant l'accident est un quasi délit.

L'idée de faute est à la base de toutes les responsabilités du Code civil.

« Toute responsabilité, dit la Cour de Chambéry, implique naturellement et de soi une faute personnelle quelconque, directe ou indirecte (1) ».

Qu'arrive-t-il dès lors lorsque l'ouvrier est victime d'un accident pendant le temps de son travail, il ne peut obte-

1. Chambéry, 25 février 1903. S. 1905. 2. 262.

nir une indemnité qu'à charge de prouver, la faute du patron. S'il ne réussit pas à faire cette preuve, il n'obtient rien, car il se présente comme créancier en vertu d'un fait délictueux ou quasi délictueux dont il doit établir l'existence par application des règles ordinaires sur la preuve.

L'ouvrier se trouvait alors, le plus souvent, dans l'impossibilité d'obtenir une réparation pécuniaire de l'accident. La preuve lui était pour ainsi dire impossible ; il y a eu une explosion ou un incendie, un éroulement qui a tout détruit ou tout bouleversé ou bien il lui faudrait des témoins et les camarades et les contremaîtres, qui sont peut-être en faute, se gardent bien de parler.

Cette situation fâcheuse attira l'attention. Certains auteurs (1) essayèrent d'y remédier en donnant une interprétation nouvelle aux règles du Code civil. C'est le système qui rend le maître de la chose responsable *ob rem* en dehors de toute faute présumée ou prouvée, en vertu d'une obligation légale équilibrant par la charge de cette responsabilité les avantages tirés de la chose par le *dominus*. Et, dit M. Saleilles : « Forcément, en raison et en justice, il faut que ce soit celui qui, en agissant, a pris à sa charge les conséquences de son fait ou de son activité ».

Ainsi donc, en dehors de toute idée de faute, chacun est responsable de son activité. Dans ce système plus de ques-

1. Jossierand, *Responsabilité du fait des choses inanimées*, p. 53. — Saleilles, *Accidents du travail et responsabilité civile*, p. 26. — Labbé, note sous Cass., 28 mai 1889, S. 90. 4.17.

tion d'imputabilité « plus de recherches subjectives si compliquées et si vaines, mais la simple question d'un rapport de causalité entre la chose du défendeur et le préjudice souffert » (1). On a prétendu trouver cette obligation légale civile dans l'article 1384 § 1^{er} du Code civil qui porte : « on est responsable... du dommage qui est causé par le fait » des choses que l'on a sous sa garde ».

Quelques décisions de jurisprudence ont été interprétées dans le même sens, principalement un arrêt de la Cour de cassation (Cass., 16 juin 1896. 1897. 1. 17) relatif à l'explosion d'une machine à vapeur alors qu'il y avait vice de construction, excluant l'idée de faute. Cependant cette théorie n'a pas reparu et fut repoussée par la Chambre des requêtes (2).

Les adversaires de la théorie de la responsabilité *ob rem* ont triomphé, d'abord par un argument d'équité. « Il s'agit de responsabilité civile, disent-ils ; or, quelque intéressante que soit la victime, est-il équitable de condamner celui qui n'a pu ni prévoir ni empêcher l'accident ? » Et par un argument historique : « Notre ancien droit ne connaissait que deux cas où le propriétaire d'une chose était tenu par une obligation quasi-délictuelle de réparer le préjudice causé à un tiers par la chose (chute d'un bâtiment, fait de l'animal).

1. Note de M. Josserand D. 1900. 2. 289. Note de Saleilles D. 97. 1. 434.

2. Cass., 30 mars 1897. S. 98. 1. 65, note de M. Esmein.

Or, les travaux préparatoires n'ont pas gardé trace « de cette innovation considérable qui aurait ainsi étendu démesurément la responsabilité du *dominus*. »

D'après un autre système, pour soustraire les ouvriers à l'obligation de la preuve, certains auteurs (1) tentèrent de substituer la responsabilité contractuelle du patron à la responsabilité délictuelle comme base des décisions jurisprudentielles. Il est intervenu, disent-ils, entre le patron et l'ouvrier, un contrat de louage de services en vertu duquel doivent se régler à propos d'accidents du travail, les indemnités qui peuvent être dues à la victime et c'est dans les prescriptions qui régissent ce contrat qu'on doit trouver la solution. En matière de contrat, la faute se présument, si l'obligation n'est pas exécutée par le débiteur, pour s'exonérer de l'indemnité réclamée par le créancier, le patron devra démontrer que l'accident est survenu sans sa faute. Autrement dit, nous assistons à un renversement de la preuve au profit de la victime de l'accident.

Cette théorie n'est pas sortie, du moins chez nous, du domaine de la doctrine et n'est jamais passée dans les faits.

Malgré l'interprétation extensive de l'article 1382 et suivants, la jurisprudence ne pouvait donner dans la plupart des cas à l'ouvrier la réparation à laquelle il était en droit de

1. En France, M. Marc Sauzet, de la *Responsabilité des patrons*, article dans la *Revue critique*, 1883, p. 596. — Labbé, la *Responsabilité délictuelle et contractuelle* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1886, p. 435). — En Belgique, M. Saintelette, *Responsabilité et garantie*, 1884.

s'attendre. L'ouvrier se trouvait désarmé, soit par le manque de preuves, soit par l'absence de faute du patron, soit pour une faute même légère de sa part qui anéantissait ou diminuait la responsabilité pécuniaire de l'employeur.

Les systèmes interprétatifs du Code civil ne donnaient qu'un remède insuffisant et ne corrigeaient qu'une partie du mal.

A un état d'esprit nouveau, il fallait une théorie nouvelle.

C'est à M. Félix Faure que revient l'honneur d'en avoir trouvé la première formule (1).

L'article premier de sa proposition de loi déposée le 11 février 1882 était ainsi conçu :

« Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole, est responsable, dans les limites de la présente loi, du dommage causé à tout ouvrier tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident qui a amené la mort ou les bles-

1. L'idée du risque professionnel date en France, du milieu du XIX^e siècle. Dès 1848, un membre du gouvernement qui avait longtemps présidé, avec éclat, le comité de législation du Conseil d'État, qui pouvait parler en juriconsulte autant qu'en politicien, Vivien n'hésitait pas à reconnaître, à formuler et à sanctionner comme ministre des Travaux Publics, par des mesures administratives, le principe du risque professionnel sur lequel devait plus tard s'étayer les législations modernes en matière d'accidents du travail. Il déclarait dans les considérants de son arrêté du 15 décembre 1848 qu'il entendait assurer aux ouvriers employés dans le service des Travaux publics et le cas échéant à leurs familles, les secours dont ils pourraient avoir besoin, par suite d'accidents survenus ou de maladies « contractées dans les travaux » et il ajoutait pour motiver sa décision que les soins et les secours à donner aux ouvriers en cas de maladies ou d'accidents éprouvés pendant les travaux constituent une charge réelle des entreprises, une dette imposée par les règles du droit aussi bien que par la loi de l'humanité.

sures provienne du bâtiment, de l'installation, de l'entreprise ou de l'outillage employé, soit qu'il provienne du travail lui-même. »

Le principe du risque professionnel était trouvé : c'est « le risque inhérent à une profession déterminée indépendamment de la faute de l'ouvrier et du patron » (1).

Ainsi la profession, entraînant des risques inévitables, créant des dangers permanents et indépendants des mesures de sécurité, qui peuvent être prises, est considérée comme responsable en elle-même. Le risque dont il s'agit est un passif éventuel à la charge de l'industrie.

« C'est par une fiction humanitaire, disait M. Cheysson, que les tribunaux s'ingénient à trouver une faute, à la créer même là où elle n'existe pas, pour indemniser la victime. L'accident est la cause du droit à l'indemnité, l'accident vaut titre. »

Cette nouvelle théorie allait modifier profondément notre droit. L'étudier dans son ensemble dépasserait le cadre que nous nous sommes tracé. Cette étude a d'ailleurs été faite dans les ouvrages de nombreux commentateurs de la législation nouvelle. Nous voudrions seulement montrer ici les vicissitudes de l'idée du risque professionnel dans son application aux exploitations agricoles.

Deux périodes doivent être distinguées : l'une antérieure à la loi de 1898, l'autre postérieure à cette loi.

1. Cheysson, *Journal des Économistes*, mars 1888, p. 420.

PREMIÈRE SECTION

PÉRIODE ANTÉRIEURE A LA LOI DE 1898

Ainsi qu'on l'a remarqué, la première fois que l'idée du risque professionnel fut émise dans une proposition de loi elle fut présentée comme applicable à toutes les professions sans exception. La proposition de M. Félix Faure n'établissait aucune restriction à cet égard (1); elle proclamait la responsabilité du chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole. Une loi unique devait ainsi régir le domaine entier des accidents du travail. Mais cette généralisation de l'idée du risque professionnel ne fut pas admise.

Le Parlement se montra divisé sur la question de savoir si l'agriculture serait assujettie au nouveau principe de responsabilité. On vit se former trois partis sur ce terrain.

Les uns, parmi lesquels on comptait MM. Léon Say et Jacques Piou (2) demandaient que l'agriculture fut mise complètement en dehors de la loi nouvelle.

D'autres (3), reprenant la conception de M. Félix Faure, estimaient qu'il serait souverainement injuste de ne pas

1. Proposition du 11 février 1882 dont le texte a été déjà cité. *Journal officiel*, Chambre 1882, annexe n° 7.

2. J. Piou, *Journal officiel*, 1888, p. 1458, séance du 19 mai.

3. Maurice Faure, séance du 19 mai 1888. *Journal officiel*, 1888, p. 1458. — Rozet, séance du 25 juin 1888. *Journal officiel*, 1888, p. 1889.

accorder aux ouvriers des champs la même protection qu'à ceux de l'industrie.

Enfin un troisième parti soutenait une opinion intermédiaire suivant laquelle il n'y avait lieu d'assimiler aux travaux industriels que certains travaux agricoles offrant des dangers spéciaux par suite de l'emploi de machines à vapeur. Cette manière de voir se fit jour dans la proposition de loi déposée au nom de la Commission de la Chambre le 16 février 1884, par MM. Girard et Martin Nadaud. Son article 2 était ainsi conçu :

« Dans les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, entreprises de transport, et en outre, dans les autres exploitations de tout genre d'un outillage à moteur mécanique, le chef de l'entreprise est présumé responsable des accidents survenus dans le travail à ses ouvriers et proposés. » (1).

C'est ce dernier système qui devait l'emporter. Son triomphe fut amené par des considérations de pratique dont la valeur est plus que douteuse. MM. Girard et Martin Nadaud s'exprimèrent ainsi dans leur rapport à la Chambre des députés : « Les conditions du travail agricole proprement dit sont demeurées ce qu'elles étaient lors de la promulgation du Code. Aujourd'hui comme alors l'ouvrier agricole échappe aux éventualités qui menacent les ouvriers des usines, obligent celui-ci à se mouvoir soit au milieu des

1. Chambre des députés, *Journ. off.* 1884, annexe n° 2634 p. 250.

machines, soit au milieu d'une agglomération de travailleurs. Toutefois cela n'est vrai qu'au regard de l'ouvrier agricole proprement dit. Là, où sur l'entreprise agricole se greffe une entreprise manufacturière, distillerie, sucrerie, etc. et même seulement là, où l'exploitation purement agricole s'exerce par le moyen des machines à vapeur, batteuses, moissonneuses, etc., l'ouvrier agricole est exposé aux mêmes risques que l'ouvrier de manufactures, il doit également être protégé. »

Lors de la discussion à la Chambre, M. Bernard Lavergne déclare qu'il est incontestable que le risque professionnel existe en agriculture et qu'il est très désirable que l'ouvrier agricole, comme le patron, puisse bénéficier de la loi.

Mais ici les difficultés se présentent. Et M. Bernard Lavergne (1) concluait à la non application de la loi à l'agriculture.

Le rapporteur, M. Ricard, répondit en ces termes :

« Il est impossible de laisser de côté, lorsqu'on s'occupe des accidents ceux qui sont causés par le travail agricole dans certaines conditions déterminées. Si nous consultons les renseignements fournis soit par les statistiques belges, soit par celle des autres pays, dans lesquels on s'est déjà préoccupé de la question que nous discutons en ce moment, on demeure convaincu qu'il est indispensable de comprendre l'agriculture dans la loi que nous faisons.

1. *Journal officiel*. Chambre des Députés, séance du 13 Juin 1888 p. 1870.

» ... De même que vous êtes d'avis qu'il y a lieu de faire une loi applicable aux ouvriers de l'industrie pour les garantir des risques qu'ils supportent, quand ils approchent ces engins meurtriers, les machines à vapeur par exemple, vous estimez que les ouvriers agricoles doivent subir d'autres règles? Ce n'est pas possible. En tout cas, c'est ce que la Commission n'a pas admis. »

En 1892, la Commission de la Chambre par l'organe de son rapporteur, M. Ricard, déclare qu'elle ne veut pas établir une classe d'ouvriers privilégiés, mais, que cependant, elle ne croit pas opportun d'étendre d'un coup la loi à tous les travailleurs. La loi ne s'appliquera donc à l'agriculture, que dans le cas où elle fera usage de machines.

« Les accidents survenus dans les travaux agricoles sont très fréquents, dit M. Ricard, ils sont dus à des causes diverses : les machines employées ont rarement leurs organes dangereux protégés, elles sont servies par des gens inexpérimentés et qui s'offrent au danger avec une inconscience étonnante. Aussi n'est-on pas surpris en consultant les statistiques de voir que dans une période d'années, la proportion des accidents agricoles est notablement plus forte que ceux des accidents industriels.

» Il ne faut pas cependant donner une extension déraisonnable à cette disposition de la fin de l'article premier ; le texte vise seulement les machines à vapeur, les moulins à vent ou à eau, les machines à battre, les turbines, etc.

» Il est bien entendu, que la loi doit être restreinte aux exploitations agricoles et forestières utilisant un moteur, et

aux seuls ouvriers employés pour la manœuvre de ce moteur, lorsque la distinction sera facile et que le risque général sera bien nettement circonscrit » (1).

Les arguments développés par M. Ricard furent repris en 1896 par M. Poirrier, rapporteur du projet au Sénat (2). Celui-ci proposa d'adopter une rédaction analogue à celle de la Chambre. Sa proposition rencontra les plus vives résistances et souleva une foule d'objections de la part des représentants des centres agricoles. Un sénateur, M. Wallon, déclara que l'assujettissement de l'agriculture à la loi provoquerait un colossal mécontentement (3).

La rédaction de la Commission de la Chambre permettait, en effet, une assez large application du principe du risque professionnel à l'agriculture sur l'emploi du mot générique « les machines ». Cette expression convenait aussi bien aux machines mues par l'homme et par des animaux, qu'aux machines mues par un moteur inanimé.

C'est cette extension possible qui frappa la Commission du Sénat.

Le 17 mars 1896, M. Thévenet, rapporteur au Sénat, disait à ce sujet : « en ce qui touche l'agriculture, la Commission a eu cette pensée qu'elle ne devait pas être comprise dans la loi, alors même qu'elle employait des moteurs mis

1. Rapport de M. Ricard, *Journal officiel*, 1892. Ch. documents parlementaires, n° 6300.

2. Séance du Sénat du 19 mars 1896. *Journal officiel*, 20 mars 1896.

3. *Journal officiel*. Sénat 13 juin 1895, p. 603.

en mouvement par des animaux. Nous avons donc écarté du texte le mot « animaux ».

» Par suite l'agriculture ne verra la loi s'appliquer à elle, que, lorsqu'elle emploiera des moteurs mécaniques (1) ».

Quelles étaient donc les raisons de s'en tenir avec tant de force à ce système ?

La principale et non la moindre était une raison politique. On avait peur de mécontenter le monde agricole et de provoquer un mouvement hostile au gouvernement. M. Vallon disait au Sénat : « Je vous demande d'exclure l'agriculture de la loi d'une façon absolue... Quand les paysans sauront qu'on s'occupe de forger une loi qui leur impose des obligations nouvelles, qui les mettra, eux, qui sont le corps même de la nation, en dehors du droit commun, pour les placer en face d'un droit nouveau, en face d'un risque professionnel, se traduisant pour eux par la nécessité d'une assurance, autrement dit d'une dépense nouvelle, ne craignez-vous pas de soulever parmi eux un colossal mécontentement qui peut avoir un redoutable contre-coup politique (2). »

Il est juste de remarquer que l'agriculture se trouvait moins préparée que l'industrie à l'application de cette loi. Une difficulté formidable d'organisation était à prévoir.

D'autres considérations étaient également mises en avant ; on faisait valoir le surcroît de charges qui devait en résulter

1. Discussion au Sénat 17 mars 1896.

2. *Journ. off.* Sénat. Séance du 13 juin 1895, p. 603.

pour l'agriculture, et cela à un moment où la crise agraire sévissait avec toute sa force.

Enfin, on faisait observer que les conditions du travail agricole et celles du travail industriel, étant essentiellement différentes, ne pouvaient être régies par une législation identique.

C'est ce que déclarait à la séance du 3 mars 1898 M. Henry Boucher, ministre du Commerce (1) répondant aux questions qui lui étaient adressées au sujet de la protection des ouvriers agricoles, il s'exprima en ces termes :

« Est-ce à dire, Messieurs, que nous avons limité aux ouvriers industriels l'intérêt que l'État porte à la classe ouvrière ? Non, certes, mais nous avons considéré qu'une même loi ne pouvait pas régler le sort des ouvriers agricoles et celui des ouvriers industriels. Il ne faut pas non plus avoir la prétention qu'un texte de loi puisse s'appliquer à toutes les espèces. Nous n'avons donc pas voulu vous apporter ici une loi sur les accidents agricoles. Cette loi reste à faire. Nous nous inspirerons à cet effet, Messieurs, des conseils de tous les amis de l'agriculture et très certainement ce ne sera pas le ministre du Commerce qui refusera son concours à celui de l'Agriculture lorsqu'il s'agira de résoudre cette question. »

Telles sont les conditions dans lesquelles fut votée la loi du 9 avril 1898.

1. *Journal officiel*. Sénat 1898. p. 204.

L'article premier est ainsi conçu : « Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transports par terre et par eau, de chargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donne droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours ».

SECTION II

PÉRIODE POSTÉRIEURE A LA LOI DE 1898

Le texte de la loi du 1^{er} avril 1898 atteignait, incontestablement, les exploitations agricoles mettant en œuvre des machines à moteur mécanique et il englobait dans sa généralité l'exploitation tout entière. L'article premier soumettait, en effet, à la législation nouvelle les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail dans toute exploitation « dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une autre force que celle de l'homme ou des animaux ».

Les agriculteurs manifestèrent alors une assez vive émo-

tion. Ils se demandèrent quelle serait la répercussion de la loi nouvelle dans leur sphère, dans quels cas ils seraient touchés par le texte. La question était pour eux d'une importance capitale, ils devaient connaître exactement les risques que la nouvelle loi avait mis à leur charge afin de pouvoir les couvrir par des assurances. La discussion, trop confuse sur ce point de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, ne permettait pas de déterminer avec netteté le champ d'application du risque professionnel à l'agriculture. Au cours de la discussion de la proposition Gervais, sur la résiliation de plein droit des contrats d'assurance en matière d'accidents du travail, souscrits avant la mise en application de la loi du 9 avril 1898, qui devint la loi du 29 juin 1899, le problème fut posé.

A la séance de la Chambre du 1^{er} juin 1899, M. Julien Goujon (1) « demande à M. le ministre du Commerce, d'une part, et à la Commission, d'autre part, sous quel régime en définitive, l'agriculture va vivre ».

« Si l'on se trouve, dit-il (2), en présence d'une exploitation rurale dont le but principal est le travail ordinaire des champs sans emploi de moteurs inanimés et si accidentellement un jour ou deux par an, l'exploitant se sert d'un engin mécanique mû par la vapeur, une batteuse, par exemple, est-ce que, pour ces deux jours d'emploi d'une machine, vous allez transformer cette exploitation purement rurale en un véritable établissement industriel et l'assujettir à la loi ? »

1. *Journ. off.*, Chambre des députés, 1^{er} juin 1899, p. 1536.

2. *Journ. off.*, Chambre des députés, 1^{er} juin 1899, p. 1537.

M. Julien Goujon demandait que l'agriculture pour l'exploitation rurale proprement dite ne tombât pas sous les coups de la loi.

A la même séance de la Chambre du 1^{er} juin 1899, M. Lorient disait : « C'est sur l'entrepreneur, sur le propriétaire de la batteuse que doivent retomber les conséquences de l'application de la loi ; l'entrepreneur, en effet, est compris au nombre des industriels qui supportent les risques professionnels aux termes de la loi de 1898.

» Il y a une distinction qui s'impose : lorsqu'une batterie mécanique vient dans nos fermes, dans nos exploitations, deux catégories d'ouvriers sont employés au service de cette batteuse. Il y a d'abord les ouvriers fournis par l'entrepreneur lui-même ; ce sont ceux qu'on appelle les chauffeurs, et puis il y a les ouvriers agricoles, indépendants de l'exploitation elle-même, fournis par le propriétaire, par le cultivateur de l'exploitation (1) ».

M. Lorient se demandait quel serait le sort de ces derniers et demandait avec instance des éclaircissements.

Le rapporteur, M. Audiffred (2), déclara alors que, selon lui, les industries annexées aux entreprises agricoles telles que distilleries, battages à vapeur, seraient assujetties, quant au risque purement agricole, de même que le battage accidentel serait exclu du bénéfice de la loi de 1898.

M. Ricard, président de la Commission, protesta contre

1. *Journal officiel*, Chambre des députés, 1^{er} juin 1899, p. 1539.

2. *Journal officiel*, Chambre des députés, 1^{er} juin 1899, p. 1538 et suiv.

cette appréciation. « Il est incontestable, dit-il (1) que toutes les fois qu'une machine à vapeur utilisée dans une exploitation, qu'elle soit agricole, forestière ou autre, en un mot, quelle qu'en soit la nature, tous les ouvriers ou employés qui travaillent, soit au moyen de cette machine, soit à la suite ou pour lui prêter leur aide, profitent des dispositions de la loi du 9 avril 1898. »

Le désaccord régnait donc au sein même de la Commission de la Chambre sur l'interprétation de la loi de 1898 et son incidence sur l'agriculture ; l'incertitude était donc la plus grande. M. Julien Goujon déposa alors le 1^{er} juin 1899 l'amendement suivant au projet de loi en discussion sur la résiliation des contrats d'assurance : .

« La loi du 9 avril 1898 et la présente loi ne sont pas applicables aux agriculteurs qui ne se servent qu'accidentellement de moteurs inanimés (2) ».

M. Audiffred, rapporteur, déclara (3) à la séance du 2 juin 1899 accepter le principe de l'article additionnel proposé par M. Julien Goujon, mais ajouta qu'il était nécessaire de déposer une proposition de loi.

M. Julien Goujon maintint son amendement. Il fut alors très vivement combattu par M. Balsan (4) qui se refusait à établir des privilèges et par M. Mirman. « L'amendement

1. *Journal officiel*, Chambre des députés, 1^{er} juin 1899, p. 1540.

2. *Journal officiel*, Chambre des députés, 1^{er} juin 1899, p. 1545.

3. *Journal officiel*, Chambre des députés, 2 juin 1899, p. 1551.

4. *Journal officiel*, Chambre des députés, 2 juin 1899, p. 1554.

de M. Julien Goujon, disait-il (1), comprend deux parties dont la première est ainsi conçue :

« La loi du 9 avril 1898 n'est pas applicables aux cultivateurs... » Si vous votiez ce texte, il en résulterait que les ouvriers agricoles ne pourraient plus savoir dans quelle situation ils se trouvent et quelle garantie il leur reste contre les accidents du travail. Il n'entre dans la pensée d'aucun de vous j'en suis convaincu, de priver ces ouvriers agricoles des garanties incomplètes mais précises que la loi du 9 avril 1898 leur a assurées. La loi du 9 avril 1898 ne garantit pas assurément tous les accidents agricoles et M. Boucher a pu dire dans ce sens, au cours des débats qui eurent lieu devant le Parlement l'année dernière que ce n'était pas une loi agricole ; mais la loi a visé cependant une catégorie spéciale d'accidents qui surviennent dans les exploitations agricoles et qui y sont très nombreux, aussi nombreux, disent les uns, plus nombreux disent les autres, que les accidents purement industriels : je veux parler des accidents occasionnés par des machines mues par des moteurs inanimés comme par exemple les batteuses à vapeur.

» ...Eh bien, il est hors de toute contestation que les accidents survenus du fait de ces machines et dont les travailleurs agricoles sont victimes, tombent sous l'application de la loi du 9 avril 1898, cela n'a été contesté par personne, ni d'un côté ni de l'autre de cette assemblée. »

M. Mirman posait alors le problème dans toute sa netteté

1. *Journal officiel*, 1899, p. 1556.

étant donné que les exploitations agricoles se trouvaient, dans certains cas déterminés, soumis à la loi du 9 avril 1898, il s'agissait de compléter interprétativement la législation. « Quel est le point qui nous divise ? disait à la même séance du 2 juin 1899 M. Mirman... c'est la question de savoir qui est responsable des indemnités que, en tout état de cause, toucheront les travailleurs agricoles.

» Qui payera ? qui, en vue de cette responsabilité, aura le devoir de s'assurer ? Est-ce le cultivateur à qui appartient le blé qu'on vient battre, ou est-ce au contraire, l'exploitant de la machine qu'on a apportée dans la ferme et au moyen de laquelle on bat la récolte ?

« Il y a un très grand intérêt à ce qu'on sache de façon précise sur qui, de l'une ou de l'autre de ces deux catégories de personnes, doit peser la responsabilité pécuniaire... ? »

M. Mirman proposa alors l'adoption de l'amendement suivant :

« Tous les accidents dus au fait de machines agricoles, mues par des moteurs inanimés — les seuls dont parle la loi de 1898 — et dont seront victimes des personnes employées à la conduite ou au service de ces machines sont à la charge du chef d'entreprise desdits moteurs, dans les conditions de la loi de 1898 (1) ».

M. Paul Deroulède (2) demanda de substituer aux mots « chef d'entreprise » les mots « propriétaires ou loueurs de

1. *Journ. off.*, Ch. des députés, 2 juin 1899, p. 1557.

2. *Journ. off.*, Ch. des députés, 2 juin 1899, p. 1557.

la machine ». « Le vrai mot, dit M. de Ramel (3), c'est l'exploitant de la machine », car il s'agissait également d'atteindre les collectivités (communes, syndicats) qui louent leurs machines, batteuses, etc., aux agriculteurs.

Les amendements de M. Julien Goujon et de M. Mirman furent envoyés à la Commission, celle-ci décida d'en faire l'objet d'une proposition de loi qui, sur le rapport de M. Mirman vint en discussion à la Chambre le 8 juin 1899, fut adoptée le même jour et transmise au Sénat le 9 juin. De retour à la Chambre, elle fut définitivement adoptée le 30 juin 1899 : la loi nouvelle fixe la situation de l'agriculteur vis-à-vis du risque professionnel.

1. *Journ, off. Ch. des députés*, 2 juin 1899, p. 1557.

CHAPITRE II

LA LOI DU 30 JUIN 1899

La loi du 30 juin 1899, concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés, est ainsi conçue (1) :

ARTICLE UNIQUE. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

Est considéré comme exploitant, l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés

Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune. En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898, n'est pas applicable à l'agriculture.

Cette loi précise les conditions dans lesquelles la loi de 1898 est applicable aux accidents survenus dans l'agriculture.

1. *Journal officiel*, 30 juin 1899, p. 1751.

Nous avons à rechercher : quelles sont les exploitations soumises à la loi de 1899 ? Quels accidents donneront lieu au risque professionnel ? Quelles sont les personnes protégées et les personnes responsables, enfin, comment se règlent les indemnités.

Mais avant d'entrer dans l'examen de ces diverses questions, plusieurs observations préliminaires sont nécessaires.

En premier lieu, l'application de la loi du 30 juin 1899 se trouve aujourd'hui réduite, par suite de la loi du 12 avril 1906 qui a étendu le régime du risque professionnel à toutes les entreprises commerciales. Il arrive souvent que l'exploitation agricole implique, de la part de celui qui la dirige, l'exercice d'un commerce ; en pareil cas la loi de 1898 recevra sa pleine et entière exécution, à l'exclusion du régime spécial à l'agriculture.

En second lieu, il faut tenir compte de la loi du 19 juillet 1907 qui soumet à l'application de la loi de 1898 les ouvriers qui n'y sont pas soumis par le texte lui-même, mais dont les patrons demanderaient eux-mêmes l'application de la loi de 1898.

Sous le bénéfice de ces remarques, abordons l'étude des points plus haut indiqués.

PREMIÈRE SECTION

EXPLOITATIONS SOUMISES A LA LOI DU 30 JUIN 1899.

L'agriculture est la mise en valeur du sol. Son but est la culture des produits du sol et leur récolte. Or, il arrive très fréquemment que le produit du sol n'est pas livré à la consommation à l'état naturel ; il subit une transformation soit pour en augmenter la valeur, soit pour en obtenir l'écoulement en donnant satisfaction aux besoins de l'acheteur. La transformation du produit agricole en vue de lui donner une valeur marchande est une œuvre essentiellement agricole. Mais ce travail de transformation a pris, de nos jours, une importance considérable et telle, qu'il offre parfois le caractère d'une véritable opération industrielle. Il cesse alors d'être une œuvre agricole.

C'est en s'inspirant de ces idées que la jurisprudence a déterminé les exploitations auxquelles s'applique la loi de 1899.

Il n'y a pas de difficulté en ce qui concerne la culture des terres même, lorsqu'on y emploie des engrais. Il a été jugé que l'accident dont a été victime un ouvrier employé à l'épandage du phosphate donne lieu à la responsabilité du risque professionnel dans les termes de la loi de 1899 (1).

1. Tribunal civ. La Réole, 21 mars 1900. *Jur. des accidents du travail*, t. III p. 162.

Au contraire la fabrication des engrais ne constitue pas une exploitation agricole, mais bien une industrie régie par la loi de 1898.

A la culture se rattache l'horticulture. La Cour de Paris (1) a déclaré la loi de 1899 applicable à un ouvrier employé dans un établissement horticole municipal.

L'exploitation des champignonnières a un caractère agricole, même quand elle s'effectue dans d'anciennes carrières (2). Il en est de même de l'élagage ou l'émondement d'arbres ou de jardins (3). L'exploitation de coupes forestières est agricole. Une telle entreprise, envisagée en elle-même, a un caractère purement agricole, et d'autre part, l'abatage, le sciage et le débit en planches, étant des opérations inhérentes à l'exploitation forestière, ne la convertissent pas en une entreprise industrielle (Cass. Civ., 4 Août et 26 Octobre 1903. D. 1904. I. 46. — 8 Février 1904. D. 1905. I. 468 — 19 Avril 1904. D. 1904. I. 553) Ce point a été reconnu non seulement par la Cour suprême, mais encore par les conseils de préfecture (de la Seine, 27 Juin 1900, 3 décisions; de la Gironde, — 9 novembre 1900; D. 1901. 3. 69; de l'Eure-et-Loir. — 28 décembre 1900; l'Yonne. — 15 février 1901. D. 1901, 3. 69). La Cour de Nîmes s'est pro-

1. Paris, 7 février 1902. *Gaz. Trib.*, 1902, 1^{er} semestre, p. 2423.

2. Avis du comité consultatif, 7. novembre 1900. D. 1901. 4. 83. Trib. civil. Seine, 3 août 1907, D. 1907, 5. 40 — En sens contraire: Trib. de paix Ivry-sur-Seine, 31 juil. 1907. D. 1908 5. 14.

3. Requête, 8 mai 1901. D. 1901. 2. 272. Nîmes. 19 novembre 1901. D. 1904 2. 165.

noncée dans le même sens le 1^{er} août 1906 (D. 1906. 2. 377). Nous réservons un chapitre spéciale aux accidents survenus dans les exploitations forestières.

Mais le caractère d'entreprise industrielle a dû faire placer en dehors de la loi de 1899 certaines exploitations particulières.

La Cour de cassation a statué, le 6 avril 1909, dans une espèce où il s'agissait d'une société exploitant à la fois un important domaine agricole et une fromagerie. La victime avait été blessée dans l'écurie en soignant les chevaux affectés au transport du lait. La société soutenait que cette victime ne pouvait invoquer le bénéfice de la loi de 1898 à raison du caractère agricole de l'exploitation. La Cour suprême s'est exprimée en ces termes : « Attendu que la transformation du lait en beurre et en fromage est une opération industrielle, que si les accidents qui y surviennent ne sont pas assujettis à la loi du 9 avril 1898, lorsque la transformation est faite par l'exploitant d'un domaine agricole avec le lait donné par ses vaches, il en est autrement quand, pour les besoins de la fabrication, l'agriculteur emploie régulièrement et en quantité notable du lait acheté au dehors. » La Cour, constatant ensuite que l'arrêt frappé de pourvoir ne s'expliquait pas « sur le point de savoir si le lait acheté au dehors et traité dans la laiterie de la société est ou non dans des proportions assez restreintes, eu égard à l'ensemble de sa fabri-

cation pour n'en constituer qu'un accessoire » prononce la cassation (1).

D'autre part, si la loi du 9 avril 1898 est inapplicable à l'agriculture, les industries annexes qui n'en sont pas le complément indispensable y sont assujetties. Le 30 juin 1908, la Cour de cassation a statué sur le pourvoi dirigé par la société sucrière de Flavy-le-Martel contre un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens qui l'avait condamnée par application de la loi de 1898 à servir une rente viagère à un ouvrier victime d'un accident survenu pendant qu'il transportait des betteraves destinées à l'alimentation de la sucrerie. La société sucrière soutenait qu'elle était un établissement agricole, parce qu'elle cultivait des betteraves sur des terres lui appartenant. Mais il était constant en fait, que l'usine était alimentée en grande partie par des produits achetés au dehors. L'arrêt du 30 juin 1908 rejeta le pourvoi par les mots suivants :

« Que, si cette société sucrière joint à son usine la culture de quelques terres, la victime, loin d'être exclusivement attachée à cette culture, était pendant les trois mois que dure la campagne sucrière, attachée au service de l'usine y faisait les charrois tant de terres que de betteraves, quelle que fut la provenance de ces dernières ; qu'enfin l'accident est survenu au temps où chaque année la victime est l'ouvrier

1. *Gazette des Tribunaux*, 1909, I. 153.

d'une entreprise industrielle, protégée par la nature même de cette entreprise, contre les accidents du travail (1) ».

Par deux arrêts en date du 8 novembre 1910 la Cour suprême a encore décidé que les établissements de distillerie annexés à une exploitation agricole, mais qui n'en sont pas le complément indispensable, sont assujettis à la loi de 1898 et non à celle de 1899 (2).

« Attendu, dit le premier de ces arrêts, que l'arrêt attaqué constate d'une part que Filou a annexé à son établissement agricole une distillerie où il convertit les betteraves de sa récolte en alcool brut, que cette distillerie ne lui est pas indispensable pour tirer parti des produits de son exploitation rurale, qu'il constate d'autre part que Poulet, charretier de Filou, a succombé à un accident alors qu'il revenait de la ville de Pantin où il avait livré des flegmes produit de la distillation opérée par Filou, qu'en l'état de ces constatations, c'est à bon droit que ledit arrêt a condamné Filou à servir à la veuve Poulet une rente viagère conformément à l'article 3 de la loi du 9 avril 1898; attendu en effet que si cette loi n'est pas applicable à l'agriculture les industries annexes qui n'en sont pas le complément indispensable y sont assujetties, qu'il importe peu que l'usine ne soit alimentée que par les produits de l'exploitation rurale et qu'il n'importe pas davantage, en ce qui concerne les rapports existants entre le chef d'entreprise et l'ouvrier victime, que le premier, exempt de l'impôt

1. Cassation, 30 juin 1908. *Gazette des tribunaux* 1908, I. 155.

2. *Jurisclasser des accidents du travail* 1911. 22.

de patente ne contribue pas à la constitution du fonds de garantie prévu par la loi ».

Le second arrêt casse un arrêt de la Cour de Paris dans l'espèce suivante : L'arrêt attaqué constatait que Benoist avait annexé à son établissement agricole une distillerie où il traitait les produits de son exploitation rurale ; d'autre part que Huet, ouvrier de Benoist travaillait, au graissage de la machine à vapeur de la distillerie lorsqu'il a été victime d'un accident, le laissant atteint d'une incapacité permanente. Malgré ces constatations, la Cour de Paris refusa de faire application de la loi du 9 avril 1898 par le motif que la distillerie faisait partie de la ferme, que Benoist n'y traitait que ses récoltes et pendant quelques mois seulement. Or, cet arrêt fut cassé par la Cour suprême en ces termes :

« Attendu que ledit arrêt n'affirme pas la nécessité où se trouvait Benoist de distiller les betteraves de sa récolte pour en tirer parti, d'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, il n'a pas donné de base légale à sa décision. »

On le voit, l'idée de la Cour de cassation est que l'établissement industriel annexe n'échappe à la loi de 1898 pour se trouver assujettie à la loi de 1899 que s'il est un complément indispensable de l'établissement agricole.

Or, cette distinction du caractère indispensable ou non indispensable de la transformation du produit agricole avait été critiquée par M. l'avocat général Feuilleux dans ses conclusions devant la Cour suprême. D'après lui, aucune transformation de produits n'est jamais indispensable. Le cultivateur peut toujours vendre ses betteraves, ses pommes,

ses raisins, son lait, en nature à des marchands ou à des industriels. Il tirera peut-être de ses produits un moins bon parti que s'il les travaillait lui-même, mais il en tirera toujours parti. De quoi dépendrait donc l'indispensabilité ? Serait-ce de l'étendue de la culture ? L'agriculteur qui fait 100 hectares de betteraves a plus de difficulté à les écouler par la vente en nature que le petit cultivateur qui n'en fait que 10. Serait-ce de la situation de l'exploitation agricole ?

Jugera-t-on que le cultivateur éloigné d'une ville ou d'une voie ferrée fait une transformation indispensable en exploitant lui-même une distillerie tandis que celui dont l'exploitation agricole est mieux située et qui peut, sans trop de difficultés matérielles et à des prix suffisants, écouler ses produits en nature, fait une transformation non indispensable ? Faudra-t-il avoir égard à la nature du produit transformé ? Devra-t-on admettre que les betteraves, les pommes, les noix, les olives, pouvant se conserver quelque temps sans se corrompre, leur transformation à la ferme n'est pas indispensable ? Devra-t-on admettre le contraire pour le lait à raison de sa nature périssable ? Faut-il s'attacher à l'importance plus ou moins grande de l'établissement qui opère la transformation ? Devant ces indécisions, l'affirmation du caractère d'indispensabilité sera une affirmation de pur fait et par conséquent souveraine. Dès lors, c'est la porte ouverte à la fantaisie, à l'arbitraire dépendant exclusivement de la mentalité du juge, c'est l'absence de garantie pour le justiciable.

Quelque solide que soit cette argumentation, la thèse de la nécessité de la transformation continue à prévaloir. C'est ainsi que la Cour d'Orléans, devant laquelle fut renvoyée l'affaire Huet-Benoist, à la suite de la cassation du 8 novembre 1910 dont nous avons parlé, l'a encore adoptée d'une manière explicite. L'arrêt d'Orléans du 21 juin 1911 affirme que si la loi de 1898 n'est pas applicable à l'agriculture, les industries annexées qui n'en sont pas le complément indispensable, y sont assujetties (1).

Ce qui est certain, en tout cas, et ce qui résulte de l'esprit même de la loi, c'est que les distilleries, sucreries, féculeries, scieries ne sauraient bénéficier de la loi du 30 juin 1899 ». Là où, sur l'exploitation agricole, disaient MM. Girard et Martin Nadaud dans leur rapport de 1880, on greffe une industrie manufacturière, distillerie, sucrerie, scierie, l'ouvrier agricole est exposé aux mêmes risques que l'ouvrier des manufactures, il doit être également protégé (1).

Telle était également la pensée de M. Mirman dans son rapport oral à la Chambre des députés. « Il a été bien entendu pour tous que le mot agriculture, qui a été employé dans l'adjonction que je viens de lire, devait être pris dans un sens exact et limité. Il s'agit expressément de l'agriculture proprement dite, il ne peut pas s'agir des entreprises industrielles annexées parfois à l'agriculture, telles que distilleries, sucreries, etc. Je ne me hasarderai pas à en faire une énu-

1. *Le Droit*, 1^{er} septembre 1911.

2. *Journ. off.*, Ch. doc. parlem., 1884, ann. 2634.

mération , complète. Personne n'a jamais eu la pensée pas plus au Sénat qu'à la Chambre de soustraire aux charges de la loi ces industries agricoles annexes, de priver ainsi ceux qui y sont occupés du bénéfice de la loi du 9 avril 1898 (1).

Ces exploitations annexées à l'agriculture sont industrielles, qu'importe si les transformations qu'elles opèrent appartiennent au règne végétal ou au règne animal : plante, os, pierre, minerai de fer. L'opération est identique. Dès qu'il y a transformation de la matière première, que ce soit le blé, le lait, le houblon ou la betterave, il y a œuvre industrielle. Ce n'est pas une entreprise agricole, elle n'aura ce caractère que dans certains cas qui forment en définitive l'exception à la règle. Il rentre incontestablement, en effet, nous l'avons dit plus haut, dans la fonction du cultivateur d'opérer certaines transformations et nous avons énuméré ces transformations au caractère agricole. Ces transformations sont le corollaire, l'accessoire même de son exploitation. S'il ne les faisait pas, il devrait renoncer à la culture même de la terre.

Nous ne devons pas, non plus, considérer comme agricole une industrie par cela même qu'elle fabrique des produits destinés à l'agriculture. C'est à juste titre que la Cour de Nancy (2) a décidé que les drêches de brasseries destinées à un usage agricole tombent sous le coup de la loi du 9 avril 1898.

La controverse sur le caractère agricole ou industriel d'une

1. *Journ. off.*, Ch. 30 juin 1899, p. 2751.

2. Nancy, 14 décembre 1904. *Rec. des acc. du Trav.*, 1905, p. 363.

entreprise donnée de transformation de produits agricoles s'est posée devant la jurisprudence le plus souvent sous une autre forme : elle apparaît avec le problème classique de l'application de la patente ou de l'impôt au producteur qui transforme lui-même les produits de son fonds. C'est ainsi que prenant pour base l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880 portant que : « Ne sont pas assujettis à la patente... 3^o les laboureurs et cultivateurs seulement pour la vente et la manipulation de récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités ». Le Conseil d'État a décidé que... le cultivateur qui fabrique des objets de vannerie avec des osiers exclusivement récoltés sur ses propriétés jouit de l'exemption de la patente (16 mars 1850. D. 52. 5. 403), que la patente de marchand de fromage ne peut être imposée à celui qui se borne à vendre les fromages par lui préparés avec du lait de son troupeau (13 août 1852. D. 53. 3. 11.) tandis que le particulier qui vend des fromages qu'il fabrique avec le lait d'un troupeau entretenu, non sur son propre fonds mais sur des fonds cultivés par autrui et avec des fourrages qu'il achète doit payer l'impôt (5 août 1848. D. 53. 3. 11).

Les conséquences de cette jurisprudence spéciale à la matière de l'impôt des patentes conduiraient à déclarer assujetties à la loi de 1898 seulement les agriculteurs qui transforment avec leurs produits ceux des autres fonds ; or, ce serait complètement dénaturer la portée de la loi. Il serait de plus inique de refuser le caractère industriel à des entre-

prises qui transforment les produits d'une immense exploitation agricole simplement pour le motif que ce sont leurs propres produits qu'elles transforment.

La jurisprudence administrative ne peut donc servir de guide à l'application de la loi civile.

SECTION II

QUELS ACCIDENTS DONNENT LIEU AU RISQUE PROFESSIONNEL.

Les exploitations agricoles sont soumises par la loi de 1899 à un régime exceptionnel. Dans les entreprises industrielles ou commerciales il suffit que l'accident soit survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail pour que l'ouvrier ait droit aux rentes et indemnités prévus par la loi. Ces conditions ne suffisent pas dans les entreprises agricoles, il faut encore qu'il soit fait usage d'une machine mue par un moteur inanimé et que l'accident ait été causé par l'emploi de la machine ou de son moteur.

Nous devons donc, après un rappel des règles relatives à la survenance de l'accident par le fait ou à l'occasion du travail, insister sur les conditions spéciales requises par la loi de 1899.

On veut en somme ramener à trois les conditions nécessaires pour qu'il y ait lieu d'appliquer la loi de 1899.

1^o Il faut un accident.

2^o Que cet accident soit produit par le fait ou à l'occasion du travail.

3° Qu'il soit provoqué par l'emploi d'une machine mue par un moteur inanimé.

1° *Il faut un accident.*

L'accident est une atteinte au corps humain provenant de l'action violente et soudaine d'une force extérieure. Il doit s'entendre de toute lésion de l'organisme apparente ou non apparente, interne ou externe, profonde ou superficielle. L'accident se distingue de la maladie en ce qu'il a une cause extérieure et que cette cause se manifeste d'une façon soudaine et violente; la maladie, au contraire, est ordinairement un état lent et continu né d'une cause également lente et durable.

Il y a accident, au point de vue du risque professionnel, non seulement en cas de mort ou de blessure, mais encore en cas de lésion physique soudaine (1). Mais n'ont pas le caractère d'accident les maladies professionnelles auxquelles on ne saurait assigner une origine et une date déterminée (2). Présentent au contraire le caractère d'accident les affections pathologiques soudaines et violentes (3). En particulier la hernie peut être considérée comme un accident à notre point de vue lorsqu'il est établi d'une manière certaine

1. Rouen, 30 novembre 1901 — Trib. Seine, 27 novembre 1901. — D. 1902 2. 435. — Bordeaux, 23 avril 1907. D. 1908. 5. 40. — Tribunal civil Lyon, 13 février 1908. D. 1908. 5. 47.

2. Req. 23 juil. 1902. D. 1903 1. 274. — Req. 3 novembre 1903. D. 1907. 1. 87.

3. Req. 3 nov. 1903, *loc. cit.*, Lyon 7 juin 1900 D. 1901 2. 12. — Lyon, Tribunal civ. 13 février 1908. 5. 47.

qu'elle a été causée par le travail (1). L'action de l'ouvrier ne peut être écartée par ce motif que l'accident a été en partie déterminé par une prédisposition morbide (2).

2° *L'accident doit être produit par le fait ou à l'occasion du travail*

La loi de 1899, empruntant les expressions même de la loi de 1898, dispose que l'accident pour donner lieu à l'application du risque professionnel doit avoir été produit par le fait du travail ou à l'occasion du travail.

Il est juste, en effet, que l'exploitant de même que tout patron ne soit rendu responsable que des accidents qui ont été le résultat du travail. Il serait inique de lui faire supporter les conséquences d'événements dans lesquels son exploitation n'est pour rien.

Il faut donc rechercher quelle est la portée de ces expressions par le fait ou à l'occasion du travail.

A. — *Par le fait du travail.* — Il n'est pas douteux que l'accident est survenu par le fait du travail lorsqu'il a eu pour cause immédiate et directe le travail même auquel

1. Notamment tribunal civ. Nancy 21 mai 1900 et Lyon 7 juin 1900. D. 1901, 2. 12. — Trib. civ. Lille 7 novembre 1900. D. 1902 2. 85. — Bordeaux, 19 mars 1901. — Grenoble, 16 avril 1901. — Rouen, 30 novembre 1901. — Besançon, 3 décembre 1901. — Lyon, 9 janvier 1902. — D. 1902 2. 435.

2. Lyon, 26 novembre 1902. — Poitiers, 10 août 1903 D. 1906. 2. 379. — La mort de l'ouvrier au cours de l'opération chirurgicale nécessitée par l'accident est considérée comme une suite de cet accident. — Trib. civ. Avranches, 8 février 1907 D. 1907 5. 39.

l'ouvrier était occupé. Tel est le cas, par exemple du marinier qui tombe du bateau où il est placé alors qu'il cherche à se rendre compte de la violence du vent (1).

Mais l'accident doit-il être encore considéré comme survenu par le fait du travail lorsque l'ouvrier est blessé par le fait d'un travail exécuté par lui, mais étranger à son occupation normale ? Il faut répondre par une distinction. Il y a accident du travail, si l'ouvrier a été blessé au cours d'un travail commandé ou sciemment toléré par le patron. Ainsi doit être réputé victime d'un accident professionnel le charretier d'un raffineur de soufre qui est blessé en transportant la récolte d'un propriétaire viticoleur au service duquel son patron l'avait mis pendant la morte-saison de son industrie, organisant ainsi une entreprise de transport (2). Il en est de même de l'ouvrier métallurgiste dont le travail ordinaire consistait à détacher les unes des autres des feuilles de fer, qui est blessé tandis qu'il avait quitté provisoirement son poste pour remplacer un ouvrier accomplissant une autre fonction, s'il est constant que, au moment de l'accident cet ouvrier travaillait pour le compte du patron et sous la surveillance des chefs (3).

Au contraire, il n'y a pas accident du travail si l'ouvrier a été blessé au cours d'un travail même assujéti à la législation du risque professionnel, mais qui n'était ni commandé,

1. Cassation, 26 juillet 1905. — D. 1907, I. 295.

2. Trib. Civil Narbonne, 13 février 1900. — D. 1901, 2. 82.

3. Dijon, 25 févr. 1901. — D. 2. 372.

ni tacitement autorisé par le patron. Un employé de chemin de fer avait pour mission d'aller éclairer avec une lanterne divers signaux ; à l'insu de ses chefs ; cessant de travailler pour le compte de la Compagnie, il va porter son concours aux ouvriers d'un destinataire de colis ; blessé dans ce travail, il ne peut invoquer le bénéfice de la loi de 1898. (1) Cette loi serait encore inapplicable à un ouvrier uniquement chargé, dans une scierie, de retirer et placer les planches débitées par la scie alors que, avant l'ouverture du travail il a pris sur lui, sans l'ordre du patron, de graisser les rouages en remplacement d'un autre ouvrier préposé à cette tâche.

En somme, et sans entrer dans de larges développements à ce sujet, on peut, avec les continuateurs d'Aubry et Rau (3), définir l'accident survenu par le fait du travail « celui qui a sa cause efficiente et directe soit dans l'accomplissement du travail confié à l'ouvrier, soit dans le travail des autres ouvriers, soit enfin dans le fonctionnement des machines employées dans l'exploitation ».

Il faut, donc que la lésion corporelle soit causée par le travail commandé ou autorisé, qu'elle soit survenue dans le temps et sur le lieu du travail.

Ces notions s'appliquent certainement aux accidents agricoles aussi bien qu'aux accidents industriels.

Il y aura accident du travail lorsqu'un mécanicien aura

1. Cassation, 24 novembre 1903. D. 1904-I-73.

2. Dijon, 25 février 1911. D. 2. 372.

été blessé par la défonceuse à vapeur fouillant les entrailles du sol, qu'un engreneur aura la main coupée et broyée par la batteuse, qu'un chauffeur sera brûlé par l'alambic à vapeur, que l'électricien sera électrocuté par un court-circuit survenu dans l'appareil qu'il dirige. Ces accidents sont produits par le fait même du travail.

B. — *A l'occasion du travail.* — Si le législateur s'était borné à protéger les ouvriers contre les accidents produits par le fait du travail, son œuvre eut été bien imparfaite car beaucoup d'accidents, tout en n'ayant pas leur cause dans le travail, ont cependant une relation directe avec le travail.

Par exemple l'ouvrier blessé en prenant son repos sur le lieu du travail par une explosion du moteur. Il n'est pas victime d'un accident pendant son travail, mais à l'occasion de son travail.

« L'accident survenu à l'occasion du travail est celui qui, sans être la conséquence immédiate du travail, s'y rattache néanmoins par un rapport indirect de cause à effet. » (1)

Il y a deux courants d'opinion pour l'interprétation de la loi dans ce cas. D'après un premier système qui comptait d'assez nombreux appuis en doctrine et que la jurisprudence suivait avec assez de fidélité, la loi était interprétée restrictivement : le risque professionnel devait cesser dès que l'ouvrier se trouvant dans le lieu même du travail, au milieu des machines, se détournait de son travail, fut-ce pour un instant. Ce seul fait supprimant le risque et le plaçant en

1. Aubry et Rau.

dehors des dispositions de la loi. On a invoqué à l'appui de cette assertion les travaux préparatoires de la loi de 1898 en comprenant le projet élaboré par la Chambre des députés en 1888 et les observations échangées au cours de la discussion. (1)

Dans un deuxième système, au contraire, le champ d'application du risque professionnel est entendu dans un sens plus large. La Chambre civile de la Cour de cassation a admis ce système et dans un arrêt du 17 février 1902 (2) a décidé que « dans les industries visées à l'article premier de la loi du 9 avril 1898, l'on doit considérer comme survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail tout accident causé par l'outillage ou par des forces qui l'actionnent, et arrivé dans les lieux et pendant le temps où l'ouvrier victime était soumis à cette direction, que la faute inexcusable de l'ouvrier quelle qu'elle soit permet seulement au tribunal de diminuer la pension fixée au titre 1^{er} de la loi, que seule la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident perd droit à toute indemnité ».

1. Trib. de Pontoise, 21 mars 1900. *Gaz du Pal.* 1900. l. 569. Trib. du Havre, 18 janvier 1900. *Gaz du Pal.* 1900. l. 414. Trib. de Brive, 24 mai 1900. *Gaz du Pal.* 1910. 2. 22. — Nancy, 27 février 1901. *Gaz. du Pal.* 1901. l. 595. Trib. Civ. du Havre, 9 mars 1901. *D.* 1901. 2. 310. — Lyon, 18 mars 1901. *Dol.* 1901. 2. 310. *Sachet* n° 230.

2. *Gaz. Pal.*, 22 février 1902.

Quid du cas où l'ouvrier agricole a été blessé en s'employant à une partie du travail pour lequel il n'était pas proposé ?

La Cour d'Orléans s'était prononcée pour la négative le 18 juillet 1903, la Chambre des Requêtes admit le pouvoi sur le rapport de M. le Conseiller Geyx et les conclusions de l'Avocat général Merillon. *Le Droit*, 11 juin 1904.

Il n'y a pas de raison de ne pas appliquer à la loi de 1899 la théorie admise par la Cour de cassation lorsqu'il s'agit de la loi de 1898, les termes employés par les deux lois étant identiques.

En conséquence l'ouvrier agricole bénéficiera donc de la loi du 30 juin 1899 même si c'est en jouant ou à la suite d'une rixe qu'il a été blessé par la machine ou le moteur et cela à supposer que le jeu, la rixe n'ait eu aucune relation quelconque avec son travail. La rixe éclatant à propos du travail est un des risques inhérents à toute agglomération d'ouvriers.

*3° L'accident doit avoir été provoqué par l'emploi
d'une machine mue par un moteur inanimé*

Il faut donc qu'il soit fait usage dans l'entreprise d'une machine agricole et qu'en outre cette machine soit mue par un moteur inanimé. Une batteuse, une moissonneuse mécanique, par exemple, peut fonctionner au moyen d'un moteur animé tel qu'un cheval actionnant un manège sur un plan incliné. La loi de 1899 n'est pas applicable en pareil cas ; elle ne le deviendra que si la batteuse est actionnée par un moteur inanimé, tel qu'un moteur fonctionnant à la vapeur (1).

Aucune distinction n'est à faire entre les accidents provoqués par le moteur et ceux provoqués par la machine.

Le bénéfice de la loi s'étendra à tous. C'est ce qu'a écrit en termes très nets M. Loubat (2).

1. Dissertation de M. Dupuich. D. 1907. I. 257.

2. Il n'y a pas de distinction à faire entre les accidents occasionnés par

Le moteur est le producteur, l'instrument générateur de force; il peut être soit animé, soit inanimé. Le moteur animé sera soit l'homme, soit les animaux; ainsi les chevaux qui traînent la charrue sont un moteur animé. Le moteur inanimé est mis en mouvement à l'aide de matières inertes; par le charbon, par le pétrole, etc, ou par une force élémentaire, le vent, le soleil, l'eau ou même l'action de la pesanteur. Ce sera la locomobile ou machine à vapeur avec sa chaudière, ses cylindres et ses pistons.

La machine agricole est l'instrument qui sous l'impulsion du moteur exécute le travail ou opère la transformation: ce sera la batteuse proprement dite avec ses engrenages qui détachent le grain de la paille.

La portée de l'expression: occasionné par l'emploi est certainement plus large que les termes qui avaient été proposés au vote du législateur; la loi ne se serait appliquée qu'aux accidents causés par l'emploi de machines agricoles. Dans ce cas ces accidents sont le résultat direct, le fait même des machines ou des moteurs. C'est la machine elle-même qui est ici l'auteur de l'accident, tel le travailleur atteint par l'explosion du générateur ou pris dans un engrenage.

le moteur ou par la machine. En cas de pressurage du raisin au moyen d'un pressoir actionné par un moteur, la loi bénéficiera aussi bien aux accidents causés par le pressoir qu'à ceux produits par le moteur. En effet, le moteur est l'agent principal de l'opération; c'est par la force et le mouvement qu'il produit que le travail s'effectue, la machine agricole n'est que le prolongement du moteur. Ils forment ensemble un tout indivisible et les accidents auxquels ils donnent lieu ayant la même cause jouissent des mêmes avantages. Loubat. *Traité des accid. du travail dans l'Agriculture*. N° 278.

Au contraire le texte vise les accidents occasionnés non par les machines mais par l'emploi des machines, il comprend donc, non seulement les accidents causés directement par le moteur ou la machine, mais encore ceux qui se sont produits dans l'ambiance de la machine, par exemple la chute provenant de la trépidation, les poussières chargés de bris de paille. « On ne saurait donc soutenir, dit M. Loubat, (1) que les accidents occasionnés par l'emploi des machines sont seulement ceux qui se sont produits directement ou indirectement par leur activité, ils comprennent aussi tous les risques inhérents à leur usage. »

Cette opinion est bien justifiée par les travaux préparatoires. La proposition primitive de M. Mirman était ainsi conçue : « Tous les accidents dus *au fait des machines agricoles* mues par des moteurs inanimés » (2)... La commission substitua à cette rédaction celle qui est passée dans le texte actuel, « Les accidents occasionnés par l'emploi des machines agricoles. »

M. Mirman paraphrasait ensuite ce texte à la tribune de la Chambre le 8 juin 1899. « C'est bien là, disait-il, le sentiment qui a animé le législateur de 1898, il a voulu comprendre dans la loi, non l'ensemble des accidents si nombreux, si variés qui peuvent survenir dans les exploitations agricoles et pour lesquels une loi spéciale et dont nous souhaitons le vote prochain est nécessaire, mais seulement et

1. Loubat, *op. cit.*, n° 291 p. 182.

2. *Journ. off.*, 2 juin 1899, p. 1536.

expressément les accidents « occasionnés par l'emploi des machines mues par des moteurs inanimés. » Cette catégorie d'accidents cause un assez grand nombre de victimes, détermine des mutilations assez graves pour que la loi, limitée ainsi dans son objet, soit utile et bienfaisante.

Les commentateurs de la loi avec le rapporteur estiment que c'est dans un sens très large qu'il faut comprendre son application.

La jurisprudence, cependant, a une tendance très marquée à entendre ce mot « emploi » dans son sens restrictif, c'est-à-dire d'usage de mise en œuvre et fonctionnement de la machine ou du moteur ; elle puise ses motifs dans le caractère d'exception de la loi de 1899. Elle rapproche, en outre, le mot « emploi », des expressions « par le fait du travail », « ou à l'occasion du travail » et « machines mues par des moteurs inanimés » dont se sert la loi. Les arrêts exigent en conséquence une relation étroite entre l'accident et l'emploi du moteur ou de la machine (1). Il faut, disent-ils, que l'accident se soit produit par le fait de la machine alors qu'elle était au travail et en activité. Le moteur de la machine n'importe d'ailleurs aucunement. Ainsi, l'accident résultant de l'emploi, dans une entreprise agricole, d'une voiture automobile, tomberait sous le coup de la loi (2).

1. Poitiers, 16 juillet 1909. — Rennes, 26 juillet 1900. — Caen, 31 juillet 1900. D., 1900. 2. 36. — Riom, 3 décembre 1900. D., 1901. 3. 61. — Cassation, 24 décembre 1902. D., 1903. 1. 178. — Poitiers, 4 mars 1901. D., 1902. 2. 36.

2. Avis Comité consultatif assur., 12 déc. 1899. D., 1900. 4. 19.

Or, dans quel cas cette condition de l'emploi de la machine ou de son moteur sera-t-elle remplie ?

L'emploi de la machine et du moteur peut être considéré sous de nombreux aspects (1). La machine est en activité, au repos pendant la période écoulée depuis l'allumage des feux du moteur jusqu'à leur extinction, on opère les travaux de montage et de démontage de la machine et du moteur, pendant le transport et enfin les travaux d'entretien.

a) *La machine est en activité.* — La responsabilité de l'exploitant en cas d'accident survenu aux ouvriers employés au fonctionnement de la machine ou du moteur est évidente et n'est déniée par personne pendant la période d'activité de la machine ou du moteur. Le mécanicien ou le chauffeur sont certainement les plus exposés à se blesser ; ils sont en contact direct et constant avec la source productive de force avec le moteur et avec la machine, soit en introduisant le combustible dans le foyer de la locomobile, soit en versant de l'eau dans la chaudière, soit en graissant les rouages. Les traumatismes survenus dans ces cas seront certainement garantis par la loi de 1899.

Mais si le chauffeur « était blessé au cours d'une chute faite en se rendant à une fontaine voisine pour y chercher l'eau nécessaire à l'alimentation de sa chaudière ou en conduisant un véhicule chargé de charbons destinés au foyer

1. Sachet, *Traité sur les accidents du travail*, 4^e édit., I, n° 934, p. 448.

de sa locomobile » (1) serait-il protégé par la loi du 30 juin 1899 ? M. Sachet ne le croit pas « car, dit-il, les risques générateurs de tels accidents sont des risques agricoles ordinaires qui ne sont pas inhérents à l'emploi de la machine ou du moteur et qui n'ont avec cet emploi qu'un rapport indirect » (2). Il ne doit pas en être ainsi, pensons-nous. Ces accidents ne sont sans doute pas le fait direct de la machine, mais les victimes ont droit à la réparation forfaitaire de la loi, car elles étaient occupées « au service des machines » lorsque l'accident s'est produit. C'est pour alimenter le moteur et lui donner la force qu'elles effectuaient un travail au cours duquel elles ont été blessées.

D'ailleurs, dès que le moteur est en marche, s'il y a relation directe entre l'emploi de ce moteur et l'accident, la loi de 1899 est applicable. La Cour de Poitiers l'a reconnu le 9 décembre 1912. Un ouvrier agricole était chargé de couper les liens des gerbes. Ce travail était une préparation indispensable au fonctionnement de la machine. Or, au moment où cet ouvrier commençait à couper les liens, le moteur était déjà en fonctionnement. La Cour a décidé que l'accident devait être régi par la loi de 1899. « Attendu, dit-elle (3), que les conditions du travail sont rendues plus dangereuses par la précipitation avec laquelle tous les mouvements doivent s'accomplir lorsque le battage est fait à l'aide d'une machine à vapeur ; qu'en outre, dans l'espèce, la chute de Macaire

1. Sachet, *op. cit.*, I, p. 449.

2. Sachet, *op. cit.*, 452.

3. La loi, 16 février 1913.

doit être attribuée non seulement à la hâte avec laquelle il était tenu d'obéir à l'ordre du mécanicien, mais aussi et surtout à la trépidation que le moteur déjà en marche avait nécessairement imprimée à la batteuse, et sans laquelle Macaire, trouvant un appui ferme, se serait solidement maintenu ; que l'accident est donc en relation directe avec l'emploi du moteur inanimé et que Macaire est fondé à se prévaloir de la loi du 30 juin 1899 ».

Au contraire, l'ouvrier blessé alors qu'à l'aide d'un levier il cherchait à déplacer une roue de la machine qu'il fallait mettre en place, mais dont le moteur, bien que sous pression, n'était pas encore en marche, n'est pas encore ou n'est plus en activité.

b) *La machine n'est pas encore ou n'est plus en activité.* — Pendant ce temps, on procède aux opérations de montage, démontage, mise en place, nettoyage, entretien des machines et moteurs, ceci constitue un travail technique. Il s'agit de mettre en place les différents organes, de les démonter, de vérifier leur fonctionnement. C'est une opération qui donne lieu à des risques spéciaux qui n'existeraient pas sans l'emploi des machines et des moteurs.

Il y a donc, et M. Sachet (1) conclut également en ce sens, entre cet emploi et les accidents de cette nature la relation de cause à effet prescrite pour l'application de la loi de 1899. Il y a là une opération qui est un accessoire nécessaire au

1. Poitiers, 13 mai 1912, *Gazette du Palais*, 1912, p. 24.

fonctionnement du moteur, s'il n'a pas causé directement l'accident par le jeu de ses organes en mouvement, il en a bien été l'occasion.

Le tribunal de Gannat s'est prononcé en ce sens (1).

Cependant la Cour de cassation a décidé que l'accident subi par le mécanicien chargé de la conduite d'un moteur à vapeur ne donne pas ouverture à indemnité s'il est survenu alors que ce mécanicien, après avoir allumé le foyer, mais avant que le moteur fut en marche est monté sur la plateforme de la batteuse pour y mettre en place les organes de transmission. une telle opération s'imposant aussi bien avec un moteur animé qu'avec un moteur inanimé (2).

c. *Transport de la machine*. — Généralement la machine et le moteur ne sont pas fixes. Une batteuse, par exemple, est montée sur roues de même que le moteur, la locomobile. Il faut les amener avant le travail sur le lieu de l'emploi et les reconduire ensuite sur un autre chantier. La jurisprudence refuse d'appliquer alors la loi de 1899 (3). La Cour de Lyon, le 28 décembre 1912, a notamment décidé qu'il n'y, avait pas lieu d'appliquer la loi de 1899 lorsque l'ouvrier employé au service d'une batteuse a eu les mains prises entre les coins destinés à caler l'appareil au moment où l'on

1. 22 novembre 1912. *Gazette du Palais*, janvier 1913.

2. Civ., 20 juin 1908. D. 1909. 1.

3. Montauban, 22 mars 1900. Sirey, 1900. 2. 211. — Poitiers, 12 mars 1901, *Rec. Acc. du trav.*, 3. 764. — Cassation, Ch. civ., 6 janvier 1903. 1. 337.

procédait à la mise en place et où la machine ne fonctionnait pas encore (1). Dans cette espèce, il s'agissait, on le voit, de la dernière phase du transport.

M. Sachet justifie cette jurisprudence en déclarant que « le déplacement et le transport de la machine et du moteur n'offrent aucun danger spécial étranger aux risques habituels des travaux agricoles ».

« Or, déclare M. Wahl, le texte ne dit ni n'implique aucunement cette solution : lorsqu'une personne accomplit vis-à-vis de la machine un travail quelconque, elle est occupée au service ou à la conduite de la machine, si dans le cours de ce travail elle est blessée ou tuée, elle subit un accident par son travail ou à l'occasion de ce travail, et enfin si l'accident est causé par la machine, l'accident résulte de l'emploi de cette machine. Donc la loi de 1899, d'après son texte est applicable aux ouvriers blessés ou tués... en aidant au transport de la machine de même qu'elle est applicable aux ouvriers blessés ou tués pendant qu'ils mettent la machine en action ou au repos » (2).

Et bien plus, le chauffeur, et le mécanicien qui généralement conduisent la machine sur le lieu des opérations sont les ouvriers de l'exploitant de la machine, pourquoi les assimiler aux ouvriers agricoles et leur appliquer le risque spécial de la loi du 30 juin 1899.

1. *Gazette du Palais*, 13 mars 1913.

2. Note de M. Wahl au Sirey 1905. 1, p. 339, 1^{er} al. 2^e col. sous cass. Ch. Civ., 6 janvier 1903.

Cette loi n'a pas eu pour objet de régler la situation des exploitants de machines ni celle de leurs ouvriers : cette situation était sauvegardée par la législation antérieure. « Le texte, a dit le rapporteur à la chambre, nous paraît répondre de façon précise à deux préoccupations légitimes. Il indique d'abord que les bénéficiaires de la loi ne sont pas seulement les ouvriers peu nombreux, tels que les mécaniciens et chauffeurs qui participent à la direction et à la conduite du moteur, mais tous les travailleurs qui, à des titres divers et parfois très variables au cours d'une même opération, contribuent à servir la machine, lui offrant, dans le cas d'une battéuse, les matières à transformer... En second lieu, notre texte, par ces mots : « les personnes quelles qu'elles soient, occupées... » indique que ces personnes, travaillant en commun, seront au même titre bénéficiaires de la loi, quel que soit d'ailleurs leur état social... Il serait souverainement injuste en droit et funeste au point de vue social, d'établir une différence entre les uns et les autres, de n'accorder le bénéfice de la loi qu'à une partie seulement de ce groupe d'hommes, camarades de labeur, besognant en commun, et d'en priver arbitrairement les autres (1) ».

Le rapporteur n'a cru devoir justifier les dispositions de la loi que pour les ouvriers autres que ceux de l'exploitant de la machine, c'est donc qu'il estimait et le Parlement avec lui, que ces ouvriers étaient déjà garantis.

1. S. et P., *Lois annotées* de 1889, p. 840, note 3.

M. Wähl fait remarquer que dans tout le cours de la discussion de la loi de 1899, la situation des seuls ouvriers agricoles a été envisagée. Que de plus « il était certainement dans l'intention du législateur de déroger au droit spécial exprimé par la loi de 1898 ; c'est pour édicter cette dérogation que la loi de 1899 a été votée et comme ce n'est pas par opposition à ce droit commun spécial mais par l'application de la loi de 1898 que l'exploitant de la machine est tenu envers ses propres ouvriers, la loi de 1898 leur reste applicable. La loi de 1899 a voulu déroger au droit commun en attribuant à l'exploitant une responsabilité que lui imposait la loi de 1898. Il est donc contraire à l'esprit de la loi de faire profiter cet exploitant d'une disposition introduite contre lui. C'est l'intérêt de l'agriculture qu'a envisagé la loi de 1899, ce n'est pas l'intérêt de l'industrie, l'intérêt des exploitants des machines ».

Remarquons que le travail de l'ouvrier, de l'exploitant ne saurait être considéré comme agricole, l'œuvre de direction des machines, de mise en marche, est au premier chef un travail industriel. Il est difficile de concevoir pourquoi les ouvriers des exploitants des machines seraient plus ou moins bien traités suivant que ces machines seraient employées à des travaux industriels ou à des travaux agricoles.

La jurisprudence a généralement admis une solution contraire ; par exemple, un jugement du tribunal de Montmorillon du 17 mai 1905 (1) ; nous trouvons cependant un arrêt très

1. Tribunal de Montmorillon, 17 mai 1905.

Attendu que le 1^{er} août 1904, Labrousse François, employé comme

intéressant de la Cour de Caen (1) du 9 juillet 1906 dans notre sens.

chauffeur par Granger, entrepreneur de battage, s'est fracturé les os de la jambe gauche en cherchant à descendre le tuyau de la locomobile; que cet accident est arrivé sur les sept heures du soir, quand le travail était terminé et après que la machine avait cessé de fonctionner; attendu que la fracture est aujourd'hui consolidée et que le blessé atteint d'une incapacité partielle permanente, et dont les facultés de travail seraient, d'après le certificat médical, réduites de 50 o/o, réclame à Granger une rente annuelle et viagère de 525 francs par application des dispositions de la loi du 30 juin 1899; que Granger lui conteste le droit de bénéficier de cette loi; Attendu que le chauffeur ou le mécanicien n'a pas une situation préférable à celle des autres personnes occupées au service des machines agricoles mues par des moteurs inanimés; qu'il ne peut invoquer la protection de la loi que dans les conditions qui permettraient à l'ouvrier agricole de l'invoquer, c'est-à-dire si l'accident a été occasionné par l'emploi de la machine ou de son moteur; attendu que l'emploi de la machine ou de son moteur n'a lieu, dans le sens de la loi, que dans le temps où le moteur fonctionne, que le législateur n'a entendu protéger les ouvriers agricoles que contre les conséquences dangereuses de ce fonctionnement; qu'il en résulte que l'ouvrier blessé pendant qu'il est occupé avant ou après la mise en marche, à nettoyer le moteur ou à mettre ses organes dans la position du repos, n'est pas victime d'un accident dû au fait de la machine et ne peut invoquer le bénéfice de la loi du 30 juin 1899.

1. Cour de Caen, 9 juillet 1906.

Vente C. Gaumont

...Attendu qu'en cours de travail le chauffeur mécanicien arrêta un moment le moteur pour arranger la courroie qui n'était pas assez serrée; qu'il fut frappé à l'œil gauche en faisant cette réparation par la pointe de l'âlène ou l'extrémité d'un lacet de cuir et qu'il perdit l'œil à la suite de cet accident; attendu que le patron V..., assigné par son chauffeur soutient que la loi du 30 juin 1899 ne peut être appliquée parce que le moteur ne fonctionnait pas au moment où l'accident est survenu; attendu que cette interprétation de la loi de 1899 paraît rigoureuse; qu'il semble bien que Gaumont, comme le veut la loi, a été blessé par le fait ou à l'occasion de son travail, dans la conduite ou le service du moteur ou de la machine; attendu que les expressions machines mues par un moteur inanimé paraissent n'avoir été employées que par opposition aux machines mues par des animaux; qu'une machine à vapeur

Dans les deux cas le moteur était arrêté et un accident était arrivé à ce moment au mécanicien. Dans l'espèce, tranchée par la Cour de Caen, le mécanicien avait eu l'œil crevé par la pointe d'une alène ou d'un lacet de cuir en effectuant une réparation à la courroie de transmission. La Cour de Caen tout en faisant ses réserves et en remarquant « qu'il n'est nullement certain que la loi de 1899 ait exigé que l'accident provint du fonctionnement de la machine en marche » écarte néanmoins l'application de cette loi en tenant compte de la tendance manifeste par la jurisprudence de la restreindre au cas où l'accident a directement pour cause la machine ou le moteur. Cette solution assez bizarre a été sans doute donnée par la Cour de Caen par suite de sa décision d'accorder au mécanicien dans ce cas le bénéfice non de la loi du 30 juin 1899, mais de celle du 9 avril 1898.

La Cour de Caen a donc estimé et nous l'avons suivie en

même momentanément arrêtée est bien une machine mue par un moteur inanimé et qu'il n'est nullement certain que la loi ait exigé que les accidents proviennent du fonctionnement de la machine en marche; attendu toutefois que la Jurisprudence a une tendance manifeste à appliquer restrictivement la loi de 1899, qu'elle écarte toutes les hypothèses qui ne tombent pas d'une façon directe sous les termes de la loi et qui n'ont pas pour cause la machine même ou le moteur; qu'il y a lieu par suite de dire que G... n'est pas protégé par la loi de 1899; mais attendu que G..., est un ouvrier industriel au service de V..., entrepreneur d'une exploitation où il est fait usage de machines mues par une force autre que celle de l'homme ou des animaux; qu'il est par suite protégée par la loi du 9 avril 1898; attendu qu'avant la loi de 1899 ou si celle-ci n'eut pas existé, G..., chauffeur mécanicien eut été certainement protégé vis-à-vis de son patron pour les accidents qui pouvaient lui survenir dans l'exercice de son industrie; attendu qu'en présence de l'esprit

ce sens que l'entrepreneur de battage était non seulement un agriculteur autorisé à se prévaloir de l'exception du risque professionnel formulée par la loi de 1899 au profit de seule agriculture, mais un chef d'entreprise assujetti à la loi de 1898.

d) *La jurisprudence.* — La jurisprudence s'est en général montrée des plus restrictives. Ainsi que nous l'avons dit, c'est dans le fonctionnement du moteur et de la machine qu'elle voit la source génératrice de la réparation de l'accident. Si elle considère certains actes préparatoires comme étant prévus par la loi du 30 juin 1899, c'est à la condition d'être nécessités par la nature du moteur.

général de la législation sur les accidents du travail, il est certain qu'on n'a pas voulu, par la loi de 1899, enlever à des ouvriers protégés le bénéfice de la protection antérieure ; attendu que la portée de la loi de 1899 est bien marquée par sa dernière disposition qui est ainsi conçue « La loi de 1898 n'est pas applicable à l'agriculture en dehors du cas susvisé » ; attendu que si on n'a pas voulu appliquer la loi de 1898 à l'agriculture, c'est manifestement au profit des agriculteurs, qui surchargés d'impôts, frappés depuis longtemps d'une crise agricole intense, n'auraient pu supporter le fardeau de la loi de 1898 ; attendu que V..., n'est pas un agriculteur, et qu'il ne peut invoquer cette exception de la loi de 1898, qui n'existe que pour l'agriculture et au profit des agriculteurs.

Attendu que, si même l'on envisage la question à un autre point de vue, V..., ne saurait se soustraire à la responsabilité ; attendu, en effet, que G..., par son contrat de travail, n'est pas seulement chargé de faire marcher la machine ; qu'il doit aussi la nettoyer, l'entretenir, y faire certaines réparations ; que lorsqu'il procède à des opérations chez V..., lorsque la machine est remise à son garage, avant le commencement de la campagne, par exemple, il se livre à un travail certainement industriel protégé par la loi de 1898 ; qu'il doit en être de même lorsqu'il fait ses réparations sur le lieu même du battage à vapeur, puisque l'on soutient que cette réparation n'est pas un travail agricole. . :

Ainsi elle ne reconnaît pas ce caractère à certains travaux comme la mise en place de courroies de transmission, parce que cette opération s'impose que le moteur soit animé ou non. Et la Cour de cassation dans l'arrêt précité de la Chambre civile du 30 juin 1908 (1), a décidé que les ayants droit d'un mécanicien victime d'une chute mortelle, alors qu'il était monté sur la plateforme de la batteuse après avoir allumé le foyer de la machine pour y mettre en place les organes de transmission qui devaient les relier au moteur lequel bien qu'il fut sous pression n'était pas encore en marche et alors que la chute doit être imputée à un faux mouvement de la victime ne sont pas fondés à invoquer le bénéfice de la loi de 1899.

L'ouvrier préposé à la conduite d'un moteur électrique actionnant des machines faisant une réparation à ce moteur, se blesse en soulevant une pièce pour la remettre en place. Le tribunal de Bordeaux décide qu'il n'a pas droit au bénéfice de la loi du 30 juin 1899. (2)

Par contre, le tribunal de Montluçon décide que l'entrepreneur de battage est responsable, en vertu de la loi du 30 juin 1899, de l'accident survenu à un ouvrier au moment où sa machine vient de cesser de fonctionner et qui effectue une réparation à cette machine en dégorgeant le moteur, parce qu'il suffit que l'accident provienne des risques du moteur inséparable de son emploi. (3)

1. Cass. civ., 20 juin 1908. *Gaz. pal.*, 1908. 2. 33.

2. Bordeaux, 2 fév. 1904. *Rec. Bordeaux*, 1904. 1. 346.

3. Trib. Montluçon, 28 déc. 1906. *Gaz., Trib. Midi*, 10 fév. 1907.

Nous nous trouvons ainsi en présence de deux solutions contradictoires. Le tribunal de Montluçon nous paraît seul avoir fait application des principes et de l'esprit de la loi du 30 juin 1899. Peu importe, en effet, que l'accident soit inhérent ou non au mouvement ou au fonctionnement du moteur inanimé. Il suffit qu'il « provienne des risques inséparables à son emploi. » Les litiges ont été malheureusement trop fréquents. Nos tribunaux, sans doute influencés par ce fait que le risque agricole établi par la loi du 30 juin 1899 a un caractère d'exception, de spécialité très accentué, ont solutionné les espèces qui leur étaient soumises dans un sens très restrictif, ainsi que nous l'avons déjà dit. (1)

C'est surtout à propos de l'opération du battage qu'ils ont eu à se prononcer. Résumons les décisions recueillies sur ce point ; nous pouvons distinguer dans le battage du blé trois catégories d'opérations : (2)

- a) La conduite du moteur, par le chauffeur-mécanicien ;
- b) Le service de batteuse par un personnel assez nombreux. Ce sont les aides qui apportent les gerbes, les délient, les engrènent, reçoivent les grains provenant du battage dans des sacs, et les pailles. Ces travaux sont exécutés dans le centre de l'activité du moteur et de la machine ;
- c) Le travail comporte des auxiliaires employés à plus

1. Trib. de Limoges 29 déc. 1889. *Rec. des acc. du tr.* 1 144. Cass. Req. 5 janv. 1903. *Rec. des acc. du tr.* 11. 396. Cass. Civ. 4 août 1902. *Rec. des acc. du tr. r.* 11. 301. Trib. de Blois, 18 juin 1902. *R. des acc. du t.* XI 104.

2. Note de Dupuich, sous Cass. 20 fév. 1907. I. 257.

ou moins grande distance par le transport des gerbes sur le chantier du battage, l'enlèvement des sacs de grains et des bottes de paille, l'approvisionnement du moteur en eau et en charbon.

A quelles règles seront soumises ces différentes catégories de travailleurs ?

Pour le chauffeur-mécanicien, son occupation à la conduite de la batteuse lui donne droit au bénéfice de la loi, nous l'avons déjà fait remarquer, nous passons donc aux ouvriers répartis dans les deux derniers centres de travail.

Considérons les ouvriers nombreux employés au service de la batteuse. M. Dupuich (1) déclare qu'ils sont exposés à un triple danger :

1° Ils peuvent être blessés directement par le moteur, en cas d'explosion, par exemple, ou par un jet de vapeur, etc... ils sont bien certainement protégés par la loi de 1899.

2° Dans une deuxième hypothèse, l'ouvrier est blessé par un organe de la machine, de la batteuse, il aura la main prise par la courroie de transmission tombée pendant la marche et qu'il essayait de remettre en place (2); l'engrenageur et ses voisins qui délient les gerbes et lui passent les brins en petits paquets, l'aide chargé de ramener les pailles, le préposé à la réception des graines bénéficieront certainement de la loi de 1899. La jurisprudence n'hésite pas à le reconnaître (3) car l'ouvrier blessé dans ces conditions

1. Note citée sous Cass., 20 fév. 1907.

2. Grenoble, 3 mars 1905. D. 07. 2. 194.

3. Cass. Civ., 29 nov. 1905. D. 1907. I. 254. Chambéry, 19 juill. 1908. *La Loi*, du 19 janvier 1909.

accomplissait un travail qui ressort du fonctionnement normal de la machine.

Que décider si au moment de l'accident l'ouvrier se livrait à un travail qui ne rentrait pas dans ses propres fonctions ?

En droit commun la règle est que le chef d'entreprise ne se trouve pas pour cela dégagé de toute responsabilité. Partant sans doute de ce principe la jurisprudence a décidé que l'ouvrier avait droit au bénéfice de la loi sauf dans le cas de faute intentionnelle, cette circonstance ne pouvant avoir pour effet que d'obliger le juge à l'appréciation du caractère inexcusable de la faute de l'ouvrier. C'est ainsi que la Cour de Grenoble a décidé que l'ouvrier qui sans ordre avait quitté sa tâche pour remettre en place la courroie sortie de la poulie et tombée à terre était en droit d'invoquer la loi du 1899 (1). La Cour de cassation a cassé le 29 novembre 1905 un arrêt de la Cour d'Orléans qui avait déclaré déchu du bénéfice de la loi de 1899 un ouvrier qui exclusivement chargé d'attacher les sacs aux gobelets d'où sortait le grain battu, était monté malgré la défense réitérée de l'entrepreneur sur le plateau de la batteuse, pour engrener et avait eu la maladresse de se laisser prendre et arracher un bras (2).

3° D'autres accidents arrivent également lors du battage nullement causés par les divers organes de la machine, tels que les chutes, parfois mortelles, fréquentes chez les pour-

1. Grenoble, 3 mars 1905. D. 07. 2. 194.

2. Orléans, 18 juillet 1903. D. 07. 1. 257. et Cass., 29 nov. 1905. D. 07. 1. 257.

voyeurs de gerbes. La jurisprudence refuse aux victimes le droit au bénéfice de la loi du 30 juin 1899.

C'est ainsi que la Cour de cassation refuse d'appliquer la loi à l'ouvrier tombé par suite d'un faux mouvement en jetant les gerbes sur le plancher de la batteuse du haut d'une barge, d'un gerbier ou d'une meule (1). Il en est de mêmes des aides qui travaillent en dehors du rayon d'action de la machine, ouvriers chargés du transport des sacs de grain, des bottes de paille, de l'approvisionnement de la machine en eau et charbon.

M. Sachet justifie cet ostracisme vis-à-vis des ouvriers employés à cette dernière catégorie des travaux en disant que si les ouvriers employés sur la batteuse ont seuls droit au bénéfice de la loi : c'est que la trépidation, que le moteur à vapeur imprimait à la batteuse fait perdre de leur assurance aux mouvements de l'ouvrier qui travaille sur la plateforme (2).

La jurisprudence refuse ainsi de faire application de la loi du 30 juin 1899 :

a) A l'ouvrière blessée en travaillant à secouer la paille sortie de la machine (3).

b) A l'ouvrier piqué à la main par une épine de ronce en liant la paille au sortir de la batteuse (4).

c) A l'ouvrière chargée de repousser avec une fourche la

1. Cass., 5 fév. 1902. D. 1902. 1. 231. Req. 15 déc. 1902. D. 1903. 1. 178. Caen, 31 juill. 1901. D. 1902. 2. 36. Limoges, 13 fév. 1900. D. 1900. 2. 88. Poitiers, 16 juill. 1900. D. 1902. 2. 36.

2. Sachet, Cf. *op. cit.* n° 937.

3. Rennes, 2 juillet 1900. D. 1902. 2. 36.

4. Tribunal Saint-Calais, 25 juin 1900. D. 1902. 2. 36.

paillage qui sort de la batteuse, blessée par une autre ouvrière occupée au même travail (1).

d) A l'ouvrier agricole qui, placé sur la plateforme de la batteuse et occupé à passer des panier remplis de grains a été pendant l'arrêt de ladite machine entraîné par le poids d'un de ces paniers, renversé sur le sol et grièvement blessé (2).

e) A l'ouvrier chargé de mettre en sac la même paille retirée de dessous une batteuse par une autre personne, qui a été blessé par un engrenage alors qu'il effectuait son travail à deux mètres de la machine (3).

f) A l'ouvrier employé à enlever de menue paille sortant de la machine pour la transporter à petite distance qui s'est blessé en jetant une charge sur son dos (4).

En résumé, une jurisprudence presque unanime considérant que l'entrepreneur de battage n'accomplit que des travaux agricoles, n'accorde au mécanicien, à l'ouvrier occupé au service de la machine le bénéfice du risque professionnel que s'ils sont blessés par le jeu direct de cette machine en mouvement et non par des travaux préparatoires ou accessoires de mise en place accomplis à l'arrêt (5).

1. Rennes, 26 juillet 1900. D. 1902. 2. 36.

2. Riom, 30 janvier 1904. Rec. Riom, 1904, 122.

3. Amiens, 18 mars 1903. Rec. Amien, 1903. 180.

4. Cass., Req. 15 juillet 1908. R. T. 1908. 307.

5. Grenoble, 2^e Ch. 7 avril 1905. *Rec. acc. du Trav.* 1905-1906 p. 24. Cependant notons quelques divergences. Le tribunal de Château-Chinon dans un jugement du 13 mars 1903 décide que l'accident survenu au conducteur d'une batteuse, blessé en calant cette machine doit être considéré comme accident professionnel et soumis au régime de la loi du 30 juin 1899.

Une interprétation aussi restrictive que nous estimons absolument opposée à l'intention du législateur de 1899 devait nécessairement appeler des projets de réforme législative. Les travailleurs agricoles sont déjà soumis à des dispositions exceptionnelles en comparaison de leurs camarades de l'industrie ou du commerce, les rigueurs de la jurisprudence apparaissent donc encore plus excessives.

SECTION III

LES BÉNÉFICIAIRES DE LA LOI DU 30 JUIN 1899

Nous passons maintenant aux conditions subjectives d'application de la loi du 30 juin 1899.

Le nombre des bénéficiaires est d'une part extrêmement limité et d'autre part plus étendu que celui de la loi de 1898.

Et en effet, ne bénéficient de la loi du 30 juin 1899 que « les personnes occupées à la conduite ou au service des moteurs ou machines agricoles ». Tel est le principe posé par la loi. Tous ceux qui ont une autre fonction resteront en dehors de la loi, soumis au droit commun, et en cas d'accidents, devraient pour obtenir une indemnité démontrer la faute du chef d'exploitation.

Quelle est la portée des termes employés par la loi « conduite » ou « service » ?

La conduite d'une machine concerne le travail technique de la production de la force, c'est un fait assez simple à

déterminer, ainsi l'ingénieur, le mécanicien, le watmann, le chauffeur, sont des conducteurs de machines. Il est au contraire beaucoup plus difficile de déterminer en quoi consiste le service.

« Le service, dit M. Sachet, (1) est l'utilisation de la force produite et vise les fonctions des autres employés ou aides. » L'utilisation d'une force suppose qu'on ait produit et qu'on en retire ce qu'elle a produit. Servir quelqu'un est donc en définitive » lui présenter ce dont il a besoin et l'en débarrasser après usage. » (2)

M. Mirman, rapporteur de la loi de 1899 à la Chambre des députés, a donné le sens des expressions légales dans un discours prononcé à la Chambre le 8 juin 1899.

« Nous disons dans le texte que nous vous présentons ; les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines. Ce texte nous paraît répondre de façon précise à deux préoccupations légitimes. Il indique d'abord que les bénéficiaires de la loi ne sont pas seulement les ouvriers peu nombreux, tels que mécaniciens, chauffeurs, qui participent à la direction et à la conduite du moteur, mais tous les travailleurs, qui à des titres divers et parfois très variables, au cours d'une même opération, contribuent à servir la machine, lui offrant, dans le cas d'une batteuse, les matières à transformer, retirant les matières une fois cette opération accomplie ; en un mot, tout le groupe des travailleurs collaborant de façon directe, d'un

1. Sachet *op. cit.*, t. 1. n° 946.

2. Loubat, *op. cit.*, v° 231.

commun effort à l'opération qui s'exécute. « Dal. 1899.4. 93.

M. Leyludic, rapporteur au Senat, s'exprimait en des termes analogues.

« Pour bénéficier de la loi il faudra, dit le texte, que ces personnes soient occupées au service des moteurs ou des machines. C'est le mécanicien, c'est le chauffeur, ce sont les travailleurs hommes ou femmes, qui offrent à la batteuse par exemple les matières à transformer, c'est tout le monde qui s'agite autour de la machine agricole ou du moteur dans le « champ » ou dans le rayon d'action de ce moteur et de cette machine, votre commission insiste sur ce point, et rien que ceux qui sont dans ce champ d'action. » (1)

Le législateur a donc entendu l'application de la loi dans un sens très large de protection, non seulement à ceux dont les occupations sont reliées directement, mais encore à ceux dont les opérations adjacentes concourent au fonctionnement de la machine.

La qualité de la personne blessée importe peu. C'est là une des dispositions remarquables de la loi du 30 juin 1899 et une différence capitale avec la loi du 9 avril 1898. A cet égard celle-ci est singulièrement moins large. Elle ne protège que les ouvriers ou employés liés à l'entrepreneur par un contrat de travail ; à part le cas de l'apprenti, elle ne protège que des salariés. La loi du 30 juin 1899 tout en garantissant le risque aux ouvriers de l'exploitant et à ceux mis à sa disposition par l'agriculteur a, par une

1. D. 99. 4. 93. agricole.

innovation remarquable, étendu sa protection aux collaborateurs occasionnels, parents, voisins et amis qui sont venus donner leur aide à l'agriculteur souvent à charge de revanche. Peu importe que la victime soit liée envers l'exploitant par un contrat de louage d'ouvrage ou d'apprentissage, il suffit qu'elle ait été occupée à la conduite ou au service de moteurs ou machines.

C'est ce que le rapporteur M. Mirman exposait à la Chambre en donnant les raisons de cette extension. « Notre texte, par ces mots : « les personnes quelles qu'elles soient occupées... » indique ces personnes travaillant en commun, seront au même titre bénéficiaires de la loi, quel que soit d'ailleurs leur état social. Une telle extension nous paraît absolument nécessaire.

« En effet, quand l'opération dont il s'agit a lieu dans une exploitation agricole très importante, sur un riche domaine, chez un grand propriétaire, tous les travailleurs qui y prennent part sont, au sens exact de ce terme, des ouvriers, des salariés agricoles. Il n'en va pas de même dans le cas de beaucoup le plus général et peut-on dire le plus intéressant où la machine sert par exemple à battre la récolte d'un petit propriétaire.

» Comment les choses se passent-elles ici ? »

» L'entrepreneur de battage vient avec sa machine accompagné d'un petit nombre d'aides qui sont ses propres salariés. Le cultivateur intéressé fait appel au concours de quelques amis et voisins, ceux-ci le lui accordent gracieuse-

ment et à charge de revanche ; parmi les personnes occupées à l'opération se trouvent donc le plus souvent des petits propriétaires non salariés, au sens exact de ce mot, mais indiscutablement travailleurs, de ressources infiniment modestes, gagnant leur vie par l'effort quotidien de leurs bras.

« Il serait souverainement injuste en droit et funeste au point de vue social d'établir une différence entre les uns et les autres, de n'accorder le bénéfice de la loi qu'à une partie seulement de ce groupe d'hommes, camarades de labeur, besognant en commun et d'en priver arbitrairement les autres.

« Nous avons en conséquence mis dans notre texte ces mots : « Les personnes quelles qu'elles soient occupées à la conduite ou au service. »

« Nous estimons que cette précision est légitime, nécessaire et nous espérons qu'elle sera ratifiée par le vote unanime de la Chambre. »

L'agriculteur lui-même, dans le cas où il ne sera pas exploitant, pourra se prévaloir des dispositions de la loi. La généralité des termes de la loi l'y autorise. Il fait également partie du groupe des personnes occupées au service de la machine. A fortiori en serait-il de même des membres de sa famille.

Le fermier ordinaire non exploitant de même que l'agriculteur se trouve garanti par la loi.

Une difficulté se présente lorsqu'on se trouve non en pré-

sence d'un fermier ordinaire mais d'un métayer. Naturellement la difficulté ne réside pas dans la situation au cas où le métayer n'est pas l'exploitant du moteur, alors tout comme pour l'agriculteur et le fermier, l'accident dont il sera victime sera à la charge de l'exploitant du moteur. Mais que décider dans le cas où le métayer lui-même est l'exploitant du moteur ?

Deux systèmes sont en présence : l'un attribuant au métayer une responsabilité complète donc rejetant sur lui les conséquences de son impéritie, l'autre au contraire partageant la responsabilité entre lui et le propriétaire.

D'après M. Loubat (Loubat, *op.cit.*, n° 398, p. 234) le métayer qui assume la direction du moteur est seul responsable des risques ; s'il dirige le moteur, il en est l'exploitant d'après le texte même du paragraphe 2 de la loi du 30 juin 1899 ; s'il en est l'exploitant, il ne saurait être bénéficiaire de l'indemnité car ce sont deux qualités qui s'excluent l'une et l'autre.

M. Sachet, au contraire, admet (*Op. cit.*, n° 117 bis) que même dans ce cas il aura droit à une indemnité qui sera supportée moitié par la victime et moitié par le bailleur ou répartie entre eux suivant les conditions du bail. « Le métayer, dit-il, participe à la fois du louage et de la société. Le propriétaire fournit la terre, une partie du capital et quelquefois aussi une partie du matériel et dans une mesure variable l'intelligence directrice. Le métayer procure la main-d'œuvre, l'autre partie du capital et généralement le matériel tout en conservant une certaine initiative et une assez grande indépendance pour l'exécution des travaux de culture.

L'article 5 de la loi du 18 juillet 1889 concède au bailleur la surveillance des travaux et la direction générale de l'exploitation, soit pour le mode de culture, soit pour l'achat et la vente des bestiaux mais il a soin d'ajouter que l'exercice de ce droit est déterminé, quant à son étendue, par la convention ou à défaut de convention par l'usage des lieux. Le métayage repose donc sur l'idée d'association ; partant de là n'est-il pas juste d'admettre que les conséquences de l'accident survenu au colon seraient supportées par lui et son bailleur suivant les conditions du contrat qui les unit ?

M. Loubat le critique en tentant de mettre en opposition le rôle du métayer exploitant du moteur en cette qualité répondant du risque envers ses ouvriers et sa prétention à une indemnité. Il fait de plus remarquer que l'indemnité due à la victime ne peut en aucun cas souffrir de réduction. Mais peut-on répondre, il n'est pas question de réduction en droit ; le métayer devant supporter les charges suivant les proportions indiquées au bail, de ce fait il se trouvera débiteur de lui-même et ne recevra qu'en fait une partie de l'indemnité qui lui sera allouée (1).

La loi est formelle, toutes les personnes qu'elle protège ont droit au bénéfice de ses dispositions quel que soit leur gain : ce pourrait être un non salarié comme aussi un employé gagnant plus de 2.400 francs, sans que cette circonstance puisse faire diminuer au-delà de cette somme la rente qui lui est due.

1. Contra Carcassonne, 14 novembre 1900. Rec. de mars 1900, p. 445.

L'article 2 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902 est tout à fait spécial à cette loi, dit-on. Il déclare que les ouvriers et employés appartenant aux entreprises assujetties ne bénéficient des dispositions de la loi lorsque leur salaire dépasse 2.400 francs que dans la proportion du quart. La loi du 30 juin 1899 ne ferait pas cette distinction. Certes non, mais la loi du 30 juin 1899 dans son article unique, paragraphe 3, renvoie d'une façon formelle à la loi du 9 avril 1898, « Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898. »

L'article 2 qui règle une question de tarif trouve naturellement dans notre matière son application.

L'exploitant prend généralement à son service un préposé qui bénéficie de la loi de 1899. Ce préposé peut être un ouvrier, un employé ordinaire, ce peut être aussi un prisonnier, un soldat, mis à sa disposition dans les cas déterminés par l'autorité compétente. Le texte de la loi du 30 juin 1899 commande de ne faire aucune distinction entre ces deux catégories de travailleurs.

Mais la situation peut être différente, il s'agit d'un établissement de fous qui, pour occuper ses pensionnaires, les emploie à des travaux agricoles, d'une maison de correction ou de détention où les détenus sont occupés au travail de la terre, ou encore d'œuvres d'assistance soit privées soit publiques dont les pupilles sont répartis dans les fermes. Sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 la question qui s'est

d'ailleurs présentée rarement est controversée. Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail saisi d'une demande d'interprétation de l'article 1^{er} de la loi de 1898 en ce qui concerne les établissements municipaux d'assistance par le travail a émis le 20 décembre 1899, l'avis que ces établissements étaient soumis à la loi toutes les fois que les chefs d'entreprise faisant exécuter les mêmes travaux y seraient eux-mêmes assujettis (*J. off.* du 6 janvier 1900 et D. 4. 19). C'est en somme à cet avis que s'est rangé le tribunal de la Seine le 14 janvier 1904. Dans l'espèce soumise au tribunal il s'agissait d'un ouvrier occupé dans un atelier d'aveugles à des travaux de broserie qui avait été blessé au cours de son travail, Le tribunal de la Seine rendit alors le jugement suivant :

Attendu qu'il résulte des documents de la cause que si cette société est une œuvre charitable en ce sens qu'elle facilite à des aveugles l'apprentissage d'un métier, moyennant d'ailleurs rémunération de leur travail quotidien, il n'en est pas moins constant que pour arriver à ce résultat, elle se livre à une importante fabrication et à la vente d'articles de broserie et de sparterie, qui constitue une véritable manufacture ayant un caractère commercial et industriel ; qu'elle occupe un certain nombre d'employés et d'ouvriers qui, tel que Maggy (le demandeur), ne sont pas aveugles et qu'elle a même un magasin de vente installé rue de l'Échelle à Paris ; qu'elle recommande au public dont elle sollicite les achats et les commandes, la qualité de ses produits et leurs prix modérés,

qu'elle fait ainsi concurrence aux fabriques similaires auxquelles il y a lieu de l'assimiler également quant à l'application de la loi de 1898. Par ces motifs : dit que cette société possède une manufacture de broserie et de sparterie ayant un caractère commercial et industriel et qu'à ce titre elle est assujettie aux prescriptions de la loi de 1898.

Nous pensons avec le tribunal de la Seine qu'un établissement même charitable sera assujetti à la loi de 1898, les ouvriers ou employés qui y travaillent en bénéficieront à condition que les industries similaires régies par des chefs d'entreprise soient elles-mêmes assujetties à la loi et que l'établissement présente le caractère industriel dans le sens de la loi, c'est-à-dire se propose au moins pour partie une idée de lucre.

La loi du 30 juin 1899 n'exige pas pour son application l'accomplissement de cette seconde condition. Il suffit de se trouver en présence d'une exploitation agricole. L'exploitation sera généralement dirigée par un particulier ou une collectivité qui se propose d'en tirer profit soit un établissement d'assistance, société de bienfaisance, hospice... soit un établissement pénitentiaire, soit encore une école. Le mécanicien ou le chauffeur hospitalisé ou détenu, voire même l'élève de l'école auront droit de réclamer le bénéfice de la loi de 1899 tout comme le travailleur de l'entreprise privée.

Il serait vain d'objecter à propos des élèves d'une école d'agriculture que la loi du 30 juin 1899 qui, comme celle

de 1898, a été faite pourtant pour les ouvriers, ne saurait profiter à des gens de situation aisée. Le législateur n'a sans doute pas prévu cette hypothèse particulière mais il s'est exprimé en termes si généraux qu'il est impossible de faire une distinction qui, de toute façon, conduit à l'arbitraire.

M. Loubat (1) estime au contraire que les élèves des écoles d'agriculture ne bénéficient pas de la loi du 30 juin 1899 car ce ne sont pas des ouvriers ou des travailleurs mais des étudiants. Et il ajoute qu'il n'y a pas ici d'exploitant du moteur, l'exploitation indiquant une idée de lucre et que d'autre part les élèves ne sont liés envers personne par un contrat de travail (2).

Outre qu'il est discutable que l'exploitation implique l'idée de lucre il est bon de remarquer que l'exploitation agricole tourne au bénéfice de l'école dont elle dépend puisque son but est justement d'enseigner aux élèves à tirer parti du sol.

S'il est vrai de dire rigoureusement que les élèves ne sont pas liés à l'école par leur contrat de travail tout au moins le sont-ils par une sorte de quasi-contrat aux termes duquel, l'employé, l'élève fournit son travail et l'employeur, l'école, donne la redevance pour les salaires, sous forme de connaissances inculquées à l'élève.

La jurisprudence a reconnu que le bénéfice de la loi de

1. Loubat, *of.* n° 430.

2. M. Loubat, *of.* n° 431 admet par contre au bénéfice de la loi les élèves d'une ferme école ou d'une ferme moderne qui sont des apprentis participant au travail des champs et pouvant être considérés comme au service de la ferme.

1899 peut être invoqué par toutes les personnes quelles qu'elles soient occupées à la conduite et au service d'un moteur inanimé.

C'est là une dérogation aux principes généraux de la matière du risque professionnel. La responsabilité mise par la loi de 1899 à la charge du patron a pour fondement l'état de dépendance où se trouve placé à son égard l'ouvrier victime de l'accident ; elle est donc subordonnée à la condition qu'il existe entre le chef d'entreprise et la victime un contrat de louage d'ouvrage (1).

Mais lorsqu'il s'agit de l'application de la loi de 1899, il importe peu que les victimes soient liées ou non à l'exploitant du moteur par un contrat de louage de services (2).

Toutefois la Cour de Chambéry a jugé avec raison que la loi de 1899, aussi bien que celle de 1898 ne protégeant que les personnes qui ont la qualité d'ouvriers ou d'employés n'est pas applicable à de jeunes enfants qui prêtent accidentellement et par complaisance leur concours à un battage à vapeur (3).

Le droit à indemnité au profit des personnes qui ont été victimes d'accidents agricoles est ouvert dans les mêmes conditions que celles où un chef d'entreprise serait tenu, vis-à-vis de ses ouvriers d'après la loi de 1898 (4).

1. Paris 21 juill. 1900 D. 1901. 2. 156. — Toulouse 3 déc. 1900 D. 1901 2. 155. — Req. 2 déc. 1901 D. 1902 1. 403, — Trib. Civil. Vendôme 13 fév. 1900 D. 1901 2. 85.

2. Cassation, Chambre civile, 20 novembre 1905 D. 1907. 1. 257.

3. Chambéry, 12 juill. 1905 D. 1906 2. 417.

4. Cassation, 20 novembre 1905 D. 1907 1. 257.

La Cour de Cassation l'a décidé et elle a en même temps reconnu qu'il importe peu que la victime n'ait exécuté le travail au cours duquel elle a été blessée qu'en désobéissant aux ordres de l'entrepreneur ou en abandonnant le travail auquel elle était spécialement préposée. Ces faits, dit l'arrêt, ne peuvent constituer qu'une faute susceptible de faire réduire la rente, si elle est inexcusable, mais non d'entraîner une déchéance complète ; celle-ci n'est encourue qu'en cas d'accident intentionnel (1). Il a d'ailleurs été jugé qu'il n'y a pas faute inexcusable de la part de l'ouvrier qui, spécialement chargé au cours d'un battage à vapeur de ramasser les pailles à la sortie de la batteuse et de les lier en gerbes, s'expose à être blessé par la palette de l'élévateur en essayant, (bien que ce ne fut pas son rôle) de refermer la porte de celle-ci qui s'était ouverte et laissait échapper les grains (2). De même il a été décidé que les éléments de la faute inexcusable ne se rencontrent pas chez le travailleur employé au service d'une batteuse à vapeur qui s'est blessé en voulant remettre en place la courroie de transmission bien qu'il se soit ainsi livré à un acte qui ne lui était pas commandé et ne le regardait pas (3).

1. Cassation, 20 nov. 1905 D. 1907 I. 257.

2. Rouen, 13 août 1903 D. 1904 2. 293.

3. Grenoble, 3 mars 1905 D. 1907 2. 195.

SECTION VI

DES PERSONNES RESPONSABLES

Si l'on s'en était tenu aux principes généraux de notre droit civil, le débiteur de l'indemnité aurait été le chef d'entreprise. La loi de 1899 consacre un principe nouveau en mettant le risque à la charge de l'exploitant du moteur. Le propriétaire de la récolte ne serait responsable, en vertu de la loi de 1899, que s'il était en même temps propriétaire du moteur ; en sorte que, dans tous les autres cas, la responsabilité pèse uniquement sur l'entrepreneur de battage.

L'ouvrier ne pourrait donc exercer de recours contre le chef de l'entreprise agricole qu'à la condition d'établir contre celui-ci, conformément au droit commun, l'existence d'une faute génératrice de l'accident. (1)

Pour quel motif la personne responsable est-elle l'exploitant du moteur ?

Des arguments utilitaires ont seuls guidé le législateur qui s'est demandé quel serait le système dont l'application serait la plus aisée. M. Mirman, le rapporteur de la loi de 1899 a expliqué de la façon suivante les motifs de la responsabilité mise à la charge de l'exploitant : « Sur qui doit peser la responsabilité ? Est-ce sur le cultivateur ? Est-ce sur l'exploitant du moteur ?... » Au point de vue écono-

1. Cassation 6 août 1902 I. 580 Trib. civ. Angers, 12 décembre 99 D. 1900 2. 79.

mique, il importerait peu que le législateur s'arrête à l'une ou à l'autre de ces décisions. Si l'exploitant du moteur est responsable, s'il débourse ainsi ses primes pour une journée de battage, il est possible qu'il se récupère de tout ou partie de cette somme sur le cultivateur. Or, la considération suivante à défaut de toute autre suffirait à nous déterminer : l'entrepreneur de battage, l'exploitant du moteur va de commune en commune, de ferme en ferme dans le courant d'un seul mois, restant à chaque endroit un jour ou deux ; il peut mettre son entreprise au service d'une quinzaine, d'une vingtaine même de cultivateurs différents. Pour que les intérêts des travailleurs agricoles qui, durant ce mois, collaboreront successivement avec la machine, soient sauvegardés il faudrait que chacun de ces vingt cultivateurs signât une police d'assurance valable pour une journée de battage. Combien négligeraient de le faire, soit parce qu'ils seraient mal renseignés sur leurs devoirs, soit à cause des petites formalités à accomplir, des indispensables paperasses à signer. Si au contraire, l'exploitant du moteur est, par notre texte et sans ambiguïté déclaré responsable, c'est à lui qu'incombera la tâche de contracter pour toute la durée de sa saison une police unique ; il sera en définitive le seul collecteur des primes d'assurances et ainsi l'application de la loi est soumise à beaucoup moins d'aléas » (1).

On a voulu justifier cette solution en disant que l'agri-

1. Ch. des Députés, *J. off.* du 9 juin, P. 15. 95 ; Sirey, 1899, lois au P. 860, note 4.

culteur n'a aucune compétence pour diriger les travaux, que l'exploitant est en vérité le vrai directeur et doit de ce fait supporter toute la responsabilité. Ceci est tout à fait inexact. Nous venons de voir quelles avaient été les raisons du législateur, car rendre l'exploitant toujours responsable est anti-juridique, les ouvriers dont il répond ne sont liés à lui par aucun contrat de travail qui seul doit servir de base à la responsabilité.

L'agriculteur en cette seule qualité, ni principalement, ni subsidiairement ne sera jamais responsable d'après le principe du risque professionnel des accidents arrivés dans son exploitation par suite du fonctionnement d'un moteur qui ne sera pas exploité par lui.

C'est ce qui résulte d'un vote du Sénat repoussant un amendement de M. Félix Martin ayant pour but de rendre l'agriculteur responsable en cas d'insolvabilité de l'exploitant du moteur. La situation des ouvriers du fermier qui n'ont contracté qu'avec lui qui ne connaissent pas l'exploitant du moteur exigeait, disait-il, cette double responsabilité (1).

Cependant il est généralement admis que l'ouvrier pourra, dans le cas où l'agriculteur n'est pas l'exploitant du moteur, agir contre lui dans le cas où il aura commis une faute. Dans ce cas, en effet, l'agriculteur n'est plus le patron au sens de la loi de 1899, c'est l'exploitant qui l'est. Il devient un tiers par

1. *J. off. Sénat*, 24 juin 1899, p. 796.

rapport à ses propres ouvriers qu'il a mis momentanément au service de la batteuse et les motifs qui ont fait enlever à l'ouvrier dans certains cas le bénéfice de l'article 1382 n'existent pas ici.

Le tribunal civil d'Angers a jugé le 12 décembre 1899 que l'exploitant d'une machine à battre à vapeur est responsable de l'accident dont a été victime un chauffeur que son patron avait distrait de son travail normal et mis à la disposition de cet entrepreneur pour le battage du blé dont il l'avait chargé, alors qu'il s'agit d'un accident occasionné par l'usage de la machine dont l'entrepreneur avait la direction exclusive (1).

Mais, sur appel de ce jugement, la Cour d'Angers par arrêt du 16 janvier 1900 a écarté la responsabilité de l'entrepreneur de battage et décidé qu'il ne serait responsable que s'il était, en fait, établi qu'il a emprunté pour son travail cet ouvrier dont il n'avait pas besoin (2).

D'autre part, nous avons dit au début de ce chapitre que le domaine d'application de la loi de 1899 se trouve restreint par la loi de 1906 qui étend la législation du risque professionnel à toutes les entreprises commerciales. Mais il ne faut pas exagérer cette restriction et voir une entreprise commerciale là où il n'y en a pas. C'est ainsi que l'employeur qui exerçant ordinairement le métier de charpentier ne possède ni usine ni atelier et se borne à louer des machines,

1. D., 1900 2. 79.

2. D., 1900. 2. 117. — *Adde*: Tribunal de paix de Roye, 27 oct. 1905. *Le Droit* du 19 novembre 1905.

ne fait pas acte d'entreprise commerciale au sens de la loi du 12 avril 1906. Si ce même individu se livre à l'exploitation de machines à battre son exploitation est purement agricole et les accidents qui peuvent survenir au cours de l'opération du battage sont régis exclusivement par la loi du 30 juin 1899 (1).

Plusieurs hypothèses sont à envisager : ou bien la machine est attachée à l'exploitation et fait partie du matériel, ou bien la machine est étrangère à l'exploitation agricole.

A. — *Exploitation du moteur par l'agriculteur.* — La machine est attachée à l'exploitation, elle fait partie du matériel de la ferme. Si la ferme est exploitée par le propriétaire lui-même, c'est évidemment lui l'exploitant du moteur, responsable, qu'il le dirige en personne ou qu'il ait chargé un préposé de le diriger. Les deux qualités d'exploitant et de cultivateur se trouvent confondues. Si l'exploitation est affermée, le fermier verra sa responsabilité substituée à celle du propriétaire sans qu'il y ait lieu de tenir compte de cette circonstance que la machine appartient au bailleur. Ce dernier serait au contraire responsable s'il avait voulu diriger par lui-même sa machine.

B. — *L'exploitation du moteur a lieu par une autre personne que l'agriculteur.* — La machine est étrangère à l'exploitation rurale ; elle est généralement dirigée par un entre-

1. Poitiers, 13 mai 1912, *Gazette du Palais*, 1912, p. 241.

preneur de battage, ce sera le cas le plus fréquent. Si cet entrepreneur est propriétaire de la machine il ne peut se soustraire en aucune façon à la responsabilité qui lui incombe.

S'il arrivait que l'agriculteur louât à l'industriel son moteur ou sa machine en se chargeant de les faire fonctionner lui-même, il deviendrait l'exploitant et serait de ce fait seul responsable.

La loi du 30 juin 1899 considère « comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés. »

Il importe donc peu que l'exploitant du moteur soit un simple particulier ou une collectivité quelconque, syndicat, commune. Le responsable sera toujours celui qui assumera la direction du moteur. « Si le syndicat prête ou loue le moteur au cultivateur a dit M. Mirman, laissant à celui-ci le soin de le diriger lui-même ou de choisir le préposé qui le dirigera, le prêt ou la location de la machine inerte ne saurait en toute justice engager la responsabilité de son propriétaire ; c'est celui qui met le moteur en œuvre, qui l'actionne, qui le dirige ou le fait diriger, qui lui donne le mouvement, la puissance agissante et aussi la puissance destructive en cas d'accidents, c'est lui qui sera considéré comme l'exploitant. Si, au contraire, et il serait à tous égards préférable que cette situation fut le cas général, si le syndicat attache au moteur qu'il possède un préposé choisi par lui, chargé de le diriger, c'est le syndicat qui est l'ex-

ploitant réel du moteur, le cultivateur n'étant plus réduit qu'à un rôle absolument passif. (1)

Le législateur a mis à la charge de l'exploitant du moteur les accidents qui peuvent frapper des ouvriers qu'il ne connaît même pas. Cette innovation contraire aux règles traditionnelles de la responsabilité se justifie et a été uniquement justifiée par son utilité pratique.

Il nous reste maintenant à dégager les principes qui président à la fixation des indemnités.

SECTION V

DES INDEMNITÉS

La réparation des accidents du travail se résoudra en paiement des frais médicaux et pharmaceutiques, en paiement d'indemnités pécuniaires et en paiement des frais funéraires, s'il y a lieu.

La loi du 30 juin 1899 n'a pas créé un système nouveau spécial à l'agriculture.

Les principes de la loi du 9 avril 1898 fixant les tarifs ont été déclarés purement et simplement applicables.

Les blessés ont donc droit aux rentes et aux indemnités stipulées par la loi du 9 avril 1898.

L'indemnité a un caractère forfaitaire ; elle se compose de

1. Cass. 6 août 1902. *Gaz. Trib.*, 9 août 1902.

deux éléments : a) le remboursement des frais de maladie et des frais funéraires ; b) l'allocation des sommes d'argent sous forme d'indemnité journalière de rente ou de capital.

1° Frais médicaux et pharmaceutiques

La victime a droit dans tous les cas aux frais médicaux et pharmaceutiques qui constituent le minimum de ce qu'elle puisse prétendre.

Ils sont dus dès le moment de l'accident jusqu'au jour où la blessure est consolidée.

Deux cas peuvent se présenter pour leur évaluation :

1° Le blessé est soigné par le médecin du patron ;

2° Le médecin et le pharmacien sont choisis par la victime.

Dans le premier cas, le patron acquitte le montant intégral des frais ; dans le deuxième cas, le chef d'entreprise pourra demander la taxe des frais par le juge de paix du canton.

En cas de mort de l'ouvrier, le patron doit également supporter les frais funéraires.

En ce qui concerne les demandes relatives aux frais médicaux et pharmaceutiques, deux opinions se sont formées. Suivant certaines décisions (1), la compétence du juge de paix exclurait dans tous les cas celle du tribunal

1. Trib. civ. Angers, 12 décembre 1899. D. 1900. 2. 79. — Trib. civ. Beauvais, 11 janvier 1900. D. 1900. 2. 85. — Besançon, 14 février 1900. D. 1900. 2. 117. — Nîmes, 10 août 1900. D. 1901. 2. 130. — Paris, 16 février 1900. D. 1901. 2. 457.

civil sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que ces frais sont réclamés à l'occasion d'une incapacité permanente ou à l'occasion d'une incapacité temporaire. D'après d'autres décisions, en cas d'incapacité permanente, le tribunal de première instance et la Cour d'appel auraient qualité lorsqu'ils sont saisis d'une demande tendant à l'allocation d'une rente pour statuer sur les frais médicaux (1).

2^o Incapacité temporaire

La victime a droit lorsque l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours à une indemnité égale à la moitié de son salaire, qui a pour but de mettre l'ouvrier et sa famille provisoirement à l'abri du besoin.

Le paiement de cette indemnité doit, en principe, s'effectuer comme celui du salaire par semaine, quinzaine, mois.

Elle ne peut jamais se cumuler avec la rente; si l'incapacité est temporaire, elle finit avec elle, si au contraire l'incapacité est permanente, elle prend fin au jour fixé comme point de départ de la rente.

Cette indemnité est due tous les jours mêmes les dimanches et jours de fêtes.

Le salaire pris en considération est le salaire touché au moment de l'accident.

1. Trib. civ. Narbonne, 13 février 1900. D. 1901. 2. 82. — Trib. civ. Lyon, 14 décembre 1900. D. 1902. 2. 332. — Ussel, 27 juillet 1901. D. 1902. 2. 332.

3° *Des rentes*

L'ouvrier a droit à une rente dès qu'il est atteint d'une incapacité permanente de travail. Il ne touchera le capital représentatif de cette rente que dans quelques cas ; lorsque celle-ci n'excèdera pas cent francs et que le patron y sera consentant.

L'incapacité permanente peut être partielle ou totale, les principes appliqués sont les mêmes, seul le taux de la rente variera.

L'incapacité permanente est partielle. — Dans ce cas la rente est égale à la moitié de la réduction de la capacité de travail.

L'incapacité permanente est totale. — La rente s'élève aux deux tiers du salaire. La loi a décidé que le salaire ne serait pris en considération pour le calcul des rentes que jusqu'à 2.400 francs, au delà il n'y aura lieu de faire état du salaire que dans la proportion d'un quart.

Le point de départ de la rente est invariablement fixé au jour où la blessure est consolidée.

Accidents mortels. — La mort de l'ouvrier a de graves conséquences pour sa famille qui se trouvera de ce fait dans une très grande nécessité. La loi a accordé à certains membres de la famille une action contre le patron. Ce sont : le conjoint survivant, non divorcé ni séparé de corps, les

enfants légitimes ou les enfants naturels reconnus avant l'accident, les ascendants et descendants sous certaines conditions.

L'article 3 de la loi de 1898 fixe ainsi le taux de ces rentes :

a) Une rente viagère de 20 o/o du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué dans ce cas le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

b) Pour les enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 o/o de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 o/o, s'il y en a deux, de 35 o/o, s'il y en a trois et de 40 o/o, s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 o/o du salaire. L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 o/o du salaire, ni 60 o/o dans le second.

c) Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et des descendants qui était à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 o/o du salaire annuel de la vic-

time sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 o/o.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

La pratique s'est trouvée en présence de nombreuses difficultés d'appréciation.

Ainsi, la victime laisse à son décès un conjoint et des enfants issus de différents lits, comment déterminer le taux ? Selon M. Wahl, il faut considérer tous les enfants comme étant orphelins de père et de mère. Le montant total de leurs rentes pourra donc atteindre 60 o/o ; le conjoint touchera de son côté 20 o/o et l'on arrivera ainsi à un total de 80 o/o. Comment se répartiront les 60 o/o entre les enfants des deux groupes ? Y a-t-il lieu d'avantager les enfants orphelins de père et de mère. Nous pensons qu'ils doivent toucher plus que ceux du second lit orphelins de père seulement et ce, d'après la proportion établie par la loi pour chaque hypothèse, soit pour un nombre supérieur à trois enfants dans chaque groupe 40 o/o et 60 o/o.

4° Le salaire de base

Il peut être, très souvent, difficile d'établir un salaire de base annuel et principalement dans l'agriculture où le travail est saisonnier et nomade.

Trois hypothèses sont envisagées par la loi :

a) L'ouvrier a été employé dans l'exploitation pendant les douze mois qui ont précédé l'accident. Dans ce cas, pas

de difficulté, il suffit de faire un relevé des salaires touchés, pour obtenir le salaire annuel ;

b) L'ouvrier blessé est occupé depuis moins de douze mois dans l'exploitation. On fait état du salaire touché réellement au service de l'exploitant et on ajoute, pour arriver à un salaire annuel, la rémunération d'ouvriers de même catégorie.

c) Le travail auquel l'ouvrier est employé n'est pas continu. Le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Il en sera souvent ainsi dans l'agriculture, surtout en ce qui concerne les journaliers.

L'étendue d'application du risque professionnel agricole revêt une ampleur particulière dans le cas où, nous l'avons vu, il comprend dans sa sphère bienfaisante « les personnes quelles qu'elles soient occupées à la conduite ou au service » des machines employées dans les exploitations agricoles.

Or, les collaborateurs de l'agriculteur ou mieux de l'exploitant de la machine seront, les uns salariés, les autres, au contraire, ne recevront aucun salaire, une disposition législative était donc nécessaire pour ceux-ci, de façon à élargir les conditions d'application du risque professionnel pour ces auxiliaires qui sont de même condition que les salariés.

La loi du 30 juin 1899, paragraphe 3 décide que : « Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas de salaire fixe, l'indem-

nité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune ».

M. Mirman s'exprimait à ce sujet en ces termes : « L'article 10 de la loi du 9 avril 1898 précise les bases sur lesquelles ce salaire doit être déterminé. Cet article est suffisant et s'applique sans difficulté si la victime est un travailleur agricole au sens exact de ce mot. Il n'en serait plus de même si la victime était un travailleur agricole non ouvrier, un de ces petits cultivateurs fermiers ou petits propriétaires, que, par les dispositions précédentes, nous vous avons proposé et que vous êtes tous résolus à faire bénéficier des avantages de cette loi réparatrice. Il est donc indispensable que le texte de la loi dise sans équivoque sur quelle base les indemnités seront dans ce cas calculées ; nous avons estimé d'une part qu'il était indispensable de poser la question, d'autre part, qu'on y pouvait mieux répondre qu'en ajoutant au texte le dernier paragraphe... (1) »

La victime de l'accident peut ne pas avoir un salaire fixe, ce sera le cas du voisin besogneux, du passant, etc., qui reçoivent une rétribution dont le montant et la nature, non stipulés d'avance, sont laissés à la générosité de l'agriculteur ou de l'exploitant du moteur.

L'absence de salaire doit s'apprécier exclusivement dans les rapports de l'exploitant et de la victime de l'accident ;

1. *Journ. off.*, Ch. des dép., séance du 8 juin 1899. P. 1596.

peu importe en conséquence, que celle-ci soit ou non salariée par un tiers (1).

Dans tous ces cas il y avait lieu d'adopter une base fictive d'évaluation. Ce choix imposait au législateur une grande prudence : il lui fallait et assurer aux victimes une réparation assez large et ne pas surcharger de frais l'exploitant qui seraient en définitive retombés sur l'agriculture.

L'assimilation aux ouvriers payés par l'exploitant s'imposait, semble-t-il. Le législateur en a décidé autrement. M. Cabouat (2) estime « que l'assimilation des victimes non salariées aux ouvriers payés par l'exploitant eût été des plus arbitraires, et pour celles qui sont salariées, leur rémunération toute exceptionnelle et de quotité incertaine pour une participation occasionnelle à la conduite ou au service d'une machine agricole ne pouvait elle-même servir qu'une base peu sûre. Inférieure ou supérieure au salaire de leur travail normal, elle n'eut donné qu'une idée très imparfaite du préjudice réellement subi. »

On a eu recours à une base fictive, le salaire moyen des ouvriers de la commune et bien plus le législateur a précisé :

1. Le tribunal d'Angers a donc décidé avec raison, le 12 décembre 1899, que le salaire gagné par la victime au service d'un tiers ne peut être pris en considération : « Qu'autrement cet exploitant serait exposé à payer à des personnes temporairement proposées au même service, suivant la profession habituelle de chacune d'elles, des rentes très différentes et nécessairement imprévues dans les assurances qu'il a pu contracter. » S. 1901. II. 93.

2. Cabouat, *Rec. Tr. de dr. civ.*, 1906, p. 467.

on a égard non aux ouvriers de la même profession mais aux ouvriers agricoles.

L'indemnité temporaire et les rentes sont calculées sur cette base.

La loi du 30 juin 1899 n'a eu pour but que d'étendre la loi du 9 avril 1898 à une certaine catégorie d'ouvriers agricoles dans la mesure que nous venons de déterminer. C'est une loi en quelque sorte d'exception.

Tous les détails d'application sont résolus par la loi du 9 avril 1898 qui est le droit commun en la matière. C'est donc à elle qu'il faut se rapporter lorsqu'une difficulté surgit. Il n'est pas dans notre intention d'aborder l'étude de la procédure, des garanties données aux travailleurs ou des diverses modalités instituées par la loi de 1898.

Nous allons examiner maintenant la question des accidents du travail agricole au point de vue social, le problème de l'extension du risque professionnel aux travailleurs agricoles.

CHAPITRE III

L'EXTENSION DU RISQUE PROFESSIONNEL A L'AGRICULTURE

La question de l'extension du risque professionnel à l'agriculture entière doit être étudiée à deux points de vue différents et qu'il faut bien se garder de confondre.

D'abord il convient d'examiner en lui-même le principe de l'extension. Doit-il être admis ou rejeté et pour quelles raisons ?

En second lieu, en admettant que le principe soit juste ainsi que nous le pensons, son application ne va-t-elle pas rencontrer des obstacles insurmontables ?

Nous allons, dans les deux sections de ce chapitre, nous placer successivement à chacun de ces points de vue.

SECTION I

LE PRINCIPE DE L'EXTENSION

Des considérations péremptoires nous paraissent militer en faveur de l'extension de la notion du risque professionnel à tous les ouvriers de l'agriculture.

Tous les arguments qu'on peut invoquer, sur ce terrain du principe lui-même, se groupent autour de deux idées essentielles : d'une part la multiplicité des accidents agricoles qui méritent d'être réparés dans les mêmes conditions que les autres accidents ; d'autre part, l'opportunité de détourner l'afflux des travailleurs ruraux vers les villes en leur offrant à la campagne des avantages analogues.

C'est une opinion très répandue, même dans le monde agricole, que les accidents sont bien moins fréquents dans l'agriculture que dans l'industrie. Cette idée n'est qu'un préjugé dont il importe de faire justice.

« On a tort de croire, dit M. Mirman, que l'industrie seule est dangereuse, que le risque professionnel n'existe guère que dans les manufactures emplies du bruit des métiers. Certes on a raison de parler des champs de bataille, de l'industrie ; les accidents du travail qui s'y produisent immolent chaque année plus de victimes qu'un combat meurtrier, mais c'est aussi dans la ferme et autour de la ferme que la fatalité guette l'homme, le mutilé ou le tue, et c'est bien souvent de son sang même que le paysan féconde la terre » (1).

Le valet de ferme se trouve exposé aux risques les plus graves. On le voit blessé par les animaux, par les charrettes lourdement chargées et conduites sur des chemins cahoteux, toujours prêtes à verser et à l'écraser.

1. Mirman. Proposition de loi du 13 décembre 1900, étendant le risque professionnel à l'agriculture. *Journ. off. Doc. parlem. Chambre Annexes* 1900.

Mais les chiffres seraient ici plus éloquentes que les descriptions les plus pittoresques.

Les statistiques montrent que le risque professionnel est de moins en moins le risque de la machine et de l'outil.

La statistique française des accidents industriels nous donne leurs causes matérielles. Elle indique pour l'année 1909 : 91.202 accidents dus aux éboulements et chutes d'objets ; 67 626 à la chute de l'ouvrier ; 65.050 à la manutention des fardeaux ; 47.014 à des causes diverses ; 27.555 aux machines-outils, métiers ; 27.342 aux outils à la main ; 27.316 à la traction mécanique et aux animaux ; 21.026 aux matières incandescentes, brûlantes et corrosives ; 2.689 aux ascenseurs, grues, appareils de levage ; 2.339 aux transmissions ; 1.459 à des causes inconnues ; 802 aux moteurs ; 778 à l'électricité ; 662 aux explosifs et aux explosions ; 590 aux chaudières à vapeur (1).

Les accidents dus aux chutes d'objets augmentent notablement d'année en année (80.282 accidents en 1908).

Il y a lieu de noter que, depuis 1903, année où le nombre des accidents est le plus bas, les proportions du nombre total des accidents ont été évaluées, en ce qui concerne les catégories les plus importantes, de la manière suivante :

	1903		1908
	—		—
Eboulements et chutes d'objets.....	14, 8		25, 5
Manutention des fardeaux	19, 4		17, 4

1. *Rec. de doc. sur les accid. du trav.* 8^e Rapport 1911, p. 86.

Chute de l'ouvrier.....	17, 6		17, 7
Causes diverses.....	15, 2		12, 7
Outils à main.....	8, «		7, 3
Machines, outils, métiers.....	8, 3		7, 3
Traction mécanique et animaux.....	7, 3		7, 1
Matières incandescentes brûlantes.....	5, 6		5, 8

Il est donc bien certain que la machine et l'outil mettent de moins en moins en jeu le risque professionnel. Les terrassements et les chutes d'objets deviennent prépondérants à cet égard (1). Est-ce que par là même la protection des travailleurs agricoles n'apparaît pas clairement ?

Les statistiques allemandes ne sont pas moins démonstratives. C'est sur elles que M. Mirman a appuyé la proposition de loi qu'il a déposée le 13 décembre 1900 à la Chambre des députés. « A ne considérer, dit-il, que les accidents survenus au cours l'année 1896 et entraînant la mort ou une incapacité de travail supérieure à treize semaines, on constate en Allemagne 4 accidents sur 1.000 assurés ; j'entends 4 accidents indemnisés ; il faut tenir compte qu'en raison de la dissémination des ouvriers agricoles, le nombre d'accidents qui passent inaperçus et restent ignorés, est beaucoup plus grand dans l'agriculture que dans l'industrie.

« Le même nombre est : pour les carrières, 4,70 ; pour les tuileries 4,11 ; pour l'industrie du cuir 4,65. Nombre on le voit comparable à celui de l'agriculture.

1. Édouard Fuster, *Bulletin des assurances sociales*, 1909, p. 542. Capitain : *Les accidents du travail dans l'agriculture*. Rapport à l'association pour la protection légale des travailleurs, 1909.

» On trouve d'autre part : pour les métaux précieux et ordinaires 3,94 ; les verreries 3,61 ; les instruments de musique 2,70 ; la poterie 1,44 ; l'industrie textile 1,26 ; le travail du papier 3,39 ; le tabac 0,42 ; le vêtement 1,97 ; l'imprimerie 2,40.

» Si, au lieu de prendre la totalité des accidents entraînant une incapacité de plus de treize semaines, on envisage seulement les accidents mortels, on constate que sur 10.000 assurés, le nombre des morts en 1897, a été dans la conduite des voitures, 24,2, les mines 20,6 et dans l'agriculture de 2,2 seulement, mais que ce nombre est encore supérieur à celui que l'on trouve pour : la mécanique fine 1,8 ; les métaux précieux ordinaires 1,1 ; les instruments de musique 0,6 ; les verreries 2,1 ; l'industrie textile 1,3 ; la soie 0,2 ; le travail du papier, 1,0 ; le tabac, 0,2 ; le vêtement 0,7 ; l'imprimerie 0,8 (1).

Ainsi les machines ne sont pas plus dans l'agriculture que dans l'industrie la cause déterminante de la majeure partie des accidents.

La statistique allemande de 1901 trouve excessive la proportion des accidents dus aux machines ; 39 0/0 de ces accidents s'expliquent par l'absence de dispositifs protecteurs ; les jeunes gens trop souvent en contact avec les machines (13 0/0 des accidents de cette catégorie). On nettoie les engrenages en marche. Le premier venu se voit confier une machine agricole. On n'entretient pas les machines. Les

1. *J. Off. Doc. parl.*, 1900, n° 2028.

couvercles manquent ou sont défectueux. Les mains se font prendre.

Consultons encore la statistique allemande afin de connaître les diverses causes matérielles des accidents agricoles (1).

Pour l'année 1901 elle nous donne les résultats suivants :

	Sur 100 blessés tombés à la charge des organisations patronales	Soit par 10 000 hect.
A la culture des champs.....	34.02	7.51
— jardins.....	4.64	54.64
— forêts.....	10.05	4.09
— prairies.....	8.44	5.54
— de la vigne.....	0.71	29.81
Aux travaux domestiques.....	5.37	
A des travaux de construction ou voirie.....	3.83	
A des exploitations annexes (tour- bières, laiterie, distillerie, brasse- rie, moulins (2), etc),.....	1.99	
A d'autres travaux agricoles.....	31.75	
(dont les blessures dues à l'élevage et à la garde des animaux).....	30.66 (3).	

Si l'on compare les résultats de la statistique de 1906

1. Fuster, *Rec. de documents sur les accid. du travail*, V. les *Accidents du travail dans l'agriculture en Allemagne*, n° 25.

2. Les grandes entreprises de brasserie, distillerie, meunerie, etc. sont groupées en corporations spéciales, sous le régime de la loi sur les accidents industriels.

3. La statistique affirme que, au total, 56 o/o, des accidents indemnisés proviennent plus ou moins étroitement du contact avec les animaux.

avec les coefficients des statistiques de 1891, 1901 et 1904, on obtient le tableau suivant (pour cent de l'ensemble des accidents agricoles) :

	1891	1901	1904	1906 (1)
Machines	13.58	9.85	7.7	7.5
Autres causes . . .	86.42	90.15	92.3	92.5

Ainsi les accidents agricoles sont causés pour la presque totalité par le contact des animaux, les chutes et le manie-
ment des instruments aratoires, les machines jouent un rôle
de plus en plus effacé.

Les documents statistiques français ne nous permettent
pas de nous servir de leurs données puisque d'après la loi du
30 juin 1899 ils n'embrassent que les accidents causés par
des machines à moteurs inanimés. Ils sont donc forcément
incomplets.

Les documents privés nous donnent quelques renseigne-
ments. Ainsi au Congrès d'Arras, M. René Sagot disait dans
son rapport : « Vous trouverez naturel, j'en suis convaincu,
Messieurs, qu'à ces éléments étrangers je joigne les rensei-
gnements particuliers qui me sont fournis par le fonctionne-
ment de la Caisse syndicale des agriculteurs de France que
j'ai l'honneur de diriger. Vous pourrez les estimer d'autant
plus exacts que notre société essentiellement corporative, a
sagement limité ses opérations à l'assurance des accidents du
travail agricole.

» En 1903, le nombre de nos sociétaires s'est élevé à 5.020,

1. Capitant, *op. cit.*, p. 15.

qui nous ont versé 215.271 francs de cotisation pour l'exploitation de 256.147 hectares de terres labourables, vignes, bois, prés, pâtures et friches.

» Le nombre des sinistres qui nous ont été déclarés au cours de cet exercice s'est élevé à 1.280, sur lesquels 1.187 ont donné lieu à indemnité.

» Si on établit une proportion sur ce dernier chiffre de 1.187, on trouve que nous avons eu : 2.364 accidents pour 10.00 assurés et 0.46 pour 100 hectares.

» Sur ces 1.187 accidents, 13 ont entraîné la mort ; 15 une incapacité de travail permanente totale ou partielle ; 444, une incapacité temporaire de plus de vingt jours.

» Il est difficile, je pense, de dire sérieusement après cela que l'accident agricole est rare et en tout cas, peu grave (1). »

Les documents qui précèdent ne laissent aucun doute sur la multiplicité des accidents agricoles.

Comment donc justifier la situation d'exception faite aux ouvriers agricoles ? Serait-ce par la considération de conditions particulières à l'agriculture ? Les conséquences des accidents seraient-elles moins dures aux champs qu'à l'usine ?

Certaines objections à l'extension du risque professionnel procèdent de ce point de vue. « Les conditions du travail agricole sont demeurées ce qu'elles étaient lors de la promulgation du Code, disent MM. Martin, Nadaud et Girard (2), aujourd'hui comme alors l'ouvrier agricole échappe aux risques qui menacent l'ouvrier de l'industrie, obligé d'opé-

1. Rapport de M. Sagot P. 8 et 9, Paris 1905. Imprimerie Bour.

2. Rapport à la Chambre, *J. Off.*, 1882, annexe 694.

rer, soit au milieu des machines, soit au milieu d'une agglomération de travailleurs ».

M. Georges Graux disait aussi : « Y a-t-il quelque changement au point de vue des causes d'accidents entre la situation du petit fermier qui a des chevaux et des valets de ferme comme autrefois, et qui, pas plus qu'au siècle dernier, ne se sert de machines à vapeur ? Y a-t-il depuis cent ans quelque changement dans les risques courus par les ouvriers de ce petit fermier ? Si les causes d'accident sont restées les mêmes de quel droit imposez-vous au fermier, une nouvelle responsabilité (1) » ?

Comme on le voit, cette objection repose sur cette idée que, tandis que l'industrie a subi une grande transformation, qui a rendu nécessaire une législation nouvelle, l'agriculture est demeurée stationnaire au point de vue de son outillage et par suite peut très bien s'accommoder de la législation du Code civil.

Nous avons déjà répondu en partie à cette objection en montrant par les statistiques, que les accidents causés par les animaux ou les éboulements et chutes d'objets sont au moins aussi nombreux que ceux qui sont dus aux machines.

Peu importe la nature du risque ; dès l'instant qu'une exploitation, quelle qu'elle soit, crée un risque, l'idée du risque professionnel ne doit-elle pas logiquement être appliquée ? Du reste ne commet-on pas une grave erreur en affirmant que la législation de 1898 a eu pour cause directe

1. Séance de la Chambre du 14 novembre 1892, 3 et 12 mars 1893

et unique le développement du machinisme et l'accumulation des ouvriers ? Quelque répandue qu'elle semble être cette manière de voir nous semble fausse. En réalité, il est loin d'être démontré que le nombre des accidents ait été considérablement accru par l'emploi des machines. Les statistiques que nous avons fait ressortir tendent à montrer le contraire. Ce qui est vrai, c'est que les accidents dus au machinisme ont un caractère tragique qui a ému l'opinion et éveillé l'attention du législateur. Dès lors il nous paraît bien que les lois sur le risque professionnel sont beaucoup moins le résultat du machinisme que la conséquence des transformations du milieu moral. Les conditions du travail ont changé en ce qui concerne les rapports des patrons et des ouvriers : les pratiques anciennes d'assistance et de secours gracieux ont disparu ou sont devenues insuffisantes. On a considéré qu'il était juste de faire rentrer la réparation de l'accident dans les frais généraux des entreprises. Mais une telle idée apparaît comme devant s'appliquer à toutes les entreprises et il n'y a aucune bonne raison de soustraire à son empire les exploitations agricoles.

On insiste cependant en soutenant que les conditions de la vie agricole ne sont pas les mêmes que celles de la vie industrielle, que les accidents ont une moins grave répercussion dans la première que dans la seconde.

Il est facile de tracer un tableau idyllique de la vie agricole, où les traditions de l'hospitalité et de la solidarité se seraient conservées telles qu'elles étaient autrefois, où les mœurs, remplaçant la loi, contribueraient à l'atténuation

des conséquences des accidents. La majeure partie des ouvriers agricoles étant loués à l'année ou pour plusieurs mois, logés et nourris chez l'exploitant, seraient nourris et soignés par le patron en cas d'accident. De plus, la variété dès travaux permet à un blessé de l'agriculture de trouver une tâche convenant à ses forces affaiblies. L'homme qui ne peut plus faucher est capable de conduire les attelages ou de garder les troupeaux.

M. Sarraustre de Menthîère (1), dans le cas où le blessé est un journalier, voit encore des atténuations dans les faits suivants : le journalier agricole a souvent une maison à lui, sinon il loue à l'année et non au mois comme l'ouvrier industriel, cela lui permet de ne pas payer de loyer ou d'en retarder le paiement.

Dans les campagnes, les malheureux ont en général leur chauffage assuré par les propriétaires voisins. Ils ont aussi quelques denrées le blé, pommes de terre, légumes, cultivés soit dans les petits jardins qui accompagnent les habitations rurales, soit dans les terres de propriétaires importants moyennant une quote part de la récolte. Le plus souvent encore, ils ont quelques bêtes : poules, porc, chèvre leur fournissant des aliments.

Sans doute, les mœurs sédentaires des ouvriers agricoles, les relations incessantes d'étroite et mutuelle estime et affection avec leurs voisins et les autres habitants du village leur permettent d'adoucir leurs maux.

1. Sarraustre de Menthîère, *les Accidents des ouvriers agricoles*, thèse

Sans doute, cette solidarité existe non dans une mesure aussi grande qu'on veut le laisser penser, car personne ne peut nier qu'une crise grave se précise actuellement au sein de l'agriculture entre l'exploitant et l'ouvrier ; l'agriculture en s'industrialisant perd sa forme, ses mœurs patriarcales ; faut-il donc à cause de cette vague solidarité priver les ouvriers agricoles du bénéfice du risque professionnel ?

L'intervention du législateur pour imposer à l'agriculture une protection en faveur des travailleurs se justifierait à notre avis déjà par la profonde imprévoyance des agriculteurs vis-à-vis de leurs personnes. Les sociétés de secours mutuels ne sont-elles pas plus nombreuses contre la mortalité du bétail que contre la maladie, la vieillesse et les accidents.

Les conditions spéciales de l'agriculture, on le voit, ne sauraient constituer des objections sérieuses contre le principe de l'extension du risque professionnel.

Mais on peut et on doit aller plus loin et affirmer que les conditions générales de l'agriculture française rendent très désirable l'extension dont il s'agit. Nous visons ici la dépopulation des campagnes et l'afflux des travailleurs agricoles vers les centres urbains. L'émigration est d'ordinaire un signe infaillible de la nouvelle situation des ouvriers de l'agriculture. Car le peuple paysan se trouve par tradition, et par tempérament attaché au sol natal. L'émigration des campagnes italiennes vers la République Argentine, le Brésil et vers la France elle-même, est un fait bien connu ; il a pour cause la pauvreté de la culture en Italie.

Chez nous, la raréfaction de la main-d'œuvre rurale ne tient pas à la misère des ouvriers, car ceux-ci, dans leur ensemble, n'ont à se plaindre ni de leurs salaires, ni de leurs conditions de vie, et que, d'autre part, l'excédent des naissances est loin d'être trop abondant. Le déplacement de nos paysans vers les villes s'explique par la perspective souvent trompeuse d'une existence meilleure dans les cités. Là, leur semble-t-il, le travail est moins pénible ; en tout cas, les salaires sont plus élevés. Les jeunes hommes renoncent souvent aux champs pendant leur service militaire. Les jeunes filles y renoncent par désir de coquetterie. Ne vont-elles pas trouver à la ville un bien-être qu'elles n'ont pas connu jusque là ? En outre de leurs salaires, ne vont-elles pas recevoir des gratifications diverses, des étrennes, et quand elles auront placé leurs économies à la Caisse d'épargne et préparé leur trousseau, si elles rencontrent l'ouvrier ou l'employé de magasin de leur goût elles auraient quelques avances pour faire face aux premiers frais d'installation de leur ménage. Il faut noter aussi le drainage opéré dans les campagnes par les exigences du recrutement du fonctionnarisme.

On se préoccupe beaucoup de remédier à l'exode rural. Le problème du repeuplement inquiète un grand nombre de pays (1). En France la loi du 10 avril 1908 sur la

1. Voir notamment : Schwiedland, *le Repeuplement des campagnes, Essais législatifs*, dans *Revue d'Economie politique* 1912, p. 34 et suiv.

petite propriété et les maisons à bon marché, les lois du 12 juillet 1909 sur le bien de famille et du 19 mars 1910 sur le crédit agricole à long terme facilitent l'acquisition, la constitution et le maintien de toute exploitation rurale de nature à retenir les paysans auprès de la terre.

Or, ne croit-on pas que l'un des moyens les plus propres à les retenir serait d'assurer aux ouvriers des campagnes les mêmes avantages matériels qu'à ceux des villes et de leur donner une équitable réparation du risque qu'ils courent ?

N'est-il pas injuste de tenir les travailleurs de l'agriculture en dehors d'une loi dont les bienfaits sont appréciés par les employés et les ouvriers des industries et du commerce.

Reprenons des exemples classiques et souvent cités à la tribune de la Chambre des députés et du Sénat. Deux voitures se rencontrent et se renversent, leurs conducteurs sont blessés ; l'accident est donc commun, la faute ou le hasard communs ; nous supposons en outre que les salaires des deux ouvriers et leurs situations sociales soient identiques ; cependant, si l'un d'eux est au service d'un entrepreneur de transports, il reçoit une indemnité journalière des soins et une rente, tandis que si l'autre est au service d'un cultivateur il n'a droit à rien. Un ouvrier tombe d'une échelle et se blesse ; montait-il au grenier d'un loueur de voitures, il est protégé ; allait-il chercher la nourriture des chevaux au grenier d'un cultivateur, il n'a droit à rien.

L'iniquité apparaît par le simple rapprochement. La maintenir n'est certainement pas un moyen de retenir à la campagne les ouvriers agricoles.

En somme, qu'on se place au point de vue de la logique et de l'équité ou au point de vue pratique de la multiplicité et des conditions des accidents agricoles, tout milite en faveur de l'extension du risque professionnel à l'agriculture.

Qu'on le remarque bien, d'ailleurs, cette extension n'a pas été repoussée, en principe et d'une manière absolue, par le législateur. Celui-ci n'a laissé en 1898, les ouvriers agricoles en dehors de la législation nouvelle, que pour des raisons d'opportunité pratique. A cette époque, on touchait au maximum de l'intensité de la crise agricole et l'on craignait de frapper les cultivateurs d'une charge nouvelle et très lourde ; en outre, on se plaçait au point de vue politique ; les patrons-agricoles sont très nombreux et on voulait éviter de les indisposer contre le gouvernement.

Théoriquement, il semble qu'en rédigeant la loi de 1898, on ait voulu faire une expérience en appliquant d'abord le risque professionnel à l'industrie. Si, dans la suite, les résultats étaient bons, on étendrait la notion et le régime nouveaux aux autres branches de l'activité humaine.

Ce caractère d'expérience dont nous parlons apparaît dans les travaux préparatoires de la loi de 1898.

Un rapporteur de cette loi au Sénat M. Poirrier s'exprime ainsi : « On nous dit : Pourquoi ne comprenez vous pas l'agriculture dans votre projet puisque vous dites que tout travail est plus ou moins dangereux ? Évidemment, nous

persistons à penser que tout travail présente des dangers et que la différence ne réside que dans l'importance et la fréquence de ces dangers.

« Nous croyons donc que le travail agricole proprement dit, c'est-à-dire le travail agricole séparé de tout travail industriel n'échappe pas à la loi...

« Mais votre commission a pensé que dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres, le mieux est l'ennemi du bien.

« Nous l'avons dit, nous désirons faire aboutir ce projet de loi. L'Allemagne qui a compris précisément l'agriculture dans les risques professionnels n'y est pas arrivée du premier coup ; elle a voulu d'abord faire une expérience limitée. C'est cette expérience que nous vous demandons, que nous vous supplions de faire en la restreignant aux risques professionnels propres à l'industrie » (1).

Un autre rapporteur disait à la Chambre : « Nous le disons sans ambage : nous ne considérons pas cette loi comme un monument définitif avec fronton, pilastres et façade complète ; nous laissons partout sur les ailes des pierres d'attente ; nous comprenons bien par la force même des choses, par ces lois successives auxquelles faisait appel M. Léon Say et qui viendront compléter la nôtre, notre loi d'assurance contre les accidents s'appliquera à un plus grand nombre de vic-

1. Poirrier. — Sénat séance du 11 juin 1895, *Jour. Off. Sénat* 1895, p. 593.

times et nous mettrons ainsi dans la société un élément de bonheur qui y fait encore défaut (1) ».

Or, l'histoire de la législation a confirmé ce qui vient d'être dit. En 1899, certaines catégories d'ouvriers agricoles ont été admises au bienfait de la législation nouvelle. En 1906, les ouvriers et employés du commerce ont vu venir à eux cet élément de bonheur dont parlait M. Ricard. En 1907, il a été permis aux individus non légalement assujettis à la législation nouvelle de s'y soumettre volontairement.

L'évolution ne doit-elle pas être achevée? Une ère plus large de justice et d'humanité s'est ouverte. Que tous les ouvriers agricoles en profitent sans exception.

Le principe de l'extension du risque professionnel étant justifié, il nous reste à envisager sa mise en œuvre et les obstacles qu'il peut rencontrer dans la pratique.

SECTION II

L'APPLICATION DU PRINCIPE DE L'EXTENSION

Les obstacles que rencontre l'extension à tous les accidents agricoles de la législation du risque professionnel sont de deux sortes. D'abord, une difficulté provient de la dissémination de la population rurale. Puis, il faut s'inquiéter de la situation précaire des petits exploitants de l'agriculture et de

1 M. Ricard. Rapport, séance du 18 mars 1893.

leur grand nombre ; il convient de leur éviter des charges pécuniaires excessives.

La dispersion des travailleurs agricoles

La nature des travaux agricoles oblige les travailleurs à se disperser sur une grande étendue de terrain. La direction du chef d'exploitation se limitant à l'indication générale de l'ouvrage de la journée, ne saurait, dit on, engager sa responsabilité civile que dans une très faible mesure. Cet argument ne présente aucune valeur ; il fait abstraction des idées maîtresses de la matière qui impliquent la création d'un risque par une entreprise, au point de vue objectif, et qui n'ont rien à voir avec la faute possible du chef d'entreprise.

Mais la difficulté se présente sous une autre forme. Les petits exploitants sont plus nombreux que les salariés agricoles ; en outre, la situation des premiers ne diffère guère de celle des seconds. Logiquement, il faudrait donc étendre la législation nouvelle aux exploitants.

Voyons comment ces affirmations se trouvent vérifiées par les faits.

Consultons les statistiques.

Le nombre d'exploitants indépendants et de salariés nous est révélé par deux statistiques (1).

1. Bourguin, *Les Systèmes socialistes*, p. 449, 450 et 451.

1° *Statistique agricole de 1892*

Le nombre de travailleurs ruraux atteignait alors 6.663.135 répartis de la façon suivante :

A. — *Chefs d'exploitation*

a) Propriétaires cultivant exclusivement leurs terres soit seuls, soit avec l'aide de leur famille ou d'autrui (régisseurs, ouvriers ou domestiques).....	2.199.220	33,01 0/0
b) Fermiers.....	1.061.401	15,93 0/0
c) Métayers.....	334.168	5,16 0/0
Total.....	3.604.789	54,10 0/0

B. — *Salariés*

1° Régisseurs.....	16.091	0,24 0/0
2° Domestiques de ferme.	1832.074	27,50 0/0
3° Journaliers	1210.081	18,16 0/0
Total.	3058.346	45,90 0/0

Notons que sur ces 3.058.346 salariés agricoles, 588.950 sont en même temps propriétaires, exploitant eux-mêmes.

2° *Recensement professionnel de 1896 (1)*

	Nombre	Proportion
Chefs d'exploitation.....	4.430.000	51,9
Salariés	4.095.000	48,1

Ses données sont très différentes de celles de la statistique agricole de 1892, parce qu'elles ont été établies sur des bases différentes : 1° les

Si nous comparons ces chiffres à ceux de l'industrie les proportions deviennent radicalement inverses. C'est la caractéristique de la population agricole.

Or, la grosse majorité des chefs d'exploitation est composée de petits propriétaires travaillant seuls ou avec l'aide de leur famille et ne faisant appel qu'exceptionnellement à la main d'œuvre salariée.

Voici les chiffres donnés par l'enquête :

	Nombre d'exploitants
Très petite propriété moins de 1 hectare.	2.235.405
Petite propriété de 1 à 10 hectares.....	2.617.558
Moyenne propriété de 10 à 40 hectares..	711.118
Grande propriété de 40 à 100 hectares...	105.391
Très grande propriété de 100 hectares et au-dessus (1).....	33.280

Les situations des salariés agricoles et de la grande majorité des cultivateurs sont donc pour ainsi dire identiques.

forêts et la pêche ont été comprises dans le recensement de 1896 ; 2° la catégorie des indépendants et celle des salariés en 1896 comprennent l'une 1.117.000 femmes mariées à des chefs d'exploitation et l'autre 863.090 femmes de salariés qui n'ont pas figuré dans la statistique de 1891.

1. Une enquête de juillet 1908, faite par le ministre des Finances direction générale des contributions directes, évalue à 5.505.464 le nombre total des exploitants agricoles, qui se répartissent ainsi, d'après la superficie exploitée :

Très petite propriété (moins de 1 hectare)...	2.087.851
Petite propriété (de 1 à 10 hectares).....	2.523.713
Moyenne propriété (de 10 à 40 hectares).....	745.862
Grande propriété (de 40 à 100 hectares).....	118.497
Très grande propriété (100 hect. et au-dessus).	29.541

Tous n'ont que des ressources limitées et vivent de leur travail quotidien. Les conséquences d'un accident sont, par suite, aussi redoutables pour les uns que pour les autres. Pratiquement, il faudrait donc appliquer la nouvelle législation aux petits exploitants qui sont en très grand nombre.

Mais il est facile d'apercevoir la difficulté de cette application. Il y a, d'une part, une objection théorique. Comment concevoir l'application du risque professionnel à l'égard d'un chef d'exploitation travaillant seul? Ne sortirait-on pas de la notion même de ce risque qui suppose à sa base un contrat de travail intervenu entre l'exploitant et un ouvrier? La question se complique ainsi singulièrement.

La législation allemande a su triompher des difficultés de cet ordre et elle a assujetti à la protection légale le petit exploitant comme le salarié. Nous retrouverons plus loin ce problème en exposant nos idées sur la future législation du monde agricole.

Charges imposées à l'agriculture

Mais la raison principale invoquée, au point de vue pratique, contre l'extension du principe nouveau à l'agriculture depuis de longues années déjà dans les sociétés d'agriculture et au Parlement est que la charge qui incombera de ce fait à l'agriculture sera trop lourde pour elle.

« Si les industriels, si les commerçants qui, eux aussi, avaient fait en 1898, en 1906 les mêmes plaintes, ont supporté sans souffrir cette obligation, s'ils reconnaissent aujourd'hui

d'hui que la loi de 1898 a été un grand progrès social (1) les agriculteurs pourront-ils s'accommoder au nouveau régime ? Le fonctionnement économique de l'industrie agricole est bien différent, nul ne le conteste, du fonctionnement de l'industrie proprement dite ou du commerce. L'industriel et le commerçant inscriront à la colonne de leurs frais généraux les primes d'assurance qui les couvriront contre les risques créés par les lois de 1898 et de 1906 et majoreront d'autant leurs prix de vente. Le produit sera vendu plus cher et le supplément de prix, partagé à l'infini sur l'ensemble des consommateurs, n'apportera pas une entrave décisive à l'exercice du commerce et de l'industrie. L'agriculteur pourra-t-il procéder de la même façon ? La concurrence mondiale à laquelle sont soumis ses produits lui permettra-t-elle de surélever ses prix ? Et s'il ne peut pas, à son tour, répartir en partie ou tout au moins sur la masse des consommateurs la charge des risques nouveaux pourra-t-il les supporter à lui tout seul ? (2) »

Dès le début du travail législatif qui a abouti à la loi de 1898, M. Penlevey disait à la Chambre en parlant des charges qu'entraîneront pour le patron l'application du risque professionnel et des bénéfices qu'en retirerait l'ouvrier : « C'est fort peu de chose pour la victime, mais c'est énorme pour le patron, car si je me rapporte au tableau que

1. Voir le rapport de M. Villemin, président du syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics au congrès de Rome, fascicule 2, p. 85.

2. Rapport de M. Chaigne au nom de la commission d'agriculture de la Chambre.

l'auteur de la proposition a annexé à son travail, j'y vois que la moyenne de la prime d'assurance qu'il faudra contracter pour se mettre à l'abri des conséquences que je viens de signaler serait de 9 à 10 francs. Supposez qu'un industriel ait 300, 400 ou 500 ouvriers, c'est un surcroît d'impôts de 4.000 ou 5.000 francs. S'il s'agit d'un petit cultivateur qui emploie trois ou quatre domestiques ou ouvriers ce sera moins sensible ; mais permettez-moi de vous dire que ce sera encore très lourd ; il lui faudra payer 40 à 50 francs pour 4 ou 5 ouvriers ; or, nous voyons que l'on fait beaucoup d'efforts chaque année pour obtenir qu'on vienne en aide à l'agriculture en diminuant les impôts ; nous savons que l'on considère le dégrèvement de 40 millions que l'on réclame comme un énorme bienfait pour l'agriculture, et cependant ce dégrèvement représente à peine 75 centimes par hectare ; mais on ne le poursuit pas moins avec acharnement comme un résultat avantageux et c'est à ce moment qu'on vous propose de mettre sur les cultivateurs un impôt relativement considérable car il représente pour les plus petits une somme de 30, 40 ou 50 francs (1) »

Cette objection déjà ancienne subsiste toujours. M. Sarrauste de Menthière déclare que les charges imposées à l'agriculture en France seraient supérieures à celles de l'Allemagne et là ces charges sont énormes, bien que la loi allemande ne mette à la charge de l'exploitant les accidents de moins de treize semaines, « parce que les petits entrepre-

1. Discussion à la Chambre des 14 novembre 1882, 9 et 12 mars 1883.

neurs agricoles ne seraient pas en état de supporter des charges aussi élevées » (1).

Il est très difficile de fixer exactement l'étendue des charges qui incomberaient à l'agriculture.

En Allemagne, dans un domaine de Saxe donnant un revenu de 56.696 marks, la charge était de 3.270 marks (2).

Dans la Haute-Alsace, les primes étaient pour 1.000 marks de salaire, en 1889 de 1 mark 315 et en 1896, de 5 marks 60, et, par hectare exploité, en 1889 de 0 mark 18, en 1896, 0 mark 80, c'est-à-dire environ 1 franc par hectare. La moyenne pour l'Allemagne entière était, en 1888, de 0 mark 15; en 1897, de 0 marks 78. Les frais de gestion, sont, paraît-il, de 20 0/0 des secours alloués.

En Autriche, en 1892, les frais égalent 57 0/0 des indemnités pour les accidents agricoles.

« Ces charges de l'assurance réparatrice des accidents sont arrivées à dépasser 75 0/0 de l'impôt foncier et les agriculteurs les mettent au nombre des principales causes de la détresse agricole. Les récriminations sont générales, les sociétés d'agriculture, les associations de paysans, les ouvriers agricoles réclament. Dans la presse, mêmes doléances.

» À la conférence agraire de Berlin, en 1894, tous les orateurs sauf un, ont été très pessimistes sur les résultats de la nouvelle législation, et on dit que le montant de l'impôt

1. Bellom, *op. cit.*, p. 471.

2. Blondel, *les Populations rurales de l'Allemagne*, p. 115 et 475.

foncier dont on vient de dégrever les propriétés prussiennes serait compensé et au-delà par les cotisations d'assurances. On a même estimé dans d'autres réunions qu'elles iraient au double et au triple de l'impôt foncier » (1).

Pour la France, M. Dupuy, ministre de l'Agriculture, déclara à la Chambre qu'une compagnie d'assurances lui avait répondu qu'elle prendrait 2 fr. 25 par hectare (2).

La Caisse syndicale d'assurances mutuelles des Agriculteurs de France dont le taux de l'assurance est le plus faible puisqu'elle est administrée gratuitement et n'a pas de dividende à distribuer demande :

	Par hectare	
Pour terres labourables suivant		
le mode de culture.....	0,65	0,80 ou 1 franc
Pour prairies naturelles selon le		
mode d'exploitation.....	0,50	0,70
Pour vignes ne dépassant pas 1/20		
de l'exploitation.....	1	1,20
Pour bois taillis suivant mode		
d'exploitation.....	0,25	0,60

Ces tarifs ne s'appliquent qu'à la responsabilité actuelle de l'exploitant.

M. Sarrauste de Menthère comparant le relèvement des primes qui a suivi dans l'industrie l'application de la loi de

1. Sarrauste de Menthère, *op. cit.*, p. 247. Cet auteur déclare même que ces lois faites par Bismark en vue d'enrayer le socialisme n'ont fait qu'en hâter les progrès et non seulement les manœuvres mais les petits cultivateurs s'y jettent aujourd'hui.

2. Chambre, séance du 30 janvier 1902, *J. off.*, 1902, p. 314.

1898 voit là une formidable charge qui écherrait à l'agriculteur. Ainsi un industriel qui, avant la loi de 1898, se garantissait moyennant une prime de 0,60 à 0,70 0/0 des salaires doit donner depuis 5 à 6 0/0 (1). Pour l'agriculture il va jusqu'à se laisser persuader que ce qu'on exigera pour se garantir sera un chiffre double de celui de 6,48 0/0 demandé actuellement par la Caisse nationale pour assurer les exploitations agricoles et forestières avec emploi de moteur.

Il conclut nettement que l'agriculture est hors d'état de supporter de pareilles charges. « Actuellement, dit-il, dans les moyennes et les petites propriétés, le gain du patron est à peu près constamment inférieur à celui de ses ouvriers. En face de nouveaux frais il abandonnera son métier ou il essayera de baisser les salaires... Diminuer les salaires en agriculture c'est accentuer la désertion des campagnes qui augmente tous le jours et que l'on considère comme un fléau. »

Malgré cette sombre expectative il ne faut pas exagérer la portée des objections : les défenseurs des intérêts agricoles se déclarent aujourd'hui partisans de l'extension du risque professionnel « leurs efforts tendent non plus à faire écarter le principe même de la réforme mais à obtenir un régime qui diminue dans la plus large mesure les charges qu'il impose à l'agriculteur. (2) »

1. Sarrauste de Menthière, *of. cit.*, p. 250.

2. H. Capitant, *Les accidents du travail dans l'agriculture*.

Nous n'avons ainsi aucune base certaine pour établir les charges qui seraient imposées à l'agriculture, cependant beaucoup de personnes estiment que cette charge ne ruinerait pas l'agriculture car, disent-elles, le cultivateur se trouve aujourd'hui exposé aux risques des accidents dont il est responsable de par le droit civil. La jurisprudence tend de plus en plus à étendre sa responsabilité. S'il ne s'assure pas et qu'un accident survienne il est obligé de payer un capital assez élevé ; il est ordinairement ruiné surtout si l'on a affaire à un fermier ou à un métayer ; gens qui n'ont le plus souvent aucune avance.

L'indemnité qu'il doit supporter est la réparation totale du préjudice subi, aucune limite n'est assignée aux dommages-intérêts qui sont laissés à l'arbitraire du juge.

Sous le régime du risque professionnel les charges seront atténuées par le principe de l'indemnité forfaitaire.

La Commission de l'agriculture de la Chambre des députés estiment à 135.000.000 de francs par an le coût de l'assurance des accidents des ouvriers agricoles à raison de 3 fr. par hectare pour l'ensemble du territoire. Il faudrait réduire cette somme à 90 millions pour connaître le chiffre qui pèserait sur la moyenne et la petite culture, la différence provenant de l'assurance de la grande propriété qui en fait s'y trouve déjà soumise.

M. Capitant (1) pense que « cette charge d'ailleurs est

1. H. Capitant, *of. cit.*, p. 19.

imprécise peut être dans une très large mesure atténuée pour la petite propriété, il ne faut pas oublier en effet que nous sommes un pays de petits propriétaires, que fort élevé est le nombre des cultivateurs qui n'emploient pas de main-d'œuvre étrangère. »

Actuellement le tarif moyen demandé par les compagnies d'assurance pour garantir la responsabilité civile de l'agriculteur en cas de mort et d'incapacité permanente jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 francs et une indemnité de 1 fr. 50 par jour en cas d'incapacité temporaire de travail est pour les cultures d'une contenance de 20 hectares et au-dessous.

Pour 5 hectares et au-dessous.....	12 fr. 50
6 à 8 hectares inclus.....	15 fr.
9 à 10 —	17 fr.
11 à 13 —	18 fr. 50
14 à 17 —	19 fr. 50
17 à 20 —	20 fr.

Il y a lieu de remarquer que ces primes ne s'appliquent qu'aux cultures de terres et bois ; elles doivent être majorées de 50 o/o si l'exploitation ne comprend que des vignes.

Si l'exploitation comprend plus de 20 hectares la prime doit être décomptée à raison de 1 franc par hectare de terres labourables, prés, bois, pâtures et à raison de 1 fr. 65 par hectare de vignes.

Pour les exploitations d'une contenance supérieure à 150 hectares, on calcule la prime d'après les mêmes taux en la réduisant de 25 o/o.

Si le cultivateur veut en outre se garantir contre les risques de la loi du 30 juin 1899 dans le cas où il emploie des machines à moteur inanimé il devra payer une surprime de 0 fr. 30 par hectare. Tels sont les tarifs de la compagnie d'assurance « La Préservatrice ».

Sans doute, il faudra résoudre des difficultés redoutables, étant donné le défaut de base et de données permettant d'établir une évaluation rigoureuse. Une tâche ingrate sera à remplir. Mais nous espérons la voir mener sans retard à bonne fin. Le principe de l'extension est réclamé par la justice, la logique, par des considérations pratiques puissantes. Il rencontre des obstacles, mais nous croyons avoir montré qu'ils ne sont pas insurmontables.

CHAPITRE IV

LES PROJETS DE REFORME

La nécessité d'étendre à tous les ouvriers agricoles l'application du risque professionnel est certaine. Mais commencera-t-on la loi nouvelle réalisant cette extension ? Se bornera-t-on à une référence à la loi du 9 avril 1898, ou édictera-t-on un régime particulier pour l'agriculture ? Dans ce dernier cas, sur quelles bases devra s'opérer la réforme ? Conviendra-t-il de laisser subsister la liberté de l'assurance ou faudra-t-il au contraire adopter les principes de la législation allemande et introduire l'assurance obligatoire ?

Les agriculteurs attachent beaucoup d'intérêt à ces questions. Ils tiennent beaucoup à avoir une loi autonome sur les accidents.

Tout le monde s'accorde à dire qu'il est impossible d'étendre purement et simplement la loi de 1898 à l'agriculture. Les conditions du travail agricole sont trop différentes de celles de l'industrie. La vie à la fabrique, à l'usine, dans un chantier, dans un atelier ne peut être en rien comparée à celle du cultivateur, de la vie familiale du petit propriétaire rural.

« Ainsi la première fois déclare M. Mirman (1), que le Parlement aborda la question des accidents agricoles, il dut constater combien la vie agricole était soumise à des conditions de travail différentes de la vie industrielle ; il dut, en conséquence, renoncer à soumettre l'une et l'autre aux mêmes textes législatifs. C'est que dans l'industrie, le cas général est celui du patron faisant travailler à son compte un certain nombre de salariés, dirigeant lui-même l'entreprise, mais ne participant pas à la vie, aux efforts, au risque de ses ouvriers. Dans l'agriculture, au contraire, cette situation patronale, est, peut-on dire, l'exception...

Le cas général ici est celui du petit propriétaire agricole cultivant sa terre et rien que sa terre tout seul, soit avec l'aide des siens et parfois avec l'aide d'un domestique de ferme. Voilà évidemment des conditions sociales qui différencient très nettement l'agriculture de l'industrie.

« On voit donc le résultat à peu près illusoire qui serait obtenu par l'extension pure et simple de la loi du 9 avril 1898 à l'agriculture,..

Cette extension n'atteindrait qu'une partie, moins de la moitié des agriculteurs, des travailleurs de la terre ».

M. Mirman montrait encore qu'en limitant même l'application de la loi aux seuls salariés de l'agriculture il subsisterait une grande difficulté d'application ; qu'en effet, la nécessité de s'assurer a été bien comprise par les industriels,

1. Mirman, exposé des motifs tendant à étendre la loi de 1898 aux accidents agricoles, *J. off.*, Doc. parl., Ch. 1900, p. 165.

mais qu'elle sera plus longue à pénétrer dans les campagnes.

M. Mirman conclut alors. « Ces considérations qu'il serait facile de multiplier et de préciser, montrent assez que le régime de la loi du 9 avril 1898 ne peut de plano s'appliquer à l'agriculture, que la loi sur les accidents agricoles s'écarte le moins possible de la loi de 1898, il le faut souhaiter pour la bonne harmonie de notre législation ; qu'elle en diffère sur certains points essentiels, c'est une force majeure à laquelle nous ne pouvons que nous soumettre » (1).

Les mêmes considérations se retrouvent dans l'exposé du projet de loi du gouvernement déposé en 1906 par M. Ruau, ministre de l'agriculture.

« Il est à peine besoin d'ajouter que l'initiative et l'assurance privées qui n'avaient pu parer avant 1898 pour les accidents de l'industrie aux insuffisances du principe de responsabilité et aux incertitudes de ses réparations se sont jusqu'à présent montrées sur le terrain des risques agricoles de moindre portée encore et ne sauraient dispenser le législateur d'intervenir.

Mais, si la nécessité de cette intervention législative ne pouvait être mise en doute, il apparaissait en même temps que l'extension pure et simple à l'agriculture des dispositions de la loi du 9 avril 1898 serait particulièrement difficile et d'ailleurs actuellement trop lourde, pour la plupart des exploitations agricoles, que tous les pouvoirs publics ont le juste et commun souci de ménager. On ne pouvait dès

1. Mirman, *Ibid.* p. 165.

lors demander une solution satisfaisante qu'à une *adaptation* de la loi du 9 avril 1898 à la situation spéciale de l'agriculture.

Il était certain, par exemple, qu'il y aurait, dans cette adaptation particulière, à tenir compte des conditions propres au travail agricole, soit au point de vue de l'étendue de l'assujettissement (les petites entreprises visées au deuxième alinéa de l'article premier de la loi du 9 avril 1898 formant le plus grand nombre des exploitations agricoles), soit au point de vue de la détermination des responsabilités dans l'hypothèse fréquente du fermage ou du métayage, soit au point de vue de la fixation des indemnités en l'absence de salaires réguliers et facilement déterminables. Les difficultés spéciales de la preuve de l'accident dans des travaux qui sont souvent isolés et dispersés, la nécessité d'établir sur d'autres bases que celles de la loi du 9 avril 1898 l'alimentation du fonds prévu à l'article 25 de ladite loi pour les exploitations agricoles, puisqu'elles ne sont point soumises à la contribution des patentes, l'opportunité, pour rendre l'assurance plus facile et moins coûteuse, de la rapprocher des intéressés et de ménager, à côté des organismes d'assurance de la loi générale, l'intervention de mutualités locales de constitution simple et de fonctionnement aisé devaient également, à des degrés divers, attirer et retenir l'attention. » (1)

1. Projet de loi du gouvernement. Ch. des députés, 1906, annexe n° 364.

Une loi spéciale s'impose donc, pas une loi entièrement nouvelle, mais une loi d'adaptation à l'agriculture des principes de la loi de 1898, car il ne faut pas établir deux mesures pour la responsabilité.

Trois textes de lois ont retenu l'attention du législateur : a) la proposition de M. Mirman, déposée le 13 décembre 1900 sur le bureau de la Chambre : b) le projet de loi du gouvernement modifié par la commission d'assurance et de prévoyance sociales et c) la proposition Bauregard.

Nous allons les analyser et, après avoir exposé les principes qui régissent les accidents forestiers, dans un chapitre final nous poserons les principes fondamentaux qui selon nous doivent régir la matière des accidents du travail dans l'agriculture.

PREMIÈRE SECTION

1^o PROPOSITION MIRMAN (1)

M. Mirman, rapporteur à la Chambre de la loi du 30 juin 1899, avait dans son rapport lors de la discussion de la loi, déclaré que la loi nouvelle n'était que le prélude, l'acheminement de l'agriculture toute entière à son assujettissement aux principes du risque professionnel tels qu'ils avaient été formulés dans la loi du 9 avril 1898. Il déposa en 1900 sur le bureau de la Chambre une proposition de loi qui devait donner aux travailleurs agricoles la protection nécessaire.

Dans l'exposé des motifs, M. Mirman détermine ainsi les bases de sa proposition :

1. Voir le texte, annexe n° 1.

1° « Tous les travailleurs agricoles doivent recevoir une indemnité à la suite d'un accident de travail. Cette indemnité sera fixée d'après les mêmes tarifs que ceux inscrits dans la loi de 1898. Quant à la détermination du salaire dont la valeur intervient pour le calcul de l'indemnité, nous appliquerons la même règle que celle adoptée déjà par le Parlement dans la loi du 30 juin 1899, savoir :

» Si la victime n'est pas salariée (cultivateur travaillant son propre domaine), ou n'a pas de salaire fixe (journalier travaillant irrégulièrement chez autrui, ouvrier agricole appelé exceptionnellement à certaines époques, moissons ou vendanges, propriétaire prêtant à titre de réciprocité son concours à quelque voisin), l'indemnité sera calculée selon le tarif de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

» 2° Les chefs d'exploitation, propriétaires, fermiers ou métayers qui établiront la preuve qu'ils ont assuré auprès d'une société ou compagnie d'assurances mutuelles ou à primes fixes (soumises aux conditions de la loi) tout le personnel fixe ou occasionnel, y compris eux-mêmes et leur famille travaillant leur domaine, seront déchargés de toute autre obligation.

» 3° Restent les chefs d'exploitation, et ils seront très nombreux au moins pendant longtemps, malgré les efforts des compagnies, malgré le développement des syndicats et des associations agricoles qui ne se seront pas soumis à cette clause, qui ne se seront pas spontanément assurés dans les

conditions choisies par eux. Nous demandons que cette abstention soit considérée comme une adhésion à une assurance d'État ; que l'État en échange d'une prime à déterminer, garantissent à eux-mêmes et à tout le personnel quel qu'il soit les indemnités légales (1). »

M. Mirman veut ainsi assurer à tout le personnel agricole une indemnité lorsque l'un de ses membres aura été victime d'un accident du travail.

Qu'entend-il par l'expression « personnel agricole » ?

L'article 4 déclare... « Que le personnel agricole s'entend de tous ceux quels qu'ils soient qui, de façon permanente ou occasionnelle, participent aux travaux de l'exploitation ; en particulier s'ils remplissent cette dernière condition sont compris dans le personnel, le chef de l'exploitation lui-même ou les membres de sa famille. »

Il est fort intéressant de constater l'abandon du principe du contrat de travail pour donner lieu à l'application de l'assurance : c'est l'application des données de la loi allemande. La détermination du salaire qui sera pris en considération pour le calcul de la rente sera demandée aux principes formulés par la loi de 1899.

Mais la proposition Mirman innovait sur un point d'une façon particulièrement hardie. Elle contenait (art. 4) l'obligation pour tout chef d'exploitation de s'assurer. Cette obligation d'assurance ne comportait pas la suppression des

1. Mirman, Prop. de loi, annexes. Ch., 1900, p. 166, 1^{re} col.

sociétés ou compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes soumises à la surveillance et au contrôle de l'État. Tout agriculteur avait la libre faculté de s'y soumettre (article 5) mais si (article 6) « il ne fait pas la preuve qu'il a contracté une assurance envers l'une de ces sociétés ou compagnies il sera considéré comme adhérent à la Caisse nationale d'assurances dont les opérations sont étendues aux risques prévus par la présente loi. »

Cette obligation à l'assurance fut la pierre d'achoppement de la proposition Mirman ; elle fut très vivement combattue, non sans raison, car l'obligation d'assurance n'est possible qu'avec la création d'un organisme particulier qui assure aux assujettis le minimum de charges et le maximum de sécurité.

La proposition Mirman était un pas redoutable dans l'inconnu ; les charges financières qui en seraient résultées pour l'agriculture étaient bien au-dessus de ses moyens.

SECTION II

PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT MODIFIÉ PAR LA COMMISSION D'ASSURANCE ET DE PRÉVOYANCE SOCIALES (1).

Une commission interministérielle fut instituée par arrêté du ministre du Commerce du 25 octobre 1904, après entente avec le département de l'agriculture, à la suite du

1. Voir le texte annexe n° 2.

projet de résolution déposé par M. Mirman et voté par la Chambre le 1^{er} juin 1904. Elle était chargée d'examiner dans quelles conditions pourrait être réalisée la réforme proposée.

Ses travaux aboutirent aux solutions suivantes : le système de l'assurance obligatoire était rejeté ; le même régime devait être appliqué à l'agriculture et à l'industrie ; elle rédigea un avant-projet qui s'inspirait d'une double idée : faciliter aux ouvriers agricoles la preuve des accidents ; modérer les charges qui incomberaient à l'agriculture.

Le gouvernement adopta à peu près complètement le texte de la commission et déposa son projet sur le bureau de la Chambre le 5 novembre 1906.

La Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés le discuta ; M. Chauvin fut nommé rapporteur ; il déposa le 22 février 1907 un rapport suivi du texte du projet de loi adopté par la commission qui modifie sur certains points le projet du gouvernement.

La loi future est une adaptation de la législation de 1898 à l'agriculture, celle-ci doit s'appliquer sauf les modifications spéciales qui y seront apportées. Nous allons en examiner l'économie...

Les exploitations assujetties

L'article 1^{er} fixe les exploitations assujetties ; ce sont toutes celles où l'on fait usage de la terre pour un objet d'économie rurale, sont donc compris tous les établissements

horticoles, maraîchers, fruitiers, viticoles. L'énumération du texte n'est pas limitative.

Les travaux accessoires de l'agriculture tels que la fabrication du beurre, du fromage, du cidre, du vin, etc... sont également embrassés par l'article 1^{er}.

Le rapporteur M. Chauvin (1) déclare que pour décider si une exploitation se rattache à l'agriculture, au commerce ou à l'industrie « tout se réduit à une question de fait, celle de savoir si l'industrie considérée est ou non assujettie aux lois de 1898 et de 1906 ou si au contraire elle est en réalité un accessoire de l'exploitation agricole ou forestière principale. »

Le texte ajoute aux exploitations proprement dites certains « dépôts et magasins de vente » que certains exploitants possèdent dans les villes pour vendre leurs produits.

Personnes protégées

Ce seront en premier lieu les ouvriers et les employés occupés dans les exploitations assujetties. L'ouvrier à tâche, le tâcheron est aussi bien protégé que l'ouvrier qui travaille à l'heure, à la journée. En second lieu les personnes protégées comprennent les domestiques à l'exception de ceux exclusivement attachés à la personne.

Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} étend la protection à « toutes les personnes qui, même sans salaires, sont employées par l'exploitant. » C'est l'hypothèse souvent énoncée du

1. Chauvin, deuxième rapport, p. 20.

voisin qui donne son concours à titre d'aide, il ne reçoit pas de salaire mais agit à titre de revanche.

Mais la commission n'a admis cette règle qu'avec certaines limitations. Les membres de la famille de l'exploitant travaillant sans salaire pour son compte et sous sa direction sont exclus de la protection obligatoire parce qu'ils sont beaucoup plus des associés que des membres liés par un contrat de travail.

Les collaborateurs non salariés qui apporteraient un concours spontané sans avoir été sollicités ni acceptés par l'exploitant, se verraient également exclus du bénéfice de la nouvelle législation.

En dernier lieu, la commission a pensé qu'elle ne devrait pas protéger les collaborateurs non salariés qui seraient eux-mêmes des exploitants assujettis ou non.

Les travailleurs qui sont employés dans les parcs et les jardins pour l'élagage des arbres notamment courent des risques graves, ils se trouvent protégés par le projet de la commission; elle estime à juste titre que les propriétaires de jardins d'agrément et de parcs sont bien plus que la majorité de nos agriculteurs en état de payer la prime d'assurance.

Une situation spéciale, celle des travailleurs habituellement occupés à d'autres fonctions a attiré l'attention de la commission, c'est l'hypothèse du fermier qui emploie un dimanche ses charretiers et ses domestiques comme rabatteurs dans une partie de chasse, ou bien commande un de

ses charretiers pour aller livrer une pièce de vin au presbytère. Le projet estime équitablement que les garanties de la loi doivent profiter à ces travailleurs parce que « l'idée de direction qui fonde le risque professionnel existe ici manifestement » (1).

Exception de l'ouvrier patron

Le petit cultivateur travaillant généralement seul ou avec l'aide des membres de sa famille est exempté par l'article 4 de l'assujettissement à la loi qui ne met aucune obligation à sa charge même dans le cas où il aurait été obligé de recourir accidentellement à des collaborateurs pour exécuter un travail exceptionnel et sur lequel il ne devait pas compter normalement.

« Par exemple le cas où le cultivateur se voit tout à coup par la maladie ou la mort d'un parent, obligé de rentrer les moissons d'autrui, et s'il embauche des ouvriers, cette collaboration sera accidentelle (2). »

Ainsi l'exploitant qui travaille habituellement seul ni les membres de sa famille qui l'aident dans ses travaux ne sont protégés.

La dérogation à l'assujettissement dont il jouit en cas d'emploi d'un ou de deux collaborateurs accidentels cesse dès que l'exploitant fait appel au concours d'au moins trois ouvriers.

1. Voir Chauvin, *op. cit.*, p. 27.

2. Chauvin, *ibid.*, p. 29.

M. Chauvin explique cette disposition en disant « que partout où les ouvriers sont nombreux et où le travail presse, les risques professionnels deviennent sérieux et que laisser en matière agricole à la règle de l'article 1^{er}, § 2 de la loi de 1898 sa sphère d'application illimitée serait priver de la protection de la loi ceux des travailleurs de l'agriculture qui en ont peut être le plus grand besoin » (1).

Il trouve encore la justification de cette limite arbitraire de trois ouvriers dans l'exemple de certaines législations étrangères. La loi belge du 24 décembre 1903 n'assujettit que les exploitants occupant habituellement trois ouvriers (en dehors des fils et filles non salariés et des servantes s'occupant des travaux domestiques). La loi luxembourgeoise du 5 avril 1902, article 2, n'assujettit que les exploitations occupant régulièrement cinq ouvriers au moins, nous trouvons aussi une disposition identique dans le projet de loi hongrois sur l'assurance obligatoire des accidents du travail de 1903.

La loi protégera également les ouvriers étrangers, mais ils devront continuer à résider en France.

Assujettissement facultatif

L'article 5 qui organise cet assujettissement facultatif est la reproduction presque littérale d'un projet déjà voté par la Chambre des députés le 10 février 1902 sur la proposition

1. Chauvin, *ibidem*, p. 35.

de M. Mirman Les exploitants non assujettis par loi auront la faculté de se déclarer soumis à la loi en observant certaines formalités.

Les accidents garantis

Le caractère particulier du travail agricole qui oblige l'ouvrier à travailler isolément dans la campagne devait nécessiter l'attention du législateur sur la preuve que doit fournir la victime, que l'accident a eu lieu au cours de son travail.

L'article 6 établit une présomption *juristantum* au bénéfice des ouvriers agricoles. Sont présumés accidents du travail, sauf preuve contraire, tous les accidents survenus au cours du travail. « La victime devra faire la déclaration de l'accident dans le mois de sa date, afin de permettre au patron de réunir les éléments de la preuve établissant que l'accident est dû à une cause étrangère au travail ou à sa faute voulue. »

Deux raisons ont été données pour justifier cette exception au principe admis en jurisprudence qui oblige la victime à prouver la relation de causalité du travail à l'accident :

1° Certains esprits estiment que c'était la pensée du législateur de 1898 ;

2° Cette présomption serait particulièrement nécessaire en matière agricole, à cause de l'impossibilité matérielle pour la victime isolée au milieu de la plaine ou de la montagne, de prouver la relation de causalité existant entre l'accident et le travail.

Personnes responsables

L'exploitant est responsable. Il n'y aura pas de difficultés quand les deux qualités de propriétaire du sol et d'exploitant sont réunies sur la même tête ; il en va autrement quand elles se trouvent séparées.

Pour l'ouvrier blessé ou ses ayants droit, il n'y a pas de difficultés, l'unique responsable est l'exploitant. Peu importe que cet exploitant s'appelle fermier, métayer, etc., l'ouvrier embauché par lui ne connaît que lui, il ne doit pas être contraint d'aller réclamer l'indemnité d'accident à un propriétaire du sol inconnu ou lointain.

Ce principe ne reçoit pas d'exception en ce qui concerne le fermier qui a l'entière direction et la responsabilité de l'exploitation. Il en va autrement en ce qui concerne le métayer.

On le considère comme un associé, un salarié, beaucoup plus qu'un exploitant, on établit pour lui des règles spéciales.

1° Si une assurance n'a pas été contractée pour l'intégralité du risque, le métayer qui a dû payer à la victime l'indemnité totale a le droit, nonobstant toute convention contraire, de se retourner vers le propriétaire et de lui dire : Nous partageons habituellement les bonnes récoltes et les mauvaises, la bonne et la mauvaise fortune, il faut aussi partager le risque accident. » et le propriétaire devra lui restituer la moitié de l'indemnité payée ;

2° Si au contraire une assurance a été contractée pour l'intégralité du risque, ce recours disparaîtra et le propriétaire aura ainsi intérêt à couvrir son exploitation par une assurance dans les termes de la loi.

L'article 7 aura très certainement peu d'occasions de trouver son application car il est hors de doute que les propriétaires mettront dans leur baux une convention les déchargeant de toute responsabilité, imposant au métayer d'assurer le personnel contre les accidents du travail.

Détermination du salaire de base

Le salaire agricole offre différentes particularités : il peut être « variable », en « nature » ou « absent ».

Le salaire varie suivant les saisons. Il fallait trouver une solution lorsque l'ouvrier serait victime d'un accident pendant la période des moissons par exemple, qui est la période des hauts salaires. « Le projet propose de donner au juge du fait le mandat d'évaluer la durée de la période de salaire exceptionnel au cours de laquelle l'accident est survenu : pendant toute cette période la victime recevra une indemnité journalière égale à la moitié du salaire exceptionnel correspondant à la période considérée ; mais cette période achevée et parce que les évaluations d'un juge obligé de rechercher si l'ouvrier si accidenté aurait trouvé un autre travail et quel travail, deviendraient évidemment divinatoires, le projet décide que l'indemnité journalière sera la moitié d'un salaire de base fictif, celui des domestiques de ferme

employés à l'année dans la région où l'accident est survenu (1) ».

La salaire en nature sera déterminé fictivement par une évaluation faite par le Préfet après avis du Conseil général et des syndicats ouvriers et patronaux.

Il en sera de même en cas d'absence de salaire.

Mutualités communales

Le projet poursuit un double but : en première lieu, organiser un contrôle permanent de l'état des blessures des victimes d'accidents agricoles car l'on doit redouter la prolongation indéfinie de la période de soins afin de toucher plus longtemps les demi-salaires qui, s'accroissant continuellement, constitueraient un fardeau écrasant ; d'autre part, créer un organisme d'assurance décentralisé permettant aux agriculteurs de réduire la charge qui leur incomberait tout en sauvegardant la liberté de l'assurance.

Le projet envisage la création d'un système de mutualités régionales, en s'en référant à la loi du 4 juillet 1900 sur les caisses d'assurances mutuelles agricoles, cette loi a voulu favoriser les mutualités agricoles en les dispensant des formalités de la loi du 25 juillet 1867 sur les sociétés et les assujettissant seulement aux règles très larges de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels. Elle n'a subordonné ses faveurs qu'à trois conditions :

1° Que la société soit constituée entre agriculteurs ;

1. Chauvin, p. 50.

2° Qu'elle soit une mutualité ne réalisant pas de bénéfices ;

3° Qu'elle ne garantisse que des risques se rattachant à la profession agricole.

La commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre estime donc que « le risque accident se place de lui-même dans les cadres de la loi de 1900 dont le texte et l'esprit s'accordent parfaitement avec le projet actuel (1). »

Ces mutualités agricoles sont appelées à jouer un grand rôle, elles permettront aux agriculteurs de réaliser de très sérieuses économies. Les expériences étrangères et même françaises d'assurances mutuelles agricoles (2) le font espérer.

De très grandes résistances seront certes à vaincre, M. Chauvin ne le dissimule pas. « Il serait puéril, dit-il (3) de songer, que du jour au lendemain, et par le coup de baguette magique du Parlement, des mutualités agricoles régionales vont surgir ayant l'importance et présentant les

1. Chauvin, p. 55, v. rapport.

2. Loubat, *loc. cit.*, n° 381 cite trois exemples de telles assurances mutuelles nées de syndicats agricole.

1° La Solidarité orléanaise créée en 1891, transformée en 1899 en caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France contre les accidents du travail agricole.

Elle avait en 1902, 3.611 adhérents et assurait 139.000 hectares.

Elle en a en 1907, 7.933 et assure 368.000 hectares.

2° La Responsabilité agricole de Corbeil fondé en 1879 avait en 1903, 2.592 sociétaires et assurait 248.000 hectares.

3° La Caisse syndicale de secours contre les accidents corporels du travail agricole fondée par l'union des syndicats de Seine-et-Oise promet à ses adhérents un concours maximum de 5.000 francs. Elle perçoit des cotisations basées sur le taux des salaires et au-dessus de cette somme assure à la caisse syndicale mutuelle des agriculteurs de France.

3. Chauvin, p. 57.

garanties des grandes mutualités anglaises. Il faudra, surtout au début, compter avec la timidité d'exploitants peu habitués au mécanisme de l'assurance et plus disposés à médire de la loi nouvelle qu'à l'appliquer économiquement. Peut-être aussi les exploitants les plus riches dédaigneront-ils d'entrer dans les mutualités naissantes préférant s'adresser aux grandes compagnies; peut être enfin que d'autres sinistres relatifs à d'autres risques également agricoles viendront accabler la mutualité au moment où un accident du travail se produira.

» Ainsi la victime d'un accident grave pourrait se trouver en face d'une mutualité naissante ayant peu d'adhérents et encore moins de ressources, et comme la loi du 4 juillet 1900 n'a pas abrogé l'article 29 du décret du 22 janvier 1868 fixant le maximum de cotisation annuelle dont chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres, la victime dont il s'agit devrait subir une réduction de l'indemnité due.

» Les craintes devaient conduire tout naturellement les auteurs du projet de loi aux idées de réassurance obligatoire de fixation d'un minimum d'adhérents et de limitation des opérations de la mutualité à l'assurance accidents. »

Le projet du gouvernement instituait bien des mutualités mais leur sphère d'action ne comprenait que les indemnités autres que les rentes. La mutualité devait contracter une réassurance à une compagnie d'assurances mutuelles contre les accidents ou à prime fixe soumise au contrôle de l'État,

Quant aux rentes que la mutualité ne pouvait assurer directement, il lui était permis d'assurer tout ou partie de ses membres par police collective à une compagnie d'assurances.

Le texte du projet de la commission supprime entièrement l'obligation de la réassurance, la mutualité communale conserve les risques assurés par elle. Mais pour ne pas lui imposer sans périls des risques trop importants le projet accorde seulement à ces mutualités le droit d'assurer les indemnités d'incapacité temporaire.

« Le projet habilite enfin expressément la Caisse nationale d'assurance à assurer les membres des mutualités agricoles contre les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle »,

Fonds de garantie

La loi devait nécessairement prévoir un fonds de garantie « contrepois et rançon de la liberté de l'assurance; il institue en réalité à côté de l'assurance libre une réassurance obligatoire qui peut seule donner au monde du travail la sécurité à laquelle il a droit » (1).

Il n'aurait pas lieu d'être avec un système comportant l'assujettissement obligatoire à une assurance d'état.

Si le fond de garantie apparaît nécessaire, le procédé pour l'alimenter offre de grandes difficultés à établir.

1. Chauvin C. D., p. 62.

« Un triple principe cependant se détache et s'impose au premier examen : puisque, en effet, le fonds de garantie est en réalité une caisse de réassurance qui doit supporter le risque accident lorsque en même temps que celui-ci se réalise le risque insolvabilité du responsable, il doit être équitablement alimenté par une contribution prélevée sur ceux qui sont éventuellement appelés à y avoir recours et proportionnelle à la fois à l'importance du risque insolvabilité et du risque accident envisagée par rapport à chacun des cotisants » (1).

Sur quelles bases pratiques déterminera-t-on cette contribution ? La difficulté apparaît très grande. Comment évaluera-t-on le risque insolvabilité ? M. Chauvin avoue qu'il faudra se résigner à demeurer dans le domaine de l'à peu près.

De nombreux systèmes ont été envisagés ; le projet s'est arrêté à deux solutions :

Le fonds de garantie sera alimenté :

1° Par une contribution additionnelle à la prime d'assurance ;

2° Par une contribution additionnelle au principal de liquidation des rentes d'invalidité.

Le premier mode consiste à ajouter à la prime d'assurance une légère taxe qui sera perçue en même temps que la prime par la compagnie d'assurance. Celle-ci devra ensuite les reverser au fonds de garantie.

1. Chauvin C. D., p. 63.

Ce système a triomphé parce qu'il réalise une très grande simplicité, une grande facilité et une grande économie de perception. C'est ce système qui a déjà été adopté par le parlement dans la loi du 12 avril 1904 qui règle le mode de contribution au fonds de garantie des exploitations agricoles, assujetties par la loi du 3 juin 1899.

Mais il ne pouvait être appliqué aux assujettis non assurés : le projet les oblige à alimenter le fonds de garantie proportionnellement au risque accident à leur charge. Le mode de contribution consiste alors à asseoir la taxe sur le capital constitutif des rentes d'invalidité et à la percevoir hors de la liquidation de ces rentes.

M. Chauvin prétend enfin que « ce système réalise évidemment une proportionnalité satisfaisante de la contribution au risque accident, puisque c'est la réalisation du risque réel lui-même (et non plus d'un risque fictif comme dans le système de la caisse des morts) qui fait naître la créance du fonds de garantie et puisque le montant de cette créance est exactement proportionnel à l'importance du risque (1).

Critiques de la Commission de l'Agriculture de la Chambre

Il nous paraît impossible de ne pas indiquer à la suite de l'exposition que nous venons de faire du projet du Gouvernement modifié par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre, les critiques très impor-

1. Chauvin, *ibid.*, p. 74.

tantes qui lui furent adressées par la Commission de l'agriculture de la Chambre.

Par l'organe de son rapporteur M. Chaigne, la commission de l'agriculture a conclu à l'ajournement et au renvoi du projet pour avis aux Conseils Généraux et aux organisations agricoles ouvrières et patronales. Un questionnaire leur serait adressé sur le principe même de la loi et sur ses conditions pratiques d'application.

La commission de l'agriculture entendait se préoccuper avant tout de la répercussion financière de la loi nouvelle et s'entoura de renseignements qui permirent à M. Chaigne (1) de fournir les précisions suivantes :

« L'extension de la loi du 9 avril 1898, aux ouvriers agricoles fera naître des risques qui devront être couverts par des assurances.

« Nous ne voulons pas envisager en effet les effroyables dangers de l'imprévoyance qui créerait dans ce pays une classe de parias agricoles toujours menacés par la dette née d'un accident, vis-à-vis de la Caisse nationale et qui serait ainsi dans l'impossibilité de s'assurer un droit de propriété sur un objet quelconque mobilier ou immobilier, susceptible d'être saisi.

Voici, renseignements pris tant auprès des compagnies à primes fixes qu'auprès des sociétés d'assurances mutuelles

1. Avis présenté au nom de la Commission de l'Agriculture sur le projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail par M. Chaigne député, Doc. parl. Chambres annexes, *Journ. off.*, 1907, p. 980.

quelles seraient les primes exigées pour garantir les risques qui seraient la conséquence immédiate de la loi proposée.

Il nous a été tout d'abord déclaré qu'a s'en tenir aux termes actuels du projet de la commission toute prévision était impossible. L'article 6, en effet, permettant par le renversement de la preuve à tous les malades chroniques, hernieux, tuberculeux, variqueux, etc., de bénéficier de la présomption légale qu'ils sont jusqu'à preuve du contraire, accidentés du travail, il est très difficile d'établir les primes destinées à garantir toutes les avaries de plusieurs générations.

Mais en supposant que l'article 6 vienne à disparaître et que conformément aux règles ordinaires du droit, la charge de la preuve demeurât au demandeur, qui devrait établir la relation de cause à effet entre l'accident et le travail, l'imprécision persiste encore.

Les risques varient à l'infini dans l'infinie variété des travaux agricoles. Ils sont plus graves pour le bouvier que pour le maraîcher, pour le vigneron que pour le producteur de céréales, pour le bûcheron que pour le jardinier paysagiste, pour le jockey que pour le greffeur en chambre.

M. Saget, directeur de la Caisse d'assurances mutuelles, affiliée à la Société des agriculteurs de France, entendu par votre commission, a notamment indiqué que le jour même il venait de refuser d'assurer un vignoble pour une prime de 10 francs à l'hectare.

Et, comme un commissaire lui demandait :

Quelle prime eut-il fallu ?

« Je ne sais trop, a-t-il répondu, 15 francs, 20 francs peut-être à l'hectare.

« Mais sans entrer dans le détail de nos recherches, qu'il soit permis de les résumer en ces quelques chiffres.

« En dehors des cultures exceptionnelles et plus particulièrement dangereuses, comme la vigne (à cause des transports, des pressoirs, des soins à donner aux celliers) la moyenne des primes à prévoir est de 3 francs par hectare, au moins pour l'ensemble du territoire cultivé dans la métropole.

» Tel est le chiffre fourni par M. Sagot parlant au nom des assurances mutuelles agricoles.

Tel serait aussi, nous a-t-on dit, le chiffre des compagnies d'assurances à prime fixe.

» Il ne restait donc plus à votre commission de l'agriculture qu'à rapprocher ce chiffre minimum du nombre d'hectares cultivés dans notre pays pour connaître la charge approximative qu'imposerait aux classes rurales l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux accidents agricoles.

« Le nombre d'hectares cultivés est, d'après les plus récentes statistiques, de 45 millions environ sur 52 millions d'hectares imposables ; les agriculteurs auraient donc à payer en primes annuelles, pour se couvrir des risques que ferait peser sur eux, du jour au lendemain la loi mise à l'ordre du jour une somme de 135 millions de francs. »

La commission de l'agriculture estime que le pays rural ne peut supporter ce fardeau.

Le rapporteur étudie ensuite les dispositions du projet de loi. Il critique l'exception faite par l'article premier en faveur des « domestiques exclusivement attachés à la personne » qui ne s'appliquera qu'à la très grande propriété. Mais ses critiques vont surtout à la disposition relative à l'assujettissement à la loi pour l'emploi de personnes qui ne touchent point de salaires.

Cette disposition changerait de fond en comble les habitudes rurales « ou le concours prêté sans rétribution et à charge de revanche est de tradition ».

« Le cultivateur montagnard dont le char est sur le point de tomber dans un précipice ne va-t-il pas crier aux voisins accourus pour l'aider et le tirer de peine : « Allez-vous en, je ne suis pas assuré. Mieux vaut laisser périr charrette, bœufs, et chargement que de courir le risque d'avoir à payer une rente qui absorbera le produit de mon travail jusqu'à la fin de mes jours. »

La commission conteste à cet acte de complaisance le caractère d'un contrat de travail.

M. Chaîne combat aussi d'une façon très vive la présomption juristantum dispensant les ouvriers agricoles d'administrer la preuve de la causalité entre le travail et l'accident car le droit commun impose à tout demandeur le fardeau de la preuve.

Enfin la dernière observation importante faite par la com-

mission concerne le chiffre du salaire qui sera pris en considération. Elle voudrait que l'on revint au chiffre de 800 fr. proposé par le gouvernement, au delà duquel les rentes ne sont allouées que sur le quart du salaire de base en tenant compte des conditions spéciales de vie rurale.

La commission de l'agriculture demandait alors le rejet ou au moins la modification du projet.

SECTION III

PROPOSITION BEAUREGARD (1)

Les observations présentées dans la discussion à la commission de l'agriculture de la Chambre du projet de loi du gouvernement modifié par la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre offrirent à M. Beauregard l'occasion de coordonner, dans une proposition de loi, les idées qui avaient été émises sur le risque professionnel agricole.

Le grand reproche qui, ainsi que nous l'avons dit, était adressé au projet du gouvernement, tenait aux charges excessives et très lourdes qui en seraient résultées. La commission d'assurance et de prévoyance sociales, déclare M. Beauregard, n'a tenu aucun compte des conditions spéciales dans lesquelles se trouvait l'agriculture.

1. Voir le texte, annexe n° 3.

« Il est évident, dit-il (1), que le chef d'une entreprise agricole est le plus souvent dans l'impossibilité absolue de surveiller des travaux qui s'effectuent hors de sa présence parfois très loin de lui ?

» Que les travaux agricoles, dans la majorité des cas, n'exposent pas, comme les travaux industriels, les employés ou ouvriers aux dangers permanents d'un métier que l'outillage en action rend dangereux aux plus prudents. Chacun des ouvriers agricoles, sauf en des périodes exceptionnelles, travaille dans des conditions qui semblent sensiblement les mêmes que celles dans lesquelles il travaillerait pour son propre compte ou isolément.

» Que la vie à la campagne, infiniment plus facile et moins coûteuse que la vie dans les villes, ne permet pas, sans injustice, de fixer les indemnités d'après les mêmes règles qu'en matière industrielle.

» Que les accidents y ont le plus souvent des conséquences moindres pour l'avenir, l'ouvrier blessé trouvant encore à s'employer dans les champs ou au village, alors que toute activité lui serait impossible à la ville.

» Que l'âge à partir duquel l'enfant peut se suffire par son travail n'est pas le même dans l'industrie et dans l'agriculture.

» Que cette dernière, enfin, traverse des difficultés dont elle n'a pas encore triomphé, que ses prix de vente ne sauraient s'élever à volonté ; qu'en un mot au moment où l'on veut

1. Beauregard, rapport. Chambre, 1907, n° 1271.

l'appeler au grand devoir de la responsabilité des accidents, selon les règles du risque professionnel, il est indispensable de mesurer de très près les charges qu'il s'agit de lui imposer. »

M. Beauregard se déclare partisan résolu du risque professionnel et de son extension à l'agriculture, mais il ne veut voir opérer cette réforme qu'avec le plus grand doigté en atténuant le plus possible les charges qui incomberont de ce fait aux exploitations agricoles.

Voici les idées auxquelles il s'est attaché :

1^o Rédiger une loi complète, absolument indépendante de la loi de 1898. A une situation spéciale doit correspondre une loi spéciale ; le risque professionnel en matière agricole doit être envisagé et ses cas d'application énumérés avec le plus grand soin. Chefs d'entreprise et employés ou ouvriers ont d'ailleurs l'intérêt le plus évident à posséder un texte complet, les dispensant de toutes recherches. Toute complication dans la législation qui doit régler leurs rapports en ferait la proie des agents d'affaires ;

2^o Limiter exactement les personnes qui supporteront les charges de la loi ou profiteront de ses dispositions ;

3^o Rectifier les bases du calcul, soit des frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires, soit des rentes à attribuer aux victimes ou à leurs représentants ;

4^o Limiter à 800 francs, comme le proposait le projet du gouvernement, la somme des salaires comptant intégralement pour le calcul des pensions.

5° Abaisser de seize à quatorze ans l'âge jusqu'auquel les mineurs auront droit à la pension ;

6° Faire de l'ivresse manifeste une faute inexcusable ; l'impossibilité d'exercer une surveillance effective ne permettant pas au chef d'entreprise d'obvier au danger du travail dans le cas supposé ;

7° Déclarer également faute inexcusable la brutalité envers les animaux quand elle provoque l'accident ;

8° Permettre à raison de l'éloignement fréquent du lieu de l'accident, de faire entendre comme témoins les ouvriers et employés de l'exploitation et donner à tous les intéressés un délai suffisant pour répondre à la citation ;

9° Limiter les incapacités permanentes donnant droit à pension ;

10° Dispenser le chef d'entreprise du paiement de l'indemnité pendant les quatre premiers jours qui suivent l'accident ;

11° Lui accorder la même dispense vis-à-vis de victimes célibataires ou veufs sans enfants tant que ceux-ci seront logés et nourris par lui ou hospitalisés à ses frais ;

12° Supprimer la présomption établie par l'article 6 du projet de la commission d'assurance et de prévoyance sociales et revenir, sur ce point au droit commun ;

13° Assurer les secours médicaux et pharmaceutiques en établissant une liste de médecins et pharmaciens auxquels les intéressés pourront s'adresser et en posant le principe d'un tarif d'honoraires forfaitaires ;

14° Enfin, adapter à la situation que créera la loi nouvelle, la loi du 30 juin 1899 sans rien changer à ses principes essentiels. (1) »

Exploitations assujetties

L'énumération de l'article premier paragraphes 1 et 2 embrasse les mêmes exploitations que le projet du gouvernement.

Les exploitations agricoles, viticoles et forestières, les exploitations d'élevage, les haras, les dépôts et magasins de vente se rattachant à des exploitations agricoles seront assujetties à la loi nouvelle.

Le paragraphe 3 de l'article premier dispose en outre qu'est considérée aussi comme exploitation agricole : le jardinage d'art et de commerce, les pépinières, la culture des graines mais non la culture exclusive des jardins domestiques et d'agrément. »

Personnes protégées

Tous les ouvriers et employés agricoles seront protégés. Quant aux salariés spéciaux à l'agriculture qu'on appelle « les domestiques agricoles ». M. Beauregard les omet dans son énumération. Il semble donc qu'il ait voulu les laisser en dehors de l'application de la loi jusqu'à ce qu'une loi spéciale vienne protéger les domestiques.

De plus également par prétérition M. Beauregard refuse la

1. Beauregard, *ibidem*, p. 7.

protection aux collaborateurs non salariés sans distinguer entre les membres de la famille de l'exploitant et les collaborateurs spontanés ou non.

Les membres de la famille pourront être protégés par la volonté du chef d'exploitant, il lui suffira de remplir les formalités prévues par la loi.

Les ouvriers étrangers sont assimilés aux ouvriers français, mais s'ils cessent de résider en France, ils reçoivent pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

De plus, les représentants étrangers d'un ouvrier étranger n'auront pas droit aux stipulations édictées à leur profit dans la loi s'ils résident hors de France au moment de l'accident. Des traités internationaux pourront modifier cette dernière disposition en stipulant la réciprocité au profit des ouvriers français...

Personnes responsables

La responsabilité des accidents survenus aux ouvriers agricoles pendant leur travail incombe aux chefs d'exploitations. Ils sont seuls débiteurs de l'indemnité.

L'article 1 p. 4, dispose « que les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades. »

M. Beauregard a adopté le texte du projet du gouvernement en ce qui concerne les métayers qui auraient un

recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités. De même pour la garde des animaux la solution est identique à l'exception du cas où le gardien d'animaux appartenant à plusieurs propriétaires se trouve blessé par un animal dont on connaît le propriétaire ; dans ce cas, ce propriétaire seul est tenu de l'indemnité due à la victime.

Les indemnités et les rentes

L'ouvrier atteint d'une incapacité permanente partielle aura droit à une rente correspondant à la moitié de la réduction de capacité ouvrière qu'il aura subie.

Il y a donc sur ce point assimilation complète avec le régime de la loi de 1898.

Mais M. Beauregard propose de plus, de ne pas réparer du tout le préjudice réel inférieur ou égal à une diminution de salaire de 15 o/o.

La loi de 1898 accorde à l'ouvrier atteint d'une incapacité totale de travail une rente égale aux deux tiers du salaire, M. Beauregard propose de la réduire à la moitié. Il demande d'étendre et de préciser la notion de la faute inexcusable de l'ouvrier.

La jurisprudence a attribué le caractère de faute inexcusable à l'accident provoqué par un acte de volonté ayant le caractère d'une méchanceté préméditée accompagnée de la conscience du danger couru. M. Beauregard veut dorénavant lier le juge et l'obliger, en cas d'ivresse, et de mauvais

traitement des animaux à déclarer la faute inexcusable de l'ouvrier blessé.

Lorsque la victime d'un accident subira une incapacité temporaire, l'indemnité sera égale à la moitié du salaire touché lors de l'accident sans distinguer entre les jours fériés ou autres.

M. Beauregard a prévu le cas où le salaire est variable et où la rémunération est en nature.

L'article 3, paragraphe 5, dispose qu' « en cas de salaire variable, l'indemnité journalière est égale, jusqu'à l'époque à laquelle devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation, à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident et, par suite, elle est égale à la moitié du salaire quotidien, arrêté tous les trois ans, pour le département de la résidence de la victime, par le préfet, après avis du Conseil général et après enquête suivie notamment auprès des syndicats agricoles ouvriers et patronaux d'après le salaire des ouvriers employés à l'année.

S'il y a rémunération en nature elle est calculée à moins de stipulation contraire élevant le chiffre de sa quotité, sur le taux arrêté comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département. »

M. Beauregard institue un délai de carence de quatre jours pendant lequel quelle que soit la durée de l'accident la victime restera sans recevoir de secours quelconques de l'employeur. C'est une des mesures destinées à réduire le coût de la loi.

Les célibataires ou veufs sans enfants, nourris ou hospi-

talisés aux frais de l'exposant n'auront droit à aucune indemnité; on a pensé ainsi encourager l'exploitant à soigner l'ouvrier blessé dans la maison comme un membre de la famille: Ne va-t-on pas à une désillusion et à une déconvenue ?

Lorsque l'accident est suivi de mort, les ayants cause de la victime ont droit à une rente. La loi de 1898 accorde 20 o/o au conjoint, 15 o/o à l'orphelin unique, 25 o/o, 35 o/o, 40 o/o aux orphelins multiples, 20 o/o aux orphelins de père et de mère, 10 o/o aux ascendants et descendants à la charge de la victime le maximum étant de 30 o/o.

Au contraire, M. Beauregard propose d'accorder les rentes suivantes, savoir : 15 o/o au conjoint, 10 o/o à l'orphelin unique, 20, 30 et 35 o/o aux orphelins multiples, 15 o/o aux orphelins de père et de mère, 7,50 o/o aux ascendants et descendants à la charge de la victime, le maximum étant de 25 o/o.

De plus la loi de 1898 stipule les rentes au profit des enfants mineurs légitimes ou naturels reconnus de la victime jusqu'à leur seizième année ; au contraire, M. Beauregard, pense que les enfants destinés aux travaux des champs peuvent travailler normalement dès l'âge de quatorze ans ; ils n'auront droit au bénéfice de la rente que jusqu'à cet âge. Si le conjoint de la victime se remarie il cessera d'avoir droit à la rente, mais il touchera un capital équivalent à trois fois l'indemnité annuelle.

Les organismes d'assurance

Les exploitants pourront s'adresser aux sociétés d'assurances mutuelles ou à prime fixe, mais ils auront de plus la faculté de créer des mutualités auxquelles ils pourront assurer une partie de leurs risques.

Ces mutualités doivent être constituées dans les conditions prévues par la loi du 4 juillet 1900 pourvu :

1° Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'assurance des indemnités d'incapacité temporaire et des frais accessoires ;

2° Qu'elles comprennent au moins 20 adhérents ;

3° Qu'elles réassurent obligatoirement les indemnités susvisées, dans une proportion qui ne sera pas inférieure à 25 0/0 ou supérieure à 75 0/0 à une des sociétés d'assurances contre les accidents du travail fonctionnant en conformité de l'article 26 de la présente loi.

Le rôle de ces mutualités sera certainement illusoire ainsi limité à l'assurance des indemnités temporaires.

Quant aux accidents occasionnant la mort ou une incapacité permanente, les exploitants ne pourront les assurer qu'auprès des sociétés d'assurances.

« Cette disposition déclare M. Auclair (1) élimine la Caisse nationale d'assurances, et de plus les exploitants

1. Auclair, *les Lois ouvrières et l'agriculture*. Thèse Paris, 1909, p. 204.

n'auront aucun intérêt à passer par les mutualités. Il faudra une police pour les accidents entraînant la mort ou une incapacité permanente, une autre pour les incapacités temporaires et une réassurance de la mutualité auprès des compagnies d'assurances. L'employeur ira tout droit à la compagnie d'assurances qui lui assurera tous les risques, en laissant de côté la mutualité. »

Garanties

Quelles seront les garanties données pour le paiement des indemnités ?

La créance relative aux frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires ainsi qu'aux indemnités de demi-salaire sera garantie par le privilège de l'article 2.101 du Code civil :

Il sera institué un fonds spécial de garantie pour assurer le paiement des rentes d'incapacité permanente qui sera alimenté de deux façons.

a) S'il y a eu contrat d'assurance, il sera perçu une contribution additionnelle destinée uniquement au fonds de garantie.

b) S'il n'y a pas eu d'assurance, il sera perçu en cas de liquidation des rentes mises à la charge des assujettis une contribution additionnelle au capital constitutif desdites rentes.

C'est le système identique à celui du projet du gouvernement.

M. Beauregard envisage au reste pour l'application de sa

proposition de loi un mécanisme particulier qui s'éloigne assez peu des règles établies en 1898.

La proposition fut renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre qui confia à M. Chauvin la mission de rapporteur. Celui-ci déposa le 9 juin 1910 son rapport sur le bureau de la Chambre.

La proposition de M. Beauregard donne satisfaction aux représentants de l'agriculture, elle a d'ailleurs été inspirée par leurs revendications. Mais elle se heurte à l'opposition de la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre qui estime qu'il est impossible de justifier vis-à-vis des ouvriers agricoles des mesures tendant à diminuer le coût de la loi en réduisant l'émolument de la victime.

Voyons maintenant les diverses propositions relatives aux accidents forestiers et auparavant parcourons rapidement la législation qui les régit et son interprétation par la jurisprudence.

SECTION IV

LES PROJETS DE RÉFORME RELATIFS AUX EXPLOITATIONS FORESTIÈRES

1. — *La loi du 30 juin 1899 et la sylviculture*

La sylviculture est considérée comme une branche de l'agriculture puisqu'elle produit la matière organique ; sur ce point, doctrine et jurisprudence s'accordent généralement

et décident ainsi que les exploitations forestières sont des exploitations agricoles.

La coupe de bois est, dit-on, la récolte des produits forestiers, d'où l'on conclue que son exploitation est un travail agricole indépendant de la qualité de ceux qui s'y livrent ou de celle des exploitants.

Cependant, un grand économiste, M. P. Leroy-Beaulieu range la sylviculture parmi les industries extractives (1).

L'intérêt des ouvriers bûcherons apparaît considérable à l'adoption de cette solution, car ils recueilleraient le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 et se trouveraient protégés par le risque industriel.

Le caractère particulier des exploitations forestières qui sont plutôt, à notre avis, des exploitations industrielles qu'agricoles présente un très grand intérêt. Les ouvriers forestiers groupés en syndicats nombreux et puissants ont obtenu de nombreux avantages et sans aucun doute ils seront bientôt protégés par le risque professionnel. Nous étudierons, dans ce chapitre, le problème juridique, nous examinerons ensuite les différentes manifestations législatives qui, espérons-le, feront bientôt triompher l'application du risque professionnel industriel aux ouvriers bûcherons.

Quelle allait donc être la situation des ouvriers des forêts au lendemain de l'adoption de la loi du 9 avril 1898?

Ils sollicitèrent de suite l'avis du comité consultatif des assurances sur les accidents du travail, sur l'interprétation de

1. P. Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, t. I, p. 159.

la loi de 1898. Celui-ci, le 21 juin 1899 (1) émit l'avis :
« 1° Que l'exploitation industrielle des coupes de bois, dans les conditions exposées, implique, suivant la distribution des opérations, soit des entreprises de transport, soit des chantiers tombant sous le coup de la loi.

2° Que les entrepôts de bois, même sans sciage permanent, constituent également des « chantiers », ce mot employé dans l'article premier de la loi paraissant devoir garder le sens étendu que lui assigne la langue usuelle et ne pouvoir être spécialement appliqué aux chantiers de travaux publics ou privés, déjà compris dans l'expression générale « industrie du bâtiment ».

Le Comité consultatif pensait ainsi que les exploitations forestières étaient assujetties à la loi du 9 avril 1898. Quoi de plus vrai et de plus juste ? L'emplacement où travaillent les bûcherons à l'abatage, à l'écorçage, au tronçonnage, au sciage, à l'empilage des arbres est certes un chantier, qui rentre dans l'énumération de l'article premier de la loi du 9 avril 1898 et se trouve donc assujetti aux prescriptions de la loi.

Quelle solution allait prévaloir devant nos tribunaux ? En présence des espèces différentes, ils hésitèrent à donner de suite leurs solutions.

Un arrêt de la Cour de Paris du 2 avril 1901 (2) et un

1. *Journ. off.*, 6 janvier 1900.

2. *Recueil de documents sur les accidents du travail réunis par le ministère du Travail*, n° 3, p. 785. La Cour s'exprimait ainsi dans ses motifs : « Con-

jugement du tribunal de Bagnères du 18 janvier 1901 (1) décidèrent que l'exploitation d'une forêt, le parterre de la coupe de bois constituent un chantier. Toutes les conditions se trouvant, en effet, remplies, réunion d'ouvriers, direction du travail, l'article premier de la loi du 9 avril 1898 est dès lors applicable.

sidérant que ce dernier (Besnault), qui exerce depuis un grand nombre d'années la profession de marchand de bois, doit être réputé chef d'entreprise, que les opérations auxquelles il se livrait n'ont pas le caractère d'une exploitation agricole mais constituent un acte de commerce. Considérant que le patron de la coupe où l'accident s'est produit est un chantier, ce mot se définissant « un lieu où on dispose des matériaux pour les conserver ou pour les travailler » que cette définition s'applique particulièrement dans l'espèce puisqu'on constate au moment de l'accident, tout au moins la présence de trois ouvriers occupés chacun à l'abatage d'un arbre différent, de deux scieurs de longs et de deux charretiers transportant les tronçons à la scierie ; que la multiplicité et la simultanéité des travaux créaient les risques d'accidents qui ont inspiré la nouvelle législation.

1. Tribunal de Bagnères. *Gazette des tribunaux*, 1901, 1^{re} Sem. 2. 404. Il se prononçait ainsi : « Attendu que si la coupe et l'abatage des arbres en forêt peut constituer, dans certains cas, un travail agricole, il perd certainement ce caractère lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce d'un industriel qui achète un produit agricole pour l'exploiter industriellement ; que P... ne saurait sérieusement soutenir que les arbres qu'il faisait abattre provenant d'une coupe qu'il avait achetée n'étaient pas destinés à alimenter son usine de scierie mécanique où ils devaient être débités et transformés ; qu'il existe la relation, le lien le plus étroit entre le lieu où s'effectuait la coupe et l'installation industrielle de P..., de telle sorte que le chantier en forêt doit être considéré comme une annexe de l'installation industrielle et participer du même caractère ; attendu que le lien de dépendance qui rattachait le travail industriel fait en forêt à la scierie mécanique de P..., est de nature à faire considérer l'ensemble de l'installation industrielle de P..., comme étant soumis à l'application de la loi de 1898, comme constituant soit une usine, soit une exploitation dans laquelle il est fait usage d'un moteur inanimé ; attendu en outre qu'en considérant isolément le travail industriel auquel R... était employé en

Mais ces décisions demeurèrent malheureusement isolées et une jurisprudence presque constante adopta la doctrine inverse. Le tribunal de simple police de Saint-Fargeau décidait ainsi l'un des premiers que l'exploitation forestière ressort de l'agriculture et qu'il est inexact de considérer comme un chantier une coupe de bois vulgairement appelée « vente ».

« Attendu que si la loi de 1898 n'énonce pas dans son texte ce qu'il faut entendre par le mot « chantier », il n'est pas douteux qu'il ne puisse s'agir que du groupement dans un endroit déterminé et relativement restreint, d'un certain nombre d'ouvriers employés comme le fait connaître du reste la circulaire interprétative de M. le Garde des Sceaux du 10 juin 1899, à la préparation des matériaux, à des terrassements ou à des travaux quelconques en vue de la cons-

forêt, il tomberait pareillement sous le coup de la loi de 1898, par le motif que l'installation de ce travail constituerait un chantier au sens de ladite loi ; que l'expression « chantier » ne doit pas être prise dans son acception usuelle, puisqu'alors elle ferait double emploi avec d'autres dispositions contenues dans l'article premier de ladite loi, notamment avec celle qui soumet d'une manière générale au régime du risque professionnel l'industrie du bâtiment ; que cette expression doit être prise dans un sens général et étendu et doit s'appliquer à toutes réunions d'ouvriers, employés à un travail industriel et ne rentrant pas dans les autres cas énumérés par la loi ; attendu qu'en fait R... était employé avec trois ouvriers sous la surveillance et la direction d'un autre ouvrier ; que ce groupement d'ouvriers travaillant ensemble en vue de l'exécution de la même entreprise industrielle, concourant au même but sous une direction unique, s'entraïdant les uns et les autres, se transportant successivement sur les divers points où s'effectuait la coupe, constituait un chantier et doit bénéficier à ce titre des dispositions de la loi de 1898.

truction d'édifices, de ponts, de canaux, de routes, etc... et ce sous la surveillance d'un patron ou préposé, chef de chantier; attendu qu'une telle définition ne peut être appliquée à une coupe de bois qui, au lieu de s'étendre sur un emplacement relativement restreint, ou peuvent être surveillés facilement tous les ouvriers qui y travaillent, comprend quelquefois jusqu'à 20 hectares de forêts et même plus : par terre de coupe où chaque bûcheron possède un atelier qui lui est propre, qu'il a tiré au sort, et dans lequel aucun autre ouvrier n'a le droit de pénétrer pour y travailler sans sa permission; que ces travailleurs, dont, à juste titre, il est profondément regrettable de constater qu'ils ne peuvent dans l'état actuel de la législation, bénéficier des bienfaits de la loi sur les accidents du travail, n'exercent pas leur profession par groupement, mais bien isolément, ainsi que le prouve l'enquête à laquelle il vient d'être procédé puisqu'il est établi qu'ils se trouvent quelquefois à plus de 200 mètres les uns des autres; qu'ils ne pourraient donc être à toute heure utilement surveillés dans leur travail, comme cela doit pouvoir être fait dans un chantier » (1).

Les tribunaux des régions forestières abondent bientôt dans le même sens. Un jugement du tribunal de Saint-Dié déclare dans ses considérants « que la mise en œuvre d'une coupe constitue incontestablement une exploitation fores-

1. Tribunal paix Saint-Fargeau, 21 septembre 1910. *Jurisp. des acc. du Trav.*, t. III, p. 74.

tière, mais que celles-ci ne sont pas désignées dans l'article premier, § premier de la loi du 5 avril 1898 ; que d'autre part il ne peut pas être contesté que telles que se pratiquent dans la région de l'Est de la France et notamment dans les Vosges, les exploitations forestières, il n'y est utilisé aucun moteur ; qu'il n'y est pas davantage fait emploi de matières explosibles et que les diverses opérations qu'elles comportent s'y accomplissent toutes, soit par la seule force de l'homme, soit par l'effort combiné de l'homme et des animaux ; que dans ces conditions il apparaît que les exploitations forestières ainsi définies, ne rentrent pas dans la catégorie des exploitations tombant sous l'application de la loi du 9 avril 1898 et que, conséquemment de ce chef, ladite loi n'est pas applicable en l'espèce » (1).

Cette décision fut confirmée par un arrêt de la Cour de Nancy (2) qui fixa définitivement la thèse jurisprudentielle : « Attendu que les exploitations forestières telles qu'elles s'effectuent dans les Vosges ne sont qu'une variété des exploitations agricoles ; qu'elles sont de même nature, puisqu'elles ont comme elles pour objet la mise en valeur ou l'utilisation des produits du sol ; que le législateur a certainement voulu que les exploitations qui, comme elles, se rapportent à l'agriculture, ne soient soumises aux dispositions de la loi sur les accidents du travail qu'au cas, qui ne

1. Saint-Dié, 1^{er} juin 1900, *G. Pal.*, 1900.2.130.

2. Nancy, 15 décembre 1900. *Rec. de Doc. sur les acc. du trav.* n° 3, p. 698.

se présente pas dans l'espèce, où il serait fait usage, soit d'explosifs, soit de moteurs inanimés ; que son intention à cet égard s'est formellement affirmée, à diverses reprises dans les travaux préparatoires de la loi de 1898.

La Cour suprême se range à cette opinion ; un arrêt de la Chambre des requêtes du 4 août 1903 (1) confirmant un arrêt de la Cour de Caen du 30 janvier 1901 décide en effet « que la coupe forestière ne saurait être assimilée à un chantier alors surtout que les arbres abattus n'étaient ni entamés, ni sciés, ni façonnés, qu'il n'était fait usage d'aucune machine mue par une autre force que celle des hommes ou des animaux ; que l'expression chantier implique le groupement dans un emplacement déterminé d'un certain nombre d'ouvriers employés à la préparation des matériaux destinés à des constructions ou à des travaux quelconques ».

La jurisprudence se trouvait donc divisée en deux systèmes.

Dans un premier système, adopté par quelques rares tribunaux nous l'avons vu, et par une partie de la doctrine (2), l'on entend de la façon la plus large l'article premier, 3^e de la loi du 9 avril 1898. L'on considère comme constituant un chantier « tout emplacement où des ouvriers sont occupés à travailler les bois, la pierre, la terre et les différents matériaux destinés à l'édification du bâtiment ou à

1. Cass., 4 août 1903. D. 1904. 1. 46.

2. Loubat, *op. cit.*, 2^e édit., p. 100.

la construction de routes, chemins, travaux d'art, voies ferrées, etc... mais encore tous ateliers en plein air où l'on dispose certains objets pour les travailler.

Le deuxième système adopté par la presque unanimité de la jurisprudence refuse aux exploitations forestières, aux coupes de bois le caractère de chantier, parce que, dit le tribunal de Saint-Fargeau, le chantier est un endroit relativement restreint et non une exploitation s'étendant sur plusieurs hectares et où la surveillance s'exerce aisément. Or, c'est inexact; les travaux de terrassement constituent un chantier, nul ne le conteste et cependant ils peuvent s'étendre sur de grands espaces. De même les immenses chantiers de construction des navires. Le contraire serait plutôt vrai.

Et de plus le nombre des ouvriers travaillant dans un même endroit a-t-il quelque importance. Certainement aucune. Le casseur de pierre travaille seul, les terrassiers de chemin de fer par nombreuses équipes, tous sont cependant sur des chantiers.

Il nous semble donc bien que l'exploitation d'une coupe forestière constitue un chantier, nous irons même plus loin, elle constitue, à nos yeux, une industrie ainsi que le déclare M. Leroy-Beaulieu (1); c'est l'industrie de la culture des forêts comme la sucrerie est l'industrie de la culture de la betterave. En effet, ces ouvriers employés au façonnage des coupes, la plupart du temps pour le compte de négociants

1. Leroy-Beaulieu, voir ci-dessus, p. 163

et d'industriels, transformant l'arbre en fagot, bois de feu, bois d'industrie apparaissent en somme comme de véritables ouvriers de l'industrie puisque la caractéristique de l'industrie est la transformation des matières premières en vue de leur utilisation.

L'élaboration de l'œuvre législative sur le risque professionnel nous paraît ne pas devoir laisser de doute sur ce point.

Dans le cours des travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898 M. Sauzet pose en effet, relativement à l'application du risque professionnel à l'agriculture, un certain nombre de questions concernant les chantiers: « Des chantiers agricoles, disait-il, sont souvent organisés dans nos campagnes. Dans tous les pays de bois, on voit, à certaines époques, des chantiers s'établir, en avril ou mai par exemple pour l'exploitation des taillis. La loi de 1898 s'applique-t-elle aux accidents survenus sur ces chantiers où n'est employé aucun moteur mû par une force inanimée? on se sert de scies, de haches, les accidents y sont néanmoins assez fréquents; ils ne résultent que de l'usage d'outils conduits à la main, mais ils sont survenus par le fait du travail, à des ouvriers occupés dans des chantiers. On peut très bien soutenir que ces chantiers d'exploitations agricoles tombent sous le coup du texte que je viens de lire. Il y a peu de jours, je posais la question à quelques-uns de nos collègues de la commission; l'un d'eux au moins m'a répondu: les exploitations forestières sont des exploitations industrielles et non des exploitations agricoles; la loi s'applique à elles. Je

crois plutôt que ce sont là des travaux agricoles au premier chef. Mais en vertu de l'article premier de la loi de 1898 quoique ces travaux soient agricoles, comme ils ne comportent pas l'usage de moteurs mus par une force inanimée, on peut soutenir que, exécutés sur des chantiers ils donnent lieu aux risques de la loi de 1898. En tout cas il importerait de le savoir au juste. Écartons l'hypothèse des chantiers; M. Julien Goujon remarque avec raison, qu'on peut en citer d'autres également intéressantes, l'article premier de la loi de 1898 sur les accidents survenus dans les entreprises de transports par terre et par eau, dans les entreprises de chargement ou de déchargement. Dans tous les pays forestiers, que voit-on? Un petit cultivateur acheter une coupe de bois et se charger en même temps de l'abatage et du transport jusqu'à la gare voisine: entrepreneur de transport, peut-on dire. Un accident se produit; l'exploitant qui sera peut-être le propriétaire lui-même abattant ses bois et les transportant à la station de chemin de fer où ils sont livrables sera-t-il exposé aux risques de la loi de 1898 pour les ouvriers qu'il a employés? C'est là une exploitation assurément agricole dans laquelle on ne se sert d'aucun moteur mù par une force inanimée. Eh bien! est-ce que dans ce cas, vous allez soumettre l'agriculteur à la responsabilité de l'article premier?

» Irons-nous plus loin encore? Je suis d'une région où il y a beaucoup de châtaigniers, l'élague de ces arbres est souvent des plus périlleux; or il ne comporte pas l'usage de moteurs mécaniques.

» Le propriétaire qui fait élaguer ses bois par ses ouvriers est-il responsable dans les termes de l'article premier de la loi de 1898 ? S'il est prudent et prévoyant, doit-il songer à contracter une assurance ?

» Voilà un certain nombre d'exemples, et je ne veux pas insister davantage, qui suffisent je crois, à démontrer à la Chambre qu'en dehors de l'hypothèse de la machine mue par une force autre que celle de l'homme, l'hypothèse seule visée dans le rapport si intéressant de notre honorable confrère M. Mirman, il y a au point de vue agricole d'autres possibilités d'accidents en face desquelles nous devons nous placer pour savoir si oui ou non l'article premier de la loi de 1898 est applicable.

» Eh bien, je demande à la Chambre de trancher ce point qui est d'un intérêt capital pour notre agriculture et qui est à l'heure présente, une source de préoccupations très vives pour tous les cultivateurs, surtout dans les pays de petite propriété et de petite culture. »

Le rapporteur à la Chambre, M. Mirman se dispense de répondre aux questions de M. Sauzet. Que pouvait signifier ce silence sinon l'indice du désaccord entre M. Sauzet et le rapporteur ; il est ainsi certain que les chantiers forestiers devaient être, dans l'esprit du législateur, compris dans l'énumération de l'article premier de la loi du 9 avril 1898.

A la deuxième question posée par M. Sauzet ; le cultivateur qui achète une petite coupe de bois et se charge de l'abatage et du transport se trouve-t-il assujetti ? Nous

répondrons par l'affirmative. C'est, en effet, un véritable transporteur et un marchand de bois ayant chantier. C'est, un petit industriel comme le petit entrepreneur de maçonnerie, de menuiserie, n'ayant qu'un ou deux ouvriers.

Comment ce cultivateur, acheteur d'une coupe de bois, pourrait-il échapper au risque professionnel ? Il ne fait pas assurément un travail agricole en se rendant acquéreur d'une coupe, en abattant les arbres, les débitant, les transportant à la gare ou à la ville,

Le législateur entendait donc bien assujettir les exploitations forestières au risque professionnel.

Nous voyons encore la preuve dans ce passage de M. Henry Boucher lors de la discussion au Sénat en juillet 1910, du projet de loi sur l'extension du risque professionnel aux ouvriers forestiers.

« Non seulement, disait-il, les auteurs de la loi pensaient que les accidents forestiers étaient compris dans la loi de 1898, mais le commerce lui-même et surtout les intéressés ont été persuadés que les ouvriers forestiers jouiraient, à partir de ce moment, du même droit que tous les autres ouvriers d'industrie. Immédiatement le commerce des bois, surtout dans l'Est, avait constitué ou s'était apprêté à constituer des mutuelles.

» Des organismes d'assurance étaient sur le point de fonctionner lorsqu'une jurisprudence absolument regrettable est apparue.

Cette jurisprudence a été tout d'abord contradictoire,

mais elle est devenue définitive après un arrêt de la Cour de cassation, sanctionnant un arrêt de la Cour de Nancy. On a dès lors considéré les accidents forestiers comme devant relever d'une loi générale à préparer, celle sur les accidents agricoles (1). »

La jurisprudence administrative suivit la jurisprudence civile. La question fut portée devant elle au sujet de l'application de la taxe de garantie. Le Conseil de préfecture d'Eure-et-Loire, par arrêt du 28 décembre 1900 (2) et le Conseil de préfecture de l'Yonne, par arrêt du 15 février 1901 (3) s'appropriant les arguments de la Cour de cassation exonérèrent les marchands de bois du paiement de la taxe prévue par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898. Le Conseil d'État adopta leur théorie (4).

Nous nous trouvons ainsi en présence d'anomalies regrettables, les ouvriers d'un marchand de bois empilant, manutentionnant les produits de la coupe sont protégés par l'article premier de la loi du 9 avril 1898 relatifs aux chantiers et par la loi du 12 avril 1906 qui a étendu le bénéfice de la loi de 1898 aux entreprises commerciales, tandis que les ouvriers de la coupe beaucoup plus exposés certes ne relèvent que du droit commun et supportent seuls le fardeau du risque professionnel.

1. *Jour. off. Sénat*, 11 juillet 1910, p. 1666.

2. D. P., 1901. 3. 69.

3. D. P., 1901. 3. 69.

4. Conseil d'État, 28 février 1902. D. P., 1902. 3. 18. — Conseil d'État, 17 mars 1902. D. P., 1902. 3. 49.

La loi du 12 avril 1906, qui étend l'application de la loi de 1898 aux exploitations commerciales est-elle venue étendre le bénéfice du risque professionnel à certains ouvriers forestiers ?

On l'a longtemps pensé et nombre de tribunaux ont décidé que ce n'est pas la nature du travail effectué par l'ouvrier qui emporte assujettissement à la loi sur les accidents du travail, mais bien la nature de l'entreprise pour laquelle il effectue ce travail et qu'une coupe forestière constitue une entreprise commerciale lorsque l'exploitation est faite par un négociant non propriétaire qui ne s'y livre que dans un but de spéculation. Dès lors, l'ouvrier qui au moment où il a été blessé par la chute d'un arbre travaillait dans une forêt de l'État, comme bûcheron pour le compte d'un marchand de bois qui avait acheté une coupe forestière de l'administration des forêts, et l'exploitait pour les besoins de son négoce, était fondé à se prévaloir des dispositions de la loi du 12 avril 1906 (1).

Mais la Cour de cassation en a jugé autrement. Par trois arrêts successifs en date du 20 mars 1912, elle persiste à considérer les exploitations forestières indépendamment de la qualité de l'exploitant, comme des entreprises agricoles régies par la loi du 30 juin 1899.

« Attendu, dit-elle (première espèce), que la loi du 12 avril 1906 qui renvoie à l'article premier de la loi du

1. Chambéry, 16 décembre 1909. S., 1910. 2. 40. — Cour de Bordeaux, L. ch., 13 avril 1911. *L'Argus des assurances*, n° du 10 septembre 1911.

9 avril 1898, ne s'applique pas à l'agriculture ; qu'une exploitation forestière est une exploitation agricole... ; qu'il importe peu que l'exploitant de la coupe soit un négociant, aujourd'hui soumis à la loi du 9 avril 1898, dans ses rapports avec les ouvriers et employés de son commerce, qu'il n'importe pas davantage que l'exploitation de la coupe soit entreprise pour les besoins de ce commerce. »

Les ouvriers forestiers au lendemain de la loi du 30 juin 1899 se trouvent donc loin d'être suffisamment protégés contre les accidents dont ils peuvent être victimes dans leur travail et ce, malgré l'intention du législateur.

II. — *Projets de Réforme*

Cependant en fait leur sort est plus favorisé que celui de leurs camarades de l'agriculture ; groupés en syndicats professionnels puissants ils ont pu imposer à leurs patrons des conditions de travail meilleures et ont généralement obtenu d'être garantis contre les conséquences des accidents du travail.

Par raison, par nature et par opportunité, il faut dissocier leur sort de celui des ouvriers agricoles. Une loi viendra très prochainement ainsi que nous allons le voir consacrer la situation de fait et accorder aux bûcherons le bénéfice des principes du risque professionnel.

Le 7 juin 1904, M. Henri Boucher proposa à la Chambre des députés sous forme d'amendement la disposition suivante :

« Les coupes et exploitations de forêts sont assimilables aux chantiers de manutention ».

Il considérait, en effet, la situation spéciale des exploitants forestiers qui sont presque tous assujettis à la législation sur les accidents du travail, comme propriétaires de scieries ou de chantiers et tout au moins comme commerçants.

Connaissant les formalités à remplir, ils savent couvrir leurs risques ; le législateur n'avait à craindre de troubler leur quiétude ou de surprendre leur inexpérience, il n'avait pas à s'arrêter devant les mêmes considérations qui le font hésiter lorsqu'il s'agit d'imposer à plusieurs millions de petits exploitants agricoles le risque professionnel et ses redoutables sanctions.

Le rapporteur, M. Mirman répondit dans le même sens :

« Par l'article premier de la loi de 1898, nous avons déclaré la loi applicable aux chantiers de manutention et de dépôt. Il nous semblait que ces mots suffisaient pour viser toutes les exploitations industrielles en forêt... M. Henry Boucher estime qu'il est utile de les viser nommément... Nous sommes d'accord avec lui pour estimer que cette précision est utile ».

Le gouvernement appuya de son côté l'amendement proposé qui fut voté à l'unanimité par la Chambre. Toutefois le Sénat crut devoir disjoindre cet article de la loi à laquelle il était incorporé. Sans combattre son inspiration et son but il estime qu'il serait préférable de ne pas multiplier les dispositions législatives relatives aux accidents du travail, et de ne pas isoler les accidents forestiers des accidents agricoles

qui devaient faire l'objet d'une loi d'ensemble, dont la discussion semblait être prochaine. Nous sommes encore à l'attendre, et elle ne paraît pas devoir venir avant un certain temps.

La question posée par les accidents forestiers demeurait pressante. Sur l'intervention de plusieurs représentants du centre de la France, une importante décision de M. Ruau, ministre de l'agriculture vint donner à de nombreux ouvriers la protection que la loi leur refusait. Il prit l'engagement d'imposer aux adjudicataires des coupes de l'État la responsabilité des accidents forestiers sous le régime de la loi de 1898 et de la loi de 1907.

L'article 66 du cahier des charges des coupes domaniales de 1907 disposait que : « Chaque adjudicataire devra, en outre, *lorsqu'il s'agira de forêts domaniales*, placer ou faire placer sous le régime de la loi du 9 avril 1898 les bûcherons travaillant dans les coupes qui lui ont été adjudgées, soit qu'il les exploite directement, soit qu'il ait traité avec des entrepreneurs pour leur exploitation ou qu'il les ait revendues avant exploitation.

« Lorsque des infractions réitérées aux prescriptions du présent article auront été relevées à la charge d'un adjudicataire, le directeur général des eaux et forêts pourra décider son exclusion temporaire ou définitive des adjudications de coupe de bois appartenant à l'État, sans préjudice des poursuites qui pourront être intentées contre lui ».

L'État, par l'organe du ministre de l'Agriculture, usait évidemment de son droit de propriétaire en imposant à ses

acheteurs cette condition impérative, son inspiration était généreuse, mais elle allait se heurter à des difficultés résultant de la nature des différents contrats de louages de service existant dans nos diverses régions forestières.

Cette mesure était condamnée à être incomplète car elle ne pouvait s'appliquer aux adjudicataires des coupes communales ou à celles des particuliers.

Ces considérations devaient décider la Chambre à voter, sans discussion, le 15 février 1909, la proposition de M. Breton ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER. — La législation sur la responsabilité des accidents du travail est étendue aux entreprises forestières.

ART. 2. — Les dispositions de la loi du 12 avril 1906 relatives aux contrats d'assurance et au fonds de garantie sont applicables aux entreprises visées par l'article précédent.

Projet de la commission du Sénat

La commission du Sénat, saisie de cette proposition, estimant qu'il y avait lieu d'apporter dans la législation nouvelle plus de précision, d'établir nettement la distinction entre les exploitations forestières revêtant un caractère plus spécialement commercial et industriel et les opérations purement culturelles et d'entretien, accessoires des entreprises agricoles, a rédigé un projet nouveau qui a été discuté

au Sénat en juillet et en octobre 1910 et adopté après de légères modifications le 24 janvier 1911 (1).

Dans son rapport au Sénat, M. Henry Boucher fixait la partie de la loi qui s'étend aux accidents occasionnés par

1.

Projet de la Commission du Sénat

Article premier. — La responsabilité des accidents occasionnés par l'exploitation des coupes de bois et dont sont victimes sur le parterre de la coupe par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes occupées à cette exploitation est à la charge de l'exploitant, dans les conditions fixées par la législation sur les accidents du travail, sous réserve des dispositions spéciales ci-après.

Art. 2. — Sont considérées comme coupes de bois, faisant l'objet de la présente loi, les exploitations, même faites par les propriétaires du sol, à l'exclusion des éclaircies, élagages, extractions des souches, coupes de haies, abatages d'arbres isolés, et autres opérations analogues ayant un caractère cultural.

Sont considérés comme occupés à l'exploitation des coupes les ouvriers et employés avec lesquels l'exploitant a traité pour cet objet, et les auxiliaires que s'adjoignent les ouvriers à façon, à condition que ces auxiliaires aient été, avant l'accident, agréés par l'exploitant, sur communication écrite de leurs noms et adresses.

Est considéré comme exploitant, l'individu ou la collectivité propriétaire, acquéreur, adjudicataire ou rétrocessionnaire de la coupe sur pied.

Art. 3. — Si la victime n'est pas salariée par l'exploitant, ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée d'après le salaire moyen des salariés agricoles de la commune.

Art. 4. — Si, dans les quatre jours qui suivent l'accident, la victime n'a pu reprendre son travail, l'accident doit être déclaré, soit par elle-même, soit par un représentant ou un ayant droit, au maire de la commune du lieu de l'accident, qui dresse procès-verbal, délivre immédiatement récépissé de la déclaration et en adresse en même temps copie à l'exploitant désigné.

A défaut par le déclarant d'avoir joint à la déclaration un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître les conséquences définitives, l'exploitant doit, dans les quatre jours de la réception de

l'exploitation des coupes de bois « sur le parterre de la coupe ».

« Par cette expression, disait-il, sur le parterre de la

la copie de la déclaration et sous les peines prévues à l'article 14 de la loi du 9 avril 1898, provoquer l'établissement à sa charge, d'un certificat médical et le déposer à la mairie du lieu de l'accident contre récépissé.

Si toutefois l'exploitant a eu par lui-même ou ses préposés connaissance d'un accident ayant entraîné une incapacité de travail de plus de quatre jours, et s'il n'a pas reçue copie d'une déclaration faite par la victime, son représentant ou un ayant droit, il est tenu de faire la déclaration à la mairie, avec un certificat médical à l'appui.

Un décret déterminera la forme et le contenu des déclarations et du procès-verbal sus mentionnés, ainsi que les conditions dans lesquelles les avis d'accidents devront être transmis au ministère du Travail par les mairies.

Le délai dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au 2^e alinéa de l'article 12 de la loi du 9 avril 1898 est porté à trois jours, et le délai de la clôture est porté à quinze jours.

Art. 5. — Dans les conditions spécifiées par la loi du 29 mai 1909, les exploitants patentés seront soumis à la taxe prévue par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, et les exploitants non patentés à la taxe prévue par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifié par la loi du 26 mars 1908.

Art. 6. — Les syndicats de garantie formés exclusivement entre exploitants de coupes de bois pourront être constitués dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, s'ils comprennent au moins 50 exploitants adhérents et si les salaires moyens assurés s'élèvent au moins à 2 millions.

Art. 7. — Ne sont point applicables aux accidents régis par la présente loi les articles 11 et 31 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 8. — La présente loi sera applicable trois mois après sa promulgation. A partir de ladite promulgation, et dans les trois mois qui suivront, les contrats d'assurance souscrits antérieurement pour les exploitations visées à l'article premier pourront, même s'ils couvriraient le risque spécifié par la législation en vigueur sur les accidents du travail, être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera dans les conditions et avec les effets spécifiés aux deux derniers alinéas de l'article 2 de la loi du 12 avril 1906.

coupe » employée dans le langage forestier, la commission a entendu préciser qu'il s'agit des accidents provoqués par la coupe et le façonnage des bois, à l'exclusion de ceux provoqués par leur transport et de ceux qui, étrangers au risque professionnel, pourraient atteindre les ouvriers en dehors du travail spécialement visé par la loi ».

La spécialité du travail forestier nécessitait une expression précise ; en effet, l'ouvrier bûcheron travaille par intermittence, de plus, bien souvent, la coupe se trouve à une distance considérable de son domicile et le contrôle des accidents survenus en cours de route eût été impossible.

D'autre part, il fallait distinguer les opérations de l'industrie du bûcheron de celles du voiturier qui, si elles ne sont pas faites par des domestiques à gages, le sont par des entrepreneurs de transport, disposant d'un matériel et de chevaux, ayant par conséquent leur responsabilité propre, et dont le risque professionnel ne saurait être mis à la charge de l'exploitant qui traite avec lui.

L'exploitant n'est donc responsable que des accidents survenant au cours du travail de bûcheron à l'endroit où il doit s'exécuter.

M. Henry Boucher délimitait l'étendue du parterre de la coupe qui n'est pas seulement le périmètre où s'opère la coupe des arbres, mais encore celui dans lequel les bois exploités sont transportés ou rangés par l'ouvrier, sans l'intervention d'animaux ou de moteurs en vertu de conventions faites par l'exploitant ; le distingué rapporteur avait dans ce dernier cas, en vue, les conditions d'exploitation

des forêts des régions montagneuses ou les bois coupés sont conduits le long des chemins à l'aide des schlittes ou de traîneaux.

La nature des exploitations auxquelles doit s'appliquer la loi, les ouvriers et employés bénéficiaires et l'exploitant responsable est régie par l'article 2.

« Les exploitations sont définies par le terme de coupes de bois, terme dont la portée de localisation et de disposition du travail est bien connue, et s'étend à toutes les exploitations ayant un caractère de réalisation, qu'il s'agisse soit de forêts aménagées, soit de coupes totales ou partielles, dans des forêts ou bois non aménagés, soit même des coupes d'arbres, d'avenues comme celles qui sont pratiquées sur les arbres en bordure de nos routes et de nos chemins, quand elles ont un caractère d'ensemble et peuvent faire l'objet de ventes ou d'adjudications collectives ».

Cette énumération a un caractère explicatif et non limitatif ; elle laisse dans le domaine agricole et en dehors de la loi projetée les opérations purement culturelles.

La commission excluait du domaine de la loi, les éclaircies, les élagages, les extractions de souches, les coupes de haies ; elle craignait que leur assujettissement ne surprît le cultivateur ou l'auteur de reboisements et le décourageât ainsi d'entreprises éminemment utiles. Elle n'a pas voulu non plus que certains fermiers ou métayers auxquels est laissé par bail le bénéfice d'éclaircies dans les terrains boisés attachés au domaine ou à la ferme soient considérés comme exploitants de coupes.

Cependant la commission allait très loin en un autre sens, elle assujettissait les exploitants de coupes de 3 hectares, pensant que si elle était faite à blanc étoc, elle pourrait représenter une véritable opération commerciale et ne relever en rien du travail agricole proprement dit. Une vive discussion dont nous parlerons devait avoir jour à ce sujet devant le Sénat.

La détermination du nombre des bénéficiaires de la loi était délicate, le projet comprend tous les ouvriers et employés payés directement ou indirectement, par l'exploitant, comprenant ainsi les auxiliaires que s'adjoignent les ouvriers à façon, mais à la condition qu'ils soient commis ou agréés par lui.

Le responsable est l'exploitant réel, celui au profit duquel se fait la coupe, qu'il soit propriétaire du sol, acheteur, adjudicataire ou rétrocessionnaire des bois sur pied qu'il s'agit d'exploiter.

Les autres dispositions du projet tendaient à l'application des lois sur le risque professionnel aux exploitations forestières et modifiaient particulièrement la déclaration d'accident. Il arrive, en effet, souvent que le parterre des coupes est situé dans des communes, des cantons, voire même des départements où n'habitent d'ordinaire ni l'exploitant, ni l'ouvrier.

Il était nécessaire dès lors que l'exploitant pour pouvoir remplir les obligations que lui impose la loi fut averti de l'accident, il ne pouvait l'être que par la victime, ou en cas d'impossibilité par ses représentants ou ses ayants droit et

les témoins de l'accident, l'intervention du maire donne date certaine à cet avertissement et le rend incontestable.

Il était nécessaire aussi que la loi précisât la mairie où les déclarations doivent être faites. La commission a estimé d'accord avec le gouvernement que cette mairie devait être celle du lieu de l'accident et non celle du domicile de la victime ou de l'exploitant, pour simplifier les démarches et éviter toutes les hésitations.

Annexée au procès-verbal de la deuxième séance du Sénat du 22 mars 1910, la proposition élaborée par la commission vint en première délibération devant la Haute Assemblée à la séance du 11 juillet 1910. L'accord s'établit sans peine sur le principe même, les marchands de bois, les intéressés, réclamaient d'urgence dans une lettre adressée au ministre du Travail, leur assujettissement au risque professionnel, M. Henry Boucher expose au Sénat dans quelle situation difficile se trouvait le commerce des bois à la suite des mesures prises par le ministre de l'Agriculture (art. 66 du cahier des charges des coupes domaniales de 1909 dont nous avons donné le texte plus haut).

« Tel ouvrier, dit-il, qui est garanti contre les conséquences des accidents, quand il exploite une forêt de l'État ne l'est plus, quand il passe dans une forêt communale ou dans une forêt particulière. Comment voulez-vous que le marchand de bois puisse assurer d'une façon générale ses ouvriers, alors qu'à un moment donné les compagnies pourront considérer que cette assurance est précaire, parce

que les ouvriers auront travaillé dans une forêt sans bénéficier obligatoirement de l'assurance ?

Les assurances collectives deviennent précaires et les ouvriers eux-mêmes ne peuvent pas en contracter d'individuelles qui tantôt seraient utiles et feraient double emploi. Les marchands de bois eux-mêmes ne parviennent pas à s'assurer même contre le risque qui leur est imposé dans des conditions si graves par M. le ministre de l'Agriculture.

« Savez-vous quelle est la conséquence la plus immédiate de cette situation ? C'est que nous n'avons pas de véritables assurances actuellement organisées contre le risque forestier. On a pu improviser une ou deux assurances mutuelles, mais sur des bases fragiles dont il est facile de démontrer la pécarité, en sorte que les prescriptions de M. le ministre de l'Agriculture elles-mêmes sont pour ainsi dire inapplicables et menacent les marchands de bois des conséquences les plus graves qui seraient contraires à la mesure généreuse que M. le ministre de l'Agriculture a prise sur l'invitation qui lui a été adressée à la Chambre et ici même. »

Le Sénat vota presque sans discussion en première délibération le projet de sa commission, mais après plusieurs observations de M. Touron notamment qui demande de faire exception pour les exploitations de moins de 3 hectares, il repoussa l'urgence. La commission présenta alors un texte nouveau modifiant notamment l'article 2 et le projet revint en délibération devant le Sénat le 12 janvier 1911.

Le 24 janvier, le Sénat vota le texte définitif qui comportait d'importantes modifications.

La discussion s'engagea principalement sur le domaine d'application de la loi.

Au lieu de procéder par voie d'exception le nouvel article, malgré les nombreuses difficultés d'interprétation adopte l'énumération « sont seuls considérés comme exploitations de bois les travaux d'abatage, d'ébranchage et lorsqu'ils sont exécutés sur le parterre de la coupe, les travaux de débit, façonnage, sciage, empilage, écorçage et carbonisation ».

Comme toute énumération, elle a le grave défaut de laisser en dehors de nombreuses hypothèses.

Que déciderait-on pour le numérotage des arbres, le nettoyage des coupes, l'extraction des souches, les tailles de haies. M. Jeanneney demanda d'excepter l'extraction des souches et les tailles de haies. (1) « Dans le premier paragraphe, nous disons ce qu'il faut entendre par « coupes de bois ». Nous définissons au moyen d'une énumération qui, dans la pensée de tous, est limitative : abatage, ébranchage, débit, façonnage, sciage, empilage, carbonisation ; voilà les opérations qui sont considérées, au sens de la loi, comme coupes de bois. Il n'y en a point d'autres.

» La règle étant ainsi posée, les paragraphes 2 et 3 y apportent des exceptions.

» Il est d'évidence qu'il ne peut y avoir d'exception à introduire que pour des cas qui sont compris dans la règle. Or, je ne vois pas que les « extractions de souches », qui ne sont ni un abatage, ni un ébranchage, ni rien qui rentre dans

1. Sénat, séance du 24 mars 1911.

l'énumération du paragraphe 1^{er}, soient une coupe de bois au sens de votre texte.

» Quel besoin peut-il alors y avoir de les mettre à présent hors la loi ? Elles n'y sont pas ! »

Le Sénat paraît s'être rangé à cet avis.

La discussion fut également vive sur la consistance de l'exploitation forestière.

Aux termes de l'article 2 § 2 la loi ne devait pas être applicable aux terrains boisés exploités en tout ou partie, dont la superficie d'un seul tenant n'excède pas trois hectares, ni aux arbres plantés hors des bois lorsque l'opération n'aura pas le caractère d'une exploitation, ni aux éclaircies faites dans les plantations de moins de vingt ans. »

La loi ne considère donc l'exploitation du fonds boisé comme une exploitation forestière que si ce fonds possède une certaine étendue. Le Sénat introduisit cette disposition sur une nouvelle intervention de M. Jeanneney qui déclara que si les coupes importantes étaient en général opérées pour le compte de marchands de bois, commerçants ou même industriels, il n'en était pas de même pour les petites étendues de terrain boisé que possèdent en France des milliers de petits cultivateurs, de petits fermiers. Ces derniers exploitent eux-mêmes, M. Jeanneney considère qu'ils ne font là qu'une simple opération accessoire à l'exploitation agricole. Il déclarait alors qu'il fallait nécessairement distinguer suivant que le terrain boisé était d'une étendue supérieure ou inférieure à 3 hectares.

L'article 5 donna lieu à une importante discussion : il

visait les formalités à remplir après l'accident. Le principe de la déclaration de l'accident par la victime ou ses représentants fut admis par une interversion en somme malheureuse du principe contenu dans la disposition correspondante de l'article 11 de la loi de 1898.

M. Jeanneney le défendit en déclarant (1) que le système de la loi de 1898 ne pouvait s'appliquer intégralement en matière d'accidents forestiers. « En effet, neuf fois sur dix, l'exploitant réel d'une coupe de bois, celui qui va avoir, la responsabilité de son exploitation n'est pas sur le chantier ; il en est très souvent éloigné, il est quelquefois hors du département même. Rarement il connaîtra de suite l'accident qui s'est produit dans la coupe, il risque de n'en être informé qu'après plusieurs semaines ou plusieurs mois. Il serait donc exorbitant de lui faire une obligation de le déclarer dans les quarante-huit heures ou même dans un délai long. »

Le Sénat, dans son article 5 § 1^{er} mit la déclaration de l'accident à la charge de la victime soit par l'intermédiaire d'un représentant, soit par un ayant droit.

Projet de la Commission de la Chambre (2)

Le texte voté par le Sénat fut transmis à la Chambre ; M. Émile Dumas fut nommé rapporteur ; il rédigea une

1. Sénat, séance du 24 janvier 1911, p. 53.

2. Voici le texte annexe, n^o 4.

nouvelle proposition de loi qui fut votée sans discussion à la 2^e séance de la Chambre le 30 mars 1912 (1).

L'article premier envisage la responsabilité des accidents dont sont victimes par le fait ou à l'occasion du travail, les ouvriers ou employés au service d'exploitants forestiers.

Les modifications les plus importantes au projet du Sénat sont contenues dans l'article 2 ainsi conçu :

« Sont seuls considérés comme exploitation de bois les travaux effectués sur le parterre de la coupe.

» Toutefois la présente loi n'est pas applicable aux arbres plantés hors des bois lorsque l'opération n'aura pas le caractère commercial, ni aux coupes de bois effectuées pour son usage personnel par le propriétaire du sol ou par son fermier et métayer. »

Le nouveau texte ne contient donc plus d'énumération et par conséquent il n'y aura plus à poser la question de savoir si telle ou telle opération a été visée. La solution sera identique qu'il s'agisse de l'extraction des souches ou des ronces, des opérations de chargement ou de déchargement, du lançage, de l'affutage des outils, de la construction de la hutte.

Car si l'exploitation forestière se résume à l'abatage des arbres, elle revêt cependant des formes multiples, diverses et souvent très différentes qu'il est impossible de prévoir dans une loi, selon qu'il s'agit d'un pays ou d'un autre,

1. Voir le texte annexe n° 5.

d'une exploitation en plaine ou d'une exploitation en montagne, de l'abatage de taillis ou de futaies.

Le projet ne prend plus l'exploitation de 3 hectares comme limite de l'exploitation industrielle, on prend en considération l'origine de l'exploitant et la destination du produit plutôt que la surface du terrain.

De même la divergence créée entre les ouvriers exploitant les taillis est supprimée. Il n'y a pas, en effet, de raison pour protéger la catégorie d'ouvriers occupés dans un taillis sans futaies parmi lesquels se trouveront les sujets de plus de vingt ans et refuser la protection aux ouvriers qui exploiteront un taillis de moins de vingt ans.

C'est le propriétaire des bois abattus ou mis en œuvre qui est déclaré responsable, sauf si leur exploitation n'a été assumée par un entrepreneur, à la suite d'une adjudication ou en exécution d'un contrat d'entreprise. La Chambre a précisé le contrat en ajoutant d'entreprise.

Voyons maintenant quel mode de calcul de salaire a été adopté ?

« Si la victime n'est pas salariée par le chef d'entreprise ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée d'après le salaire moyen des salariés agricoles du département. Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles le salaire moyen sera déterminé.

» Le Sénat avait estimé que la charge de la déclaration de l'accident devait être supportée par l'ouvrier. Le projet voté

par la Chambre supprime cette innovation qui pouvait être dangereuse (art. 5).

« La déclaration de l'accident sera faite dans les formes prévues par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 ; cependant le délai de déclaration prévu au premier alinéa de cet article sera porté de quarante-huit heures à dix jours. Le délai dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième alinéa de l'article 12 de ladite loi est porté à trois jours, et le délai de clôture de ladite enquête prévu à l'article 13 est porté de dix à quinze jours. »

L'article 7 prévoit la formation de syndicats de garantie.

D'après le texte du Sénat, ils devaient comprendre au moins 50 exploitants adhérents et les salaires moyens assurés s'élever au moins à 2 millions.

La Chambre a décidé que « les syndicats de garantie pourront être constitués s'ils comprennent au moins 50 exploitants, et si le montant de leurs acquisitions réunies ou la valeur des coupes s'élève au moins à 5 millions ou si les salaires moyens assurés s'élèvent au moins à 2 millions.

Le projet voté par la Chambre donne satisfaction aux légitimes revendications des bûcherons.

Il sera vraisemblablement adopté bientôt par le Sénat.

Ainsi aboutira une réforme qui ne rencontrera aucune difficulté pour son application ; elle ne fera même que sanctionner ce qui existe en fait. Elle sera la régularisation nécessaire.

CONCLUSIONS

Le Parlement se trouve ainsi saisi de différents projets de lois relativement aux accidents agricoles. Il est peu probable qu'il adopte l'un ou l'autre. Il nous semble qu'un projet nouveau doit être établi qui tienne un compte plus grand et de la situation des ouvriers agricoles et de l'agriculture elle-même.

L'attention de l'opinion publique a été attirée par ces différentes manifestations sur le sort des travailleurs agricoles. L'Association pour la protection légale des travailleurs a mis la question à son ordre du jour. M. Capitant (1) fut chargé de rédiger un rapport qui fut discuté par l'Association ; le 29 mars 1909 elle émit les vœux suivants sur l'extension du risque professionnel à l'agriculture.

I

« L'Association française pour la protection légale des travailleurs émet le vœu que le risque professionnel soit

1. Capitant, *les Accidents du travail dans l'agriculture*. Rapport à l'Association pour la protection légale des travailleurs.

étendu à la réparation des accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles et forestières.

II

1^o Elle estime que c'est par l'organisation d'un régime d'assurance obligatoire groupant tous les exploitants dans des associations mutuelles, que cette extension serait le plus complètement et le plus facilement réalisée ;

2^o Elle demande, en outre, que les petits exploitants dont le gain annuel ne dépasse pas un certain chiffre soient eux-mêmes obligatoirement garantis, au moyen d'une cotisation spéciale, contre les accidents qui peuvent les frapper ou frapper ceux des membres de leurs familles qui les aident dans leurs travaux.

III

Subsidiairement, pour le cas où le législateur se refuserait à appliquer un régime d'assurance obligatoire et maintiendrait le principe de liberté réglementée consacré par la loi du 9 avril 1898, l'Association est d'avis qu'il ne conviendrait pas d'édicter une loi spéciale, mais qu'il suffirait d'appliquer avec quelques modifications la loi du 9 avril 1898.

Il devrait dans cette application être spécialement tenu compte des vœux suivants :

1^o Que le bénéfice de la loi ne soit pas acquis aux personnes qui sans salaire prêtent leur concours à l'exploitation ;

2° Que donnent droit à indemnité tous les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail ;

3° Que les règles de la preuve de l'accident telles qu'elles résultent de la loi du 9 avril 1898 ne soient pas modifiées ;

4° Que l'indemnité journalière et les rentes soient calculées sur la totalité du salaire gagné par la victime, jusqu'à concurrence de la limite fixée par l'article 2, deuxième alinéa de la loi du 9 avril 1898 ;

5° Qu'il ne soit apporté aucune modification aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 concernant :

a) Le montant des indemnités allouées aux victimes ou à leurs représentants ;

b) Le point de départ de l'indemnité du demi-salaire ;

6° Que l'assimilation faite par la loi du 9 avril 1898 entre les ouvriers français et les ouvriers étrangers au point de vue des indemnités dues en cas d'incapacité temporaire soit maintenue ;

7° Que les exploitants puissent s'assurer pour toutes les indemnités autres que les rentes, à des mutualités communales, intercommunales, cantonales, ou autres d'assurances, constituées dans les formes prévues par la loi du 4 juillet 1900, pourvu :

a) : que ces mutualités comprennent au moins 50 adhérents.

b) : qu'elles soient tenues de réassurer les indemnités sus visées, dans une proportion qui ne sera pas inférieure à

25 0/0 ni supérieure à 75 0/0, à des sociétés soumises au contrôle de l'État.

8° Que pour les rentes ces mutualités soient obligées d'assurer leurs membres par police collective, soit à la caisse nationale d'assurances contre les accidents, soit à une autre société d'assurances contre les accidents du travail, soumises au contrôle de l'État, sauf répartition entre eux du montant de la prime dans les conditions stipulées aux statuts.

9° Que soit maintenue la disposition du paragraphe 1° de l'article unique de la loi du 30 juin 1899 en tant qu'elle met à la charge de l'entrepreneur qui loue et dirige un moteur mécanique ou susceptible d'explosion les accidents causés par l'emploi de la machine mue par ce moteur. »

Les syndicats d'agriculteurs (1) estiment de leur côté que

1. C'est ainsi que le conseil de la Société des Agriculteurs de France émit le vœu : Que si le principe du risque professionnel est appliqué à l'agriculture, cette application fasse l'objet d'une loi spéciale sans aucune référence à la loi du 9 avril 1898 ;

Que tout au moins les dispositions de cette dernière soient modifiées de manière à s'adapter spécialement aux conditions du travail agricole et notamment :

1° Que le bénéfice de la loi profite à tous les salariés du travail agricole sans exception, l'intérêt qui s'attache à la victime d'un accident du travail ne dépendant en aucune façon de l'importance de l'exploitation dans laquelle cet accident s'est produit :

Qu'il profite également aux personnes de la profession qui, même sans salaire, accordent leur concours à l'exploitation lorsqu'elles ne sont pas assujetties à la loi ;

2° Que d'autre part, les réparations accordées par la loi aussi bien pour l'incapacité temporaire que pour les incapacités permanentes et la mort soient fixées avec la modération que comportent à la fois les lourdes charges qui pèsent déjà sur l'agriculture et les conditions particulières de la vie agricole (bon marché de la vie, possibilité pour l'ouvrier de

la législation nouvelle doit tenir le plus grand compte de la situation particulière de l'agriculture. L'agriculteur ne pourra comme l'industriel et le commerçant mettre au compte des frais généraux de l'entreprise les frais que la loi lui fera supporter. Il ne peut augmenter le prix de ses produits à sa guise ; il faut donc réduire le plus possible le coût de la loi. C'est, ainsi que nous l'avons vu, la genèse de la proposition Beauregard.

Doit-on rédiger une loi complète spéciale aux accidents du travail agricole ou simplement déclarer les dispositions de la loi de 1898 sauf quelques modifications applicables à

travailler à plein salaire, malgré une dépréciation légère de son aptitude physique, facilité pour les enfants de gagner leur vie dès l'âge de treize à quatorze ans ;

3° Que soient seuls considérés comme accidents du travail les accidents survenus par le fait du travail.

4° Que les mutuelles locales prévues à l'article 7 du projet soient communales ou intercommunales ; qu'elles puissent ne comprendre que 20 adhérents ; qu'elles soient tenues de garder à leur charge une part de leurs risques qui ne pourra être inférieure à 1/10, ni supérieure à 3/10, le surplus devant être obligatoirement réassuré à une des sociétés visées par ce même article.

5° Que le chef d'exploitation ait le droit de s'assujettir volontairement à la loi au profit des membres de sa famille prenant part aux travaux de son exploitation.

6° Que la loi règle de la façon la plus précise, les conditions du concours obligatoire du médecin et fixe leurs honoraires et le prix des fournitures pharmaceutiques à un taux réduit que justifient d'une part la situation intéressante de la plus part des assujettis et d'autre part la garantie donnée au corps médical pour le recouvrement de ses honoraires.

7° Qu'à dater de la promulgation de la loi tous les contrats antérieurs assurant la responsabilité des chefs d'exploitations agricoles puissent être dénoncés sans exception, tous les assujettis ayant le plus grand intérêt à pouvoir discuter les conditions d'assurance d'une responsabilité entièrement nouvelle. (V. 1^{er} Rapport Chauvin, 1907, annexe II.)

l'agriculture dès qu'un accident du travail aura été constaté.

A une situation spéciale, disent les défenseurs de l'agriculture, doit correspondre une loi spéciale (1).

D'autres personnes (2) voient au contraire un danger à procéder ainsi, il y a manque de méthode, disent-ils, il faut de la clarté et de la simplicité dans la législation pour faire œuvre utile. Des lois trop nombreuses sur un sujet compliquent et rendent une législation inefficace.

Nous ne sommes pas opposé à l'élaboration d'une législation nouvelle, nous la croyons même nécessaire.

Nous estimons en effet, et l'œuvre apparaît singulièrement délicate qu'il y a lieu de répudier certains principes de la loi de 1898 et de construire un édifice nouveau.

Nous nous trouvons en présence d'une loi dénommée sociale, c'est-à-dire d'une loi dont le rôle et le but sont d'étendre, de faire bénéficier les travailleurs des mesures de protection contre les conséquences des conditions de travail qui sont préjudiciables à leur santé, à celle de leur famille ou même contre leur manque de prévoyance.

Ce sont les lois sur l'hygiène dans les ateliers, sur la durée du travail, la protection des femmes et des enfants, des femmes en couches, le repos hebdomadaire, les retraites ouvrières et tout naturellement les accidents du travail.

Pour assurer la réparation des accidents dont sont victimes les ouvriers de l'industrie dans leur travail, la loi du

1. M. Beauregard *loc. cit.*

2. M. Capitant *loc. cit.*

9 avril 1898 a imposé la charge financière aux patrons et a remis aux tribunaux le soin de trancher les contestations qui s'élèveraient.

La loi n'a établi aucun organisme d'assurance. La loi du 24 mai 1899 vint décider que les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents créée par la loi du 11 juillet 1868 seraient étendues aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898 pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle. Les patrons en majorité ont dû s'adresser aux seuls organismes qui étaient créés, aux compagnies d'assurance. Au 31 décembre 1901 il y avait 44 organismes d'assurance y compris la Caisse nationale de l'État, chiffre qui n'a pas varié, comprenant :

20 compagnies françaises à prix fixe ;

4 compagnies étrangères à prix fixe ;

17 mutuelles, soit générales, soit corporatives, dont 8 ont leur siège en province ;

2 syndicat de garanties ;

1 caisse d'État.

M. Antoine Roux (1) par un système empirique essaie de trouver le chiffre des patrons assurés aux compagnies et aux mutuelles. D'après lui environ 262.200 patrons seraient assurés aux compagnies à prime fixe et en 79.04 aux mutuelles et syndicats de garantie. La Caisse nationale ne comptait que 619 assurés.

1. *Réforme sociale*, 16 décembre 1902.

Le total des primes payées en 1900 s'élèverait en chiffres ronds pour les compagnies à 30.900.000 francs et pour les sociétés mutuelles à 12.100.000 francs (1). Qu'est-il arrivé ? C'est que nous trouvons à l'heure actuelle généralement en présence l'ouvrier et la compagnie d'assurances qui n'a en vue que l'idée de lucre, donner le moins possible.

Il en résulte une déplorable intervention de l'autorité judiciaire. Il nous est trop souvent arrivé de voir les discussions parfois violentes à la barre du magistrat conciliateur, les marchandages, les pressions que tentent d'opérer les agents d'assurances sur des blessés inexpérimentés, et par suite encore plus dignes d'intérêt. Le coût de la loi se trouve d'autre part augmenté, car les compagnies ont des charges très lourdes, en outre de la rémunération de leur capital ; les frais d'administration sont très importants ; quant aux frais judiciaires ils atteignent de très fortes proportions : Ils comprennent les frais des expertises ordonnées par le magistrat conciliateur, ou les tribunaux pour déterminer leur religion, et il suffit d'avoir été quelque peu en contact avec la pratique pour savoir que les honoraires demandés par les médecins experts sont souvent très élevés.

De plus, il n'est pas imprudent d'avancer que les compagnies d'assurance ont des procès à soutenir en plus grand nombre qu'une assurance d'État, car elles sont toujours

1. Wilhem, *l'Assurance accident et la loi de 1898* (*Annales des Sciences politiques*, 1900).

dominées par l'idée de lucre. Les bases d'application du risque professionnel doivent être modifiées.

L'association pour la protection légale des travailleurs l'a pensé également. Les vœux qu'elle a adoptés nous le prouvent.

La nouvelle législation devra donc être une œuvre nouvelle, absolument indépendante de la loi de 1898 ; elle devra adopter le principe de l'assurance obligatoire, conséquence naturelle du risque professionnel mis à la charge exclusive du patron.

Envisageons maintenant la situation de l'agriculture.

Les statistiques que nous avons reproduit nous permettent de juger de la situation spéciale de l'agriculture, le nombre des chefs d'exploitation est supérieur à celui des salariés (1).

De plus, une autre caractéristique de la population agricole est que la classe des salariés n'est pas nettement séparée de celle des chefs d'exploitations. Toutes deux, au contraire, se pénètrent et leur situation est à peu près identique.

1. De l'enquête du ministère de l'Agriculture 1892, il ressort les chiffres suivants :

3.604.789 chefs d'exploitations et 3.058.346 salariés.

Les chefs d'exploitation se répartissent en 3 catégories :

1 ^o propriétaires cultivant exclusivement leurs terres, soit seuls, soit avec l'aide de leur famille ou d'autrui.....	2.199.220
2 ^o Fermiers.....	1.061.401
3 ^o Métayers.....	343.168

Les salariés se divisent en 3 classes :

1 ^o Régisseurs.....	16.091
2 ^o Journaliers dont 588.950 sont propriétaires d'un petit bien qu'ils exploitent.....	1.210.081
3 ^o Domestique de fermes.....	1.832.174

Le petit exploitant fait valoir son bien généralement seul, ou avec l'aide des membres de sa famille, il n'a recours que rarement à la main-d'œuvre salariée. Or, ce petit exploitant constitue la grande masse de notre population rurale.

Qu'arrivera-t-il lorsque cet exploitant se trouvera obligé de constituer une rente à un ouvrier victime à son service d'un accident du travail, s'il n'est pas assuré, il se trouvera ruiné ou même dans l'impossibilité de fournir un capital suffisant, ce qui sera également fort grave pour l'ouvrier et la bonne application de la loi. Or, l'agriculteur foncièrement imprévoyant lorsqu'il s'agit de la personne humaine négligera de prendre une assurance et même il serait fort difficile pour lui de trouver une assurance contractée pour les quelques jours où il aura recours à la main d'œuvre salariée.

Ainsi, si l'on se contente d'appliquer les principes de la loi de 1898, la situation du petit exploitant, du paysan sera lamentable. La loi sera pour lui un lourd fardeau ; ses conséquences peuvent être si graves, qu'il est impossible au législateur de ne pas en faire état. On a pensé (1), écarter la difficulté en dispensant l'exploitant qui n'emploie qu'accidentellement des collaborateurs salariés de tout assujettissement à la législation du risque professionnel.

N'y a-t-il pas danger à faire ainsi cette distinction ? D'une part, on prive une partie des salariés du bénéfice de la réforme, mais d'autre part on va éloigner l'ouvrier du petit

1. Chauvin, v. rapport.

propriétaire et celui-ci se trouvera ainsi privé de toute main-d'œuvre à une époque où il en a un besoin urgent et pourra éprouver des pertes graves.

M. Jay (1), déclare que c'est selon lui, un fait très grave de soustraire aux dispositions nouvelles les exploitants qui n'emploieront pas habituellement d'ouvriers.

« Il ne suffit pas, dit-il, de se placer au point de vue de l'exploitant, c'est au point de vue de l'ouvrier que l'extension de la loi a été réclamée. Le nombre des ouvriers que vous abandonneriez ainsi à la misère pourrait être très grand ; il y a bien des cas où un fermier qui suffit habituellement avec l'aide de sa femme et de ses enfants au travail de sa ferme, embauche cependant à certains moments, un nombre considérable d'ouvriers ».

La situation est donc des plus complexes. La logique nous conduit à la seule solution convenable, l'assurance obligatoire. C'est aussi la conclusion à laquelle aboutit M. Capitant (2) : « Mais, dit-il, il ne suffit pas d'imposer l'obligation de l'assurance comme le faisait la proposition de loi de M. Mirman, car on laisserait alors les petits exploitants aux prises avec toutes sortes de difficultés. Il faut organiser un régime d'assurance aussi économique que possible, fondé par conséquent sur un groupement naturel des chefs d'entreprise analogue à celui qui est employé en Allemagne. Seule, en effet, une organisation de ce genre permettrait

1. Capitant, rapport à l'assoc. lég. des travailleurs. Voir la discussion.

2. Capitant, *op. cit.*, p. 40.

d'aboutir aux résultats qui ont été obtenus dans ce pays et qui ont permis d'assurer contre les accidents, non seulement les salariés mais les petits exploitants eux-mêmes et les membres de leur famille qui les aident dans leur travail et ensuite de diminuer ou même de supprimer la cotisation qui incombe à ces petits exploitants à la fois assujettis et assurés. »

Nous ne nous lasserons pas de répéter qu'il faut résolument entrer dans la voie de l'assurance obligatoire imposée à tous les agriculteurs. Elle entraîne comme corollaire l'organisation de mutualités qui constitueront les organismes chargés exclusivement de l'application pratique de la loi.

Ces mutualités auraient de très gros avantages, elles permettraient de réduire au minimum les charges qui incomberont aux agriculteurs et supprimer les difficultés que présente l'assurance d'état ; en effet, il n'y aurait lieu ni à répartition de bénéfices, ni à remises aux agents d'assurances, ni aux frais énormes de gestion et autres que les assurances ont à supporter. En outre, étant composées d'adhérents vivant ensemble, pouvant aisément surveiller les blessés, elles permettraient de lutter efficacement contre les tentatives de simulation si fréquentes de la part des victimes d'accidents. De plus, elles favoriseraient la diffusion de l'assurance mutuelle.

Les mutualités d'assurance joueraient dans nos campagnes un rôle de grande importance. En effet, les agriculteurs groupés dans ces mutuelles fédérées entre elles seraient

réunies à des périodes fixes pour élire leurs représentants et prendre connaissance des rapports faits sur la gestion. Ils discuteront alors les mesures à prendre pour le fonctionnement de la mutualité. Ils auront ainsi l'occasion d'échanger leurs idées sur les méthodes nouvelles, jeter les bases de syndicats protecteurs.

Nous pensons qu'il peut en résulter des résultats féconds.

Mais il faudra prendre de très grandes précautions pour éviter qu'elles ne courent le risque de devenir insolvables par suite d'accidents graves trop nombreux, elles devront donc comprendre un nombre suffisant d'adhérents de façon à posséder une solide assiette.

Le canton nous paraît la circonscription administrative la plus indiquée pour être le cadre de la mutualité. Son étendue territoriale n'est ni trop vaste, ni trop restreinte, de plus il constitue aujourd'hui plus qu'une entité géographique, il y a une certaine solidarité ou au moins une certaine sympathie entre les habitants. Cette mutualité cantonale serait divisée en autant de sections que le canton comprend de communes. Chaque section communale composerait un sous groupement chargé du fonctionnement de la loi et du service du contrôle en vue d'éviter les fraudes qui pourraient se produire.

Le service de la perception sera chargé du recouvrement des primes et du paiement des rentes et indemnités.

Les mutualités cantonales seront tenues de réassurer les risques d'incapacité permanente à une mutualité départe-

mentale, qui sera rigoureusement surveillée dans l'emploi de ses fonds.

S'il y a un déficit général, la caisse des dépôts avancerait les fonds qui seraient récupérés l'année suivante par une augmentation des primes.

Le système administratif à créer reste le point délicat, il pourra y avoir une période de tâtonnements peut-être, même faudra-il le transformer. L'expérience seule donnera la mesure de sa valeur.

La situation fort précaire parfois du petit exploitant appelle l'attention. Sa situation est, nous l'avons vu, voisine, analogue à celle de l'ouvrier agricole ; qu'arrive-t-il lorsqu'il se trouve victime d'un accident ?

Il tombe dans la misère et est obligé de réaliser le petit bien qu'il possédait.

En présence d'un fait pareil il nous paraît impossible de rester indifférent, Le remède est de décider que les exploitants qui travaillent ordinairement seuls ou avec l'aide des membres de leur famille seront obligatoirement garantis contre les accidents du travail ainsi que les membres de leur famille qui les aident dans leurs travaux, au moyen d'une cotisation spéciale.

Cette mesure ne s'appliquera, cela va de soi, qu'aux très petits exploitants dont les revenus ne dépasseront pas 2.000 francs.

M. Fuster est opposé à cette mesure.

« Il me semble, dit-il (1), qu'il y a une extension anor-

1. Capitant. Rapport sur les accidents du travail (V. discussion, p. 93. M. Fuster).

male dans le fait de vouloir protéger le chef de famille contre le risque professionnel. L'assurance allemande a voulu aller beaucoup trop loin du premier coup; elle est là-bas une sorte d'assurance nationale de prévoyance individuelle organisée par la législation. L'application extrêmement difficile a amené les mécomptes que vous savez. Je les résume. Le paysan allemand et sa famille considèrent que toutes les maladies et tous les accidents de la vie ordinaire n'eussent-ils aucun rapport avec le travail doivent être considérés comme garantis par l'assurance obligatoire ».

Néanmoins nous pensons que la situation du petit agriculteur, si médiocre et si voisine de celle de l'ouvrier, doit être prise en considération et que le seul remède du risque accident qui peut avoir pour lui les plus graves conséquences est dans l'assurance et mieux dans l'obligation d'assurance.

Nous concevons donc un régime d'assurance obligatoire englobant tous les ouvriers vivant des travaux agricoles et les petits exploitants qui sont dans une situation identique.

Dans quels cas auront-ils droit à une indemnité? Lorsqu'ils auront été victimes d'un accident provenant de l'exercice de leur profession, lorsque cet accident sera survenu par le fait et à l'occasion du travail. Il nous semble qu'il est inutile d'innover, sur ce point, les principes de la loi de 1898 tels qu'ils ont été dégagés par une copieuse jurisprudence donneront aux bénéficiaires des indemnités une garantie suffisante.

Nous rejetons donc l'extension proposée par la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre à tous les accidents survenus pendant le temps du travail, et la restriction demandée par M. Beauregard aux seuls accidents provoqués par le fait du travail.

Les indemnités devront être calculées sur les bases indiquées aux articles 2 et 3 de la loi du 9 avril 1898. Mais nous ne pensons pas que le chiffre de 2.400 francs au delà duquel le salaire annuel ne sera pris en considération que pour le quart puisse être maintenu. Il nous paraît très élevé et susceptible d'entraîner des charges importantes principalement dans les régions à haut salaire agricole ; nous pensons que le chiffre de 800 francs proposé par le gouvernement et M. Beauregard est par contre trop bas, mais le chiffre moyen de 1.200 francs (1) correspondant à un salaire de 4 francs par jour pendant trois cents jours est très justifiable et représente un grand maximum de salaires dans beaucoup de contrées. Nous ne pensons pas que la limite proposée de 1.200 francs puisse soulever des objections graves. M. Capitant propose de s'en tenir au chiffre de 2.400 francs : « Tant que les travailleurs des champs, dit-il (2), ne jouiront pas des mêmes avantages que ceux de l'industrie, ils seront incités à quitter la campagne pour aller s'embaucher dans les villes. »

1. Au Congrès des synd. agricoles tenu à Périgueux en 1905, M. Sagot proposait 1.200 francs au lieu de 800 francs. *Compte rendu du Congrès*, p. 352.

2. Capitant, rapport, p. 58.

Il faut s'en rapporter également à la loi de 1898 pour le calcul des indemnités de demi-salaire et des rentes dues aux ayants droit en cas de mort, car il faut unifier dans la mesure du possible les règles qui régissent le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents.

Il serait injuste d'établir pour l'obtention des rentes des inégalités entre les différentes sortes de travailleurs.

Les frais médicaux et pharmaceutiques seront naturellement supportés par la mutuelle. Ils peuvent être très élevés, aussi certains auteurs ont pensé qu'il y aurait lieu de rendre obligatoire le concours des médecins qui, à un titre quelconque, dépendent de l'État, des départements et des communes et d'appliquer à tout médecin intervenant qu'il soit choisi par le patron ou la victime, le tarif ministériel prévu par l'article 4 de la loi du 9 avril 1898.

Nous estimons avec M. Capitant que le législateur n'a pas le droit d'imposer aux médecins et pharmaciens qui ont traité avec l'État, les départements ou les communes, pour les soins à donner aux indigents, l'obligation d'appliquer le même tarif aux particuliers qui s'adressent à eux.

Nous pensons que la solution du problème serait d'imposer le médecin et le pharmacien de la mutualité au blessé. Celle-ci pourra dès lors passer des contrats avec les médecins et les pharmaciens et réduire notablement les frais qui lui incomberont de ce chef.

En cas de conflit entre l'ouvrier et la mutualité devra-t-on demander la solution à la juridiction civile ?

Nous avons donné sur ce point notre avis. Nous estimons que les tribunaux civils doivent être dessaisis des litiges qui pourront naître au sujet de l'application de la loi. Il y aura lieu de créer un organisme nouveau : ce ne sera pas un tribunal arbitral comme en Allemagne, car il nous paraît impossible de trouver toujours des arbitres pour le composer. La mutualité étant cantonale il faudra un tribunal cantonal, comment l'organiser, la difficulté apparaît. Il est nécessaire de faire appel à la compétence du juge de paix et de lui demander de présider un tribunal composé de représentants de la mutualité et des ouvriers agricoles qui solutionnera les litiges en première instance. L'appel sera porté devant un tribunal de département formé dans les mêmes conditions et présidé par le président du tribunal du chef-lieu ou par un juge qu'il aura délégué. Les tribunaux instruiront les affaires au moyen d'une procédure extrêmement simplifiée, les parties seront entendues et seront, si elles le désirent, défendues par des avocats. Un membre du tribunal sera chargé de dresser un rapport sur chaque affaire (1).

Nous estimons que cette juridiction administrative a une grosse importance, elle élimine la juridiction civile tout en donnant aux blessés les sûretés les plus grandes et rapproche les justiciables de leurs juges.

1. Nous avons en vue la commission centrale d'assistance qui nous offre le modèle d'un tribunal administratif fort peu connu et dont l'œuvre est cependant des plus importantes.

Nous avons donné une esquisse bien imparfaite sans doute du régime qui nous paraît le plus propre à l'adaptation du risque professionnel à l'agriculture.

Quelle dépense entraînera-t-il pour l'agriculture?

Nous n'avons sur ce point aucune donnée précise et nous devons avouer que nous allons dans l'inconnu. Il est permis d'estimer cependant que la dépense ne dépassera pas 120 millions de francs par année.

L'agriculture pourra-t-elle supporter cette charge? (1)

Actuellement c'est douteux mais l'application du risque professionnel agricole est subordonnée à la réforme fiscale qui dégrèvera la terre dans une très forte proportion de la charge si lourde de l'impôt foncier.

Ce dégrèvement sera d'environ 50 millions de francs, il permettra à nos agriculteurs de fournir un effort pécuniaire

1. M. Watrin auteur d'un traité de droit rural estime que l'application pure et simple de la loi de 1898 imposerait aux agriculteurs des charges qu'ils ne pourraient supporter; il est nécessaire de modifier la loi de façon à l'adopter aux convenances et aux besoins agricoles.

D'après M. Watrin la véritable solution pour la question des accidents agricoles consiste à exiger de les rendre moins graves et moins fréquents. Il faut donc organiser la prévention de ces accidents et à cet effet, M. Watrin préconise la publicité des accidents du travail agricole. On constituerait au chef-lieu du département une commission composée d'hommes compétents qui dresserait le tableau annuel des accidents, ce tableau serait affiché dans les communes, distribué dans les fermes et les écoles.

M. Watrin espère arriver à avertir les ouvriers et améliorer ainsi leur condition. Les tableaux d'accidents réaliseraient aussi une enquête fort utile pour l'extension de la loi de 1898 à l'agriculture (V. *Question pratique de législation ouvrière et d'économie sociale de mars 1913*, p. 90).

suffisant pour se prémunir ainsi que leurs ouvriers des conséquences des accidents survenus à l'occasion de leur travail.

Il est à craindre que le Parlement hésite longtemps avant d'adopter un projet établi sur ces bases par crainte de cette charge financière qui pourrait mécontenter le monde agricole.

Et pourtant personne ne s'oppose plus aujourd'hui à l'extension du risque professionnel à l'agriculture, il y a nécessité de ne pas en différer plus longtemps l'application ; les travailleurs agricoles ne comprendraient pas pourquoi leur sort resterait si différent de celui de leurs camarades de l'industrie et du commerce. La législation sociale ne peut certes être élaborée en un jour, c'est un œuvre de longue haleine. A l'heure actuelle le Parlement doit sans retard mettre la question des accidents agricoles à son ordre du jour.

Nous estimons donc qu'il devra se pénétrer de ce principe qu'en matière d'assurance sociale il faut imposer l'obligation d'assurance avec pour corollaire la création d'organismes d'assurance basés sur les principes de la mutualité. Nous avons justifié cette obligation d'assurance par des raisons de pratique, d'opportunité et de justice.

Elle sera certainement très vivement combattue au nom des principes de l'individualisme ; nous avons vu quelles difficultés se sont présentées pour l'assujettissement obligatoire à la loi sur les retraites ouvrières. Des esprits philosophiques se demanderont si on peut imposer législativement

une obligation de prévoyance. Nous ne voulons pas entrer en discussion sur ce point ; nous répondrons que selon nous une loi sociale justifie d'elle-même par son but les moyens auxquels elle a recours.

Vu : le Président de la thèse

RAOUL JAY

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

ANNEXE I

Proposition de loi relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles, présentée par M. Mirman, député (Doc. parl. Ch. Annexe 2028, Journ. off., 1900, p. 164).

ARTICLE PREMIER. — Toute personne participant à un travail agricole et victime, par le fait ou à l'occasion du travail, d'un accident entraînant une incapacité d'au moins quatre jours, a droit, à son profit ou à celui des représentants, à une indemnité.

ART. 2. — La proportion de cette indemnité au salaire de la victime est fixée d'après les tarifs inscrits dans la loi du 9 avril 1898.

ART. 3. — Si la victime n'est pas salariée, ou n'a pas de salaire fixe, on prendra pour base de l'indemnité le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

ART. 4. — Tout chef d'exploitation est tenu d'assurer contre ces risques la totalité de son personnel. Le personnel s'entend de tous ceux, quels qu'ils soient, qui, de façon permanente ou occasionnelle, participent aux travaux de l'exploitation ; en particulier, et s'ils remplissent cette dernière condition, sont compris dans le personnel le chef de l'exploitation lui-même ou les membres de sa famille.

ART. 5. — Le chef d'exploitation peut contracter cette

assurance auprès d'une des sociétés ou compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes soumises à la surveillance et au contrôle de l'État dans les conditions déterminées par les règlements d'administration publique.

ART. 6. — Tout chef d'exploitation, qui ne fera pas la preuve qu'il a contracté une assurance envers l'une de ces sociétés ou compagnies, sera considéré comme adhérent à la Caisse nationale d'assurances dont les opérations sont étendus aux risques prévus par la présente loi.

Les primes devront être calculées de manière que les risques et les frais généraux d'administration soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 14 juillet 1866.

Les opérations relatives à l'exécution de la présente loi constitueront une comptabilité distincte de celle de toutes autres opérations effectuées par la même caisse.

ART. 7. — Tout chef d'exploitation sera considéré comme retirant son adhésion à ladite caisse six mois après qu'il aura établi la preuve énoncée au paragraphe premier de l'article 6.

ART. 8. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés restent soumis à la loi du 30 juin 1869.

ANNEXE II

Proposition de loi de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés (Chambre, 1907, Annexe 777).

ARTICLE PREMIER. — La législation concernant les respon-

sabilités des accidents du travail est applicable, sous réserve des dispositions spéciales ci-après, aux ouvriers, aux employés et aux domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne, occupés dans les exploitations agricoles et forestières, dans les exploitations d'élevage de quelque nature qu'elles soient, de dressage et d'entraînement, dans les haras et dans les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des exploitations agricoles qui ne seraient pas soumis à la loi du 12 avril 1906.

Elle est étendue à toutes personnes qui, même sans salaire, sont employées par l'exploitant, à l'exception des membres de la famille de l'exploitant, visés à l'article 4, § 1 ci-dessous.

ART. 2. — Sont assimilés aux ouvriers agricoles ou forestiers, au point de vue de l'application de la présente loi, ceux qui sont occupés, même par des particuliers, à l'entretien et à la mise en état des jardins et des parcs.

ART. 3. — Si une personne visée à l'article premier est employée par un même patron, principalement à un travail visé aux paragraphes précédents, mais accidentellement à une autre occupation, non visée par la législation des accidents du travail, la présente loi s'appliquera également aux accidents qui surviendraient au cours de cette autre occupation.

ART. 4. — Les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide exclusive de leurs ascendants, descendants, alliés au même degré, conjoint, frères et sœurs, ne seront pas assujettis à la présente loi.

Si cependant les exploitants emploient la collaboration

accidentelle simultanée de plus de deux personnes, salariées ou non, non visées au paragraphe précédent, ils seront assujettis pour tout le temps de la collaboration dont il s'agit et pour tous les collaborateurs, non visés au paragraphe précédent, qui prêteront à ce moment leur concours à l'exploitation.

ART. 5. — Tout employeur, non assujetti par les articles précédents, peut se placer sous le régime de la présente loi pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers et employés par le fait ou à l'occasion du travail.

Cet assujettissement résulte de plein droit d'une déclaration déposée dans les mairies des communes sur le territoire desquelles l'exploitation est située, dans les formes déterminées par décret. Il est délivré gratuitement récépissé immédiat de cette déclaration qui est transcrite sur registre spécial tenu à la disposition de tous les intéressés.

L'employeur pourra faire cesser cet assujettissement par une déclaration faite dans la même forme, un an au plus tôt après celle visée au paragraphe 2 du présent article et au regard seulement des ouvriers et employés entrés à son service postérieurement à la déclaration qui fera cesser l'assujettissement.

ART. 6. — Dans les exploitations assujetties à la présente loi, sont présumés accidents du travail, sauf preuve contraire, tous les accidents survenus au cours du travail.

Sera toutefois déchu du bénéfice de cette présomption, sauf le cas de force majeure dûment justifiée, la victime qui n'aurait pas, dans le mois de la date de l'accident, fait la

déclaration prévue par le paragraphe 4 de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

ART. 7. — Si le propriétaire n'exploite pas lui-même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit.

S'il n'y a pas eu assurance, le métayer, ou en son lieu et place, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse dans le cas prévu par l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant conventions contraires.

Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur, sauf conventions entre eux sur la charge de la prime.

ART. 8. — Lorsque l'accident survient à une personne occupée à la garde d'animaux appartenant à plusieurs exploitants, la responsabilité leur incombe solidairement, sauf recours entre eux d'après les règles du droit commun.

Si l'ensemble du risque a été dûment assuré par un des coexploitants ou par un tiers, celui qui a payé les primes a un recours contre les coexploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

ART. 9 — En cas de salaire variable, l'indemnité journalière est égale, jusqu'à l'époque à laquelle devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation, à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident et, par

suite, elle sera calculée, sur le taux arrêté tous les trois ans pour chaque département par le préfet, après avis du Conseil général et après enquête suivie notamment auprès des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, d'après le salaire moyen des domestiques employés à l'année.

S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire, élevant le chiffre de sa quotité sur le taux arrêté comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

Si la victime n'est pas salariée, l'indemnité journalière due est calculée sur le taux prévu au premier paragraphe du présent article.

Si la victime n'est pas salariée ou si elle reçoit un salaire variable ou un salaire en nature, les rentes prévues par la loi de 1898, seront calculées d'après un salaire annuel moyen fixé comme il est dit au paragraphe 1^{er} du présent article.

ART. 10. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français ne recevront pas d'indemnité journalière, sauf clauses contraires des traités prévus par ledit article.

ART. 11. — Les exploitants peuvent s'assurer, pour toutes les indemnités d'incapacité temporaire, à des mutualités communales ou cantonales d'assurances constituées dans les conditions prévues par la loi du 4 juillet 1900 et en conformité de statuts-types établis par décret, rendu sur la

proposition du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du ministre de l'Agriculture, pourvu :

1° Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'application du présent paragraphe;

2° Qu'elles comprennent au moins cinquante adhérents.

La mutualité peut, par police collective, assurer tout ou partie de ses membres contre les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, soit à la Caisse nationale d'assurances, soit à une des sociétés fonctionnant en conformité de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, sauf répartition entre les membres du montant de la prime, dans les conditions stipulées aux statuts.

ART. 12. — Pour les accidents régis par la présente loi, un décret déterminera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents visés au cinquième alinéa de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 devront être transmis par les mairies.

Pour les mêmes accidents, le délai de vingt-quatre heures dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième paragraphe de l'article 12 de la même loi est portée à trois jours.

ART. 13. — En vue de l'alimentation du fonds de garantie prévu à l'article 25 de la loi précitée, il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance souscrit en vue de l'application de la présente loi une contribution dont le montant sera fixé, tous les cinq ans, par la loi de finances en proportion des primes, et sera recouvré, en même temps que les primes, dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, par les sociétés d'assu-

rances, qui en opéreront le versement au fonds de garantie.

Sur les exploitants non assurés, il sera perçu, lors des liquidations de rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes, et sera recouvré pour le compte du fonds de garantie, par les soins de l'administration de l'enregistrement.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements de compagnies d'assurances en cas d'accidents et les recouvrements de l'administration de l'enregistrement, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Toute contravention aux prescriptions de ce règlement sera punie d'une amende de 100 à 1.000 francs.

ART. 14. — Ne sont pas applicables aux exploitations régies par la présente loi les dispositions de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898. Mais la présente loi ainsi que les règlements relatifs à son exécution devront demeurer constamment affichés dans l'intérieur des mairies et des justices de paix.

ART. 15. — La présente loi sera applicable trois mois après la promulgation des décrets visés aux articles 11, 12 et 13.

A partir de ladite promulgation et dans les six mois qui suivront les contrats d'assurances souscrits antérieurement pour les exploitations visées à l'article premier pourront, même s'ils couvraient le risque spécifié par les lois du 9 avril

1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905 ou 30 juin 1899, être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration dont il sera donné récépissé, faite au siège social ou chez l'agent local, soit par un acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le dixième jour à midi, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui; le surplus sera restitué à l'assuré.

A partir de la même date seront abrogés les deux derniers paragraphes de la loi du 30 juin 1899.

ART. 16. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être déclarée applicable à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE III

Proposition de loi sur la responsabilité des accidents agricoles présentée par M. Beauregard, député, le 24 octobre 1907.

(Chambre des dép., 1907, annexe 1271. *J. off.*, 1907, p. 30)

TITRE PREMIER

Indemnités en cas d'accidents

ARTICLE PREMIER. § 1^{er}. — Les accidents survenus par le fait du travail aux ouvriers et employés occupés dans les exploitations agricoles, viticoles et forestières, dans les exploitations d'élevage, dans les haras et dans les dépôts et magasins de vente se rattachant à des exploitations agricoles qui ne seraient pas soumises à la loi du 12 avril 1906 donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'exploitation, à la condition que l'interruption du travail ait duré plus de quatre jours.

§ 2. — Les réparations courantes aux bâtiments servant à l'exploitation agricole ou forestière, l'entretien des chemins existant sur le fonds, les transports relatifs à ces réparations et à cet entretien ou imposés par le bail et les travaux nécessités par l'accomplissement des *prestations* mises à la charge de l'exploitation par le bail ou par la loi sont considérés comme des parties de l'exploitation, lorsqu'ils sont exécutés par les chefs d'exploitations agricoles ou forestières sans recourir à la main-d'œuvre d'autres entrepreneurs.

§ 3. — Est considérée aussi comme exploitation agricole, au sens de la présente loi, le jardinage d'art et de commerce, les pépinières, la culture de graines mais non la culture exclusive des jardins domestiques et d'agrément.

§ 4. — Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne

pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

§ 5. — Si le propriétaire n'exploite pas lui-même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit.

S'il n'y a pas eu assurance, le métayer ou, en son lieu et place, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans le cas prévu par l'article 25 de la présente loi, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant conventions contraires.

Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur, sauf conventions entre eux sur la charge de la prime.

§ 6. — Lorsque l'accident survient à une personne occupée à la garde d'animaux appartenant à plusieurs exploitants, la responsabilité leur incombe solidairement sauf recours entre eux d'après les règles du droit commun ; toutefois, si l'accident est causé par l'un des animaux gardés, le propriétaire de l'animal reconnu auteur de l'accident, est seul tenu des indemnités dues à la victime.

Si l'ensemble du risque a été dûment assuré par un des coexploitants ou par un tiers, celui qui a payé les primes a un recours contre les coexploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

§ 7. — Les exploitants ainsi que les métayers ne sont point assujettis à l'égard des membres ci-après de leur famille, travaillant avec eux : conjoints, ascendants, descendants, frères et sœurs ou alliés au même degré.

Néanmoins, ces exploitants et métayers pourront se placer sous le régime de la présente loi pour tous les accidents qui surviendraient par le fait du travail agricole aux membres ci-dessus désignés de leur famille, âgés de douze ans au moins et de soixante-dix ans au plus, et à l'exception du conjoint. Cet assujettissement résulte de plein droit d'une déclaration déposée dans les mairies des communes sur le territoire desquelles l'exploitation est située, dans les formes déterminées par décret; les bénéficiaires devront y être nominativement désignés. Il est délivré gratuitement récépissé immédiat de cette déclaration qui est transcrite sur registre spécial tenu à la disposition de tous les intéressés.

L'exploitant, comme le métayer, pourra faire cesser cet assujettissement par une déclaration faite dans la même forme, un an ou plus tôt après celle visée au paragraphe précédent.

Le métayer sera en outre tenu d'aviser par lettre recommandée, de la déclaration et de la cessation d'assujettissement volontaire, le bailleur qui devra supporter la moitié de la charge de cet assujettissement.

Toutefois, le salaire servant de base au calcul de toutes les indemnités dues aux susdits membres de la famille, sera le salaire moyen prévu aux paragraphes (a) et (b) de l'article 3 de la présente loi.

ART. 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autre que celle de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse 800 francs ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

ART. 3. — Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, le bénéficiaire prévu à cet article a le droit :

Pour l'incapacité permanente, à une rente égale à la moitié de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner lorsque, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence.

Toutefois, une réduction de capacité de travail correspondant à une différence de salaire de 15 0/0 ou inférieure à ce chiffre, ne donnera lieu à l'allocation d'aucune rente au profit de la victime.

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité a duré plus de quatre jours, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit variable.

a) En cas de salaire variable, l'indemnité journalière est égale, jusqu'à l'époque à laquelle devait prendre fin le tra-

vail de la victime dans l'exploitation, à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident et, par la suite, elle est égale à la moitié du salaire quotidien, arrêté tous les trois ans, pour le département de la résidence de la victime, par le préfet, après avis du Conseil général et après enquête suivie notamment auprès des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, d'après le salaire des ouvriers employés à l'année.

b) S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire élevant le chiffre de sa quotité, sur le taux arrêté comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

L'indemnité journalière est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident; elle est payable aux époques et lieu de paye usités dans l'exploitation, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Elle ne sera pas servie aux victimes, célibataires ou veufs sans enfants, tant qu'elles seront nourries et logées par l'exploitant ou hospitalisées à ses frais.

Elle n'est pas due aux ouvriers étrangers qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français, sauf clauses contraires des traités prévus au dernier paragraphe du présent article.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. — Une rente viagère égale à 15 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. — Pour les enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de quatorze ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 10 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 20 0/0 s'il y en a deux, de 30 0/0 s'il y en a trois et de 35 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est pour chacun d'eux à 15 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 35 0/0 du salaire, ni 50 0/0 dans le second.

C. — Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à quatorze ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 7,50 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 25 0/0.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire, ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si elles sont servies par la Caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Elles sont payables par trimestre et à terme échu ; toute-

fois, le tribunal peut ordonner le payement d'avance de la moitié du premier arrérage.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers, cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 27.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traité dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

ART. 4. — Le chef d'exploitation supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de 60 francs au maximum.

La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien parmi ceux ci-après indiqués :

Les médecins de l'assistance médicale gratuite instituée par la loi du 15 juillet 1893, sont tenus de donner leurs soins aux victimes d'accidents et de délivrer les certificats prescrits dans leur circonscription, quand ils en sont requis.

Les pharmaciens ayant accepté la fourniture des malades inscrits à l'assistance médicale gratuite sont tenus de délivrer aux victimes d'accidents qui leur en feront la demande, les médicaments nécessaires.

Tous autres médecins et pharmaciens auront la faculté de faire connaître leur volonté de se soumettre aux mêmes obligations par une déclaration écrite faite aux mairies intéressées.

Dans chaque mairie, un tableau restera constamment affiché, indiquant les noms et domiciles des médecins tenus ou ayant accepté de donner leurs soins aux victimes d'accidents et des pharmaciens tenus ou ayant accepté de leur délivrer les médicaments nécessaires.

Que le médecin ait été choisi par la victime ou par le chef d'exploitation, celui-ci ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton du siège de l'exploitation, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après avis d'une commission spéciale comprenant des représentants du ministère de l'Agriculture de syndicats de médecins et de pharmaciens, de sociétés agricoles, de syndicats agricoles ouvriers, patronaux et mixtes, de sociétés d'assurances contre les accidents du travail et de syndicats de garantie qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de deux ans.

Ce tarif, en ce qui concerne les frais médicaux, sera forfaitaire tant pour les soins et certificats que pour les frais de déplacement, ceux-ci étant basés sur la distance existant entre la mairie du domicile du blessé et la mairie du domi-

cile du médecin le plus rapproché. En ce qui concerne les frais pharmaceutiques, il devra contenir la nomenclature de tous les médicaments, objets de pansement et fournitures qui seuls pourront être délivrés à la charge du chef d'exploitation et fixer des maximums.

Le chef d'exploitation est seul tenu, dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'article 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris et 3 fr. 50 partout ailleurs. Ce même tarif majoré est applicable aux maisons de secours et à tous établissements hospitaliers, cliniques, etc

Les médecins et pharmaciens ou les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'exploitation.

Au cours du traitement, le chef d'exploitation aura toujours le droit de contrôler l'état de la victime. A cet effet, il pourra désigner un médecin qui aura accès hebdomadaire auprès de la victime en présence du médecin traitant, tous deux préalablement avisés par simple lettre recommandée.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu et avis en sera donné au juge de paix qui convoquera la victime par lettre recommandée.

Si le médecin traitant et le médecin désigné par le chef d'exploitation ne sont pas d'accord tant sur le traitement suivi que sur la durée de l'incapacité temporaire, le chef d'exploitation peut, s'il s'agit d'une incapacité temporaire,

requérir du juge de paix une expertise médicale qui devra avoir lieu dans les cinq jours.

ART. 5. — Les exploitants peuvent s'assurer pour toutes les indemnités d'incapacité temporaire et les frais accessoires, à des mutuelles communales ou intercommunales d'assurances constituées dans les conditions prévues par la loi du 4 juillet 1900 pourvu :

1° Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'application du présent article ;

2° Qu'elles comprennent au moins 20 adhérents ;

3° Qu'elles réassurent obligatoirement les indemnités sus-visées, dans une proportion qui ne sera pas inférieure à 25 0/0 ni supérieure à 75 0/0, à une des sociétés d'assurances contre les accidents du travail fonctionnant en conformité de l'article 26 de la présente loi.

Quant aux accidents occasionnant la mort ou une incapacité permanente, les exploitants ne pourront les assurer qu'auprès des sociétés visées à l'alinéa précédent.

ART. 6. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident, autres que l'exploitant ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'exploitation des obligations mises à charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'exploitation, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'exploitation, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

ART. 7. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de quatorze ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers agricoles valides de la même catégorie occupés dans la commune du siège de l'exploitation.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de quatorze ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

ART. 8. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'exploitation pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés dans l'exploitation depuis moins de douze mois avant l'accident ou dont le travail n'est pas continu, ou dont le salaire est variable, le salaire annuel en argent sera celui fixé comme il est dit à l'alinéa *a* de l'article 3.

Quant au salaire en nature, il sera toujours fixé comme il est dit à l'alinéa *b* du même article.

ART. 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 48, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'exploitation.

Le tribunal, en Chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

TITRE II

Déclaration des accidents et enquêtes

Art. 10. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré par l'exploitant ou l'un de ses préposés dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, à dater du jour où il en a eu connaissance, au maire de la commune du siège de l'exploitation qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer, dans la forme réglée par décret, les nom, qualité et adresse du chef d'exploitation, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les quatre jours qui suivent la connaissance de l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'exploitation doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La déclaration d'accident pourra être faite par la victime ou ses représentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident. Cette déclaration sera obligatoire, sous peine de forclusion, dans les quarante-huit heures à partir du jour où la victime aura quitté le service de l'exploitant.

Un décret déterminera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents seront transmis par les mairies.

ART. 11.— Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au juge de son canton la déclaration et soit le certificat médical, soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat.

Lorsque, d'après le certificat médical, produit en exécution du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la justice de paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le juge

de paix, dans les huit jours, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;
- 2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance ;
- 3° La nature des lésions ;
- 4° Les ayants droit pouvant le cas échéant prétendre à une indemnité, le lieu et la date de leur naissance ;
- 5° Les éléments de nature à fixer le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes ;
- 6° La société d'assurance à laquelle le chef d'exploitation était assuré ou le syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les allocations tarifées par le juge de paix et son greffier en exécution de l'article 28 de la présente loi et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900 seront avancées par le Trésor.

Le remboursement pourra en être réclamé par le Trésor dans tous les cas où il résultera, soit de l'accord des parties tel qu'il est prévu à l'article 15, soit d'une décision judiciaire devenue définitive, que l'accident a entraîné la mort ou une incapacité permanente.

ART. 12. — L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée, de façon qu'elles reçoivent leur convocation cinq jours au moins avant la date fixée pour le commencement de l'enquête.

Toutefois, contrairement à l'article 283 du Code de pro-

cédure civile, les ouvriers et employés du chef d'exploitation, entendus comme témoins, ne pourront être reproches.

L'assureur a le droit d'assister à l'enquête comme partie intéressée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra demander au médecin qui l'a créé de le compléter.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les exploitations administrativement surveillées, ni dans celles de l'État placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion. Dans ces divers cas, le fonctionnaire chargé de la surveillance ou du contrôle de ces exploitations transmet au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de son rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatée dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai, et, au plus tard, dans les vingt jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties et l'assureur de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe où ils pourront, pendant un délai de dix jours en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de dix jours, le dossier de

l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement.

ART. 13. — Sont punis d'une amende de 1 à 15 francs les chefs d'exploitation ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 10.

En cas de récidive dans l'année, l'amende pourra être élevée de 16 à 300 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III

Compétence. — Juridiction. — Procédure. — Révision.

ART. 14. — Sont jugés en dernier ressort par le juge de paix du canton du siège de l'exploitation, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever et dans les quinze jours de la demande, les contestations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires.

Les indemnités temporaires sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve soit complètement guérie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente ; elles continuent, dans ce cas, à être servies jusqu'à la décision définitive prévue à l'article suivant, sous réserve des dispositions du quatrième alinéa dudit article et des septième et huitième alinéas de l'article 3.

Si l'une des parties soutient, avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet,

dans les trois jours, expédition au Président du tribunal civil. Il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière.

Le juge de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à 300 francs en dernier ressort et à quelque chiffre que ces demandes s'élèvent, à charge d'appel dans la quinzaine de la décision.

Les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition. Ces décisions sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi et excès de pouvoir.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent, dans les termes de l'article 11 et du présent article, est celui du canton où est situé le siège de l'exploitation à laquelle est attachée la victime.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire français, hors du canton où est situé le siège de l'exploitation à laquelle est attachée la victime, le juge de paix du canton où l'accident s'est produit devient exceptionnellement compétent, à la requête de la victime ou de ses ayants droit, adressée sous forme de lettre recommandée, au juge de paix du canton du siège de l'exploitation avant qu'il n'ait été saisi dans les termes du présent article ou bien qu'il n'ait clos l'enquête prévue à l'article 12. Un récépissé est immédiatement envoyé au requérant par le greffe, qui en avise, en même temps que le chef d'exploitation, le juge de paix devenu compétent et, s'il y a lieu, transmet à ce dernier le dossier

de l'enquête, dès sa clôture, en avertissant les parties, conformément à l'article 12.

Si, après transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal du siège de l'exploitation et avant convocation des parties, la victime ou ses ayants droit justifient qu'il n'ont pu, avant la clôture de l'enquête user de la faculté prévue à l'alinéa précédent, le président peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au président du tribunal de l'arrondissement où s'est produit l'accident.

ART. 15. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement dans les dix jours de la transmission du dossier, si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête, où, dans le cas contraire, dans les dix jours de la production par la partie la plus diligente, soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité, ou bien de la réception de la décision du juge de paix visée au troisième alinéa de l'article précédent, ou enfin, s'il n'a été saisi d'aucune de ces pièces dans les dix jours précédant l'expiration du délai de prescription prévu à l'article 17, lorsque la date de cette expiration lui est connue, convoque la victime ou ses ayants droit, le chef d'exploitation qui peut se faire représenter et, s'il y a assurance, l'assureur. Il peut, du consentement des parties, commettre un expert dont le rapport doit être déposé dans le délai de huitaine.

En cas d'accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement fixée

par l'ordonnance du président qui en donne acte en indiquant, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire, réduction qui devra exprimer la différence de salaires prévue au deuxième paragraphe de l'article 3.

En cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile. Son jugement est exécutoire par provision.

En ce cas, le président, par son ordonnance de renvoi et sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire ou, dans la même limite, allouer une provision aux ayants droit. Ces provisions peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé sans appel. Elles sont incessibles et insaisissables et payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.

Dans le cas où le montant de l'indemnité ou de la provision excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente, le tribunal doit ordonner que le surplus sera précompté sur les arrérages ultérieurs dans la proportion qu'il détermine.

S'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur, lequel ne pourra être assigné directement par la victime, est substi-

tué au chef d'exploitation dans les termes du titre IV de façon à supprimer tout recours de la victime contre le chef d'exploitation.

ART. 16. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel, sous réserve des dispositions de l'article 449 du Code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement, s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement n'aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La Cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Toutes les fois qu'une expertise médicale sera ordonnée, soit par le tribunal ou par la Cour d'appel, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'exploitation ou à la société d'assurance à laquelle le chef d'exploitation est affilié.

ART. 17. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du juge du paix ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

L'article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements ou les communes, en exécution de la présente loi.

ART. 18. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à compter, soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'article 20.

Dans tous les cas, sont applicables à la revision les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 15, 16 et 21. Le président du tribunal est saisi par voie de simple déclaration au greffe.

S'il y a accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président, qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et qui statue comme en matière sommaire et ainsi qu'il est dit à l'article 15.

Au cours des trois années pendant lesquelles peuvent s'exercer l'action en revision, le chef d'exploitation pourra désigner au président du tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime.

Cette désignation, dûment visée par le Président, donnera audit médecin accès trimestriel auprès de la victime. Faute

par la victime de se prêter à cette visite, tout paiement d'arrérages sera suspendu par décision du Président qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Les demandes prévues à l'article 9 doivent être portées devant le tribunal au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

ART. 19. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre premier.

Sont considérées comme fautes inexcusables l'ivresse manifeste et le fait d'avoir provoqué l'accident en maltraitant l'animal qui l'aura causé.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'exploitant ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

En cas de poursuites criminelles, les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

Le même droit appartiendra à l'exploitant ou à ses ayants droit.

ART. 20. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le payement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 27.

En cas de revision après rachat, le montant de la rente rachetée sera déduit de plein droit du total de la rente définitivement attribuée.

ART. 24.— Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le président du tribunal civil et devant le tribunal.

Le procureur de la République procède comme il est dit à l'article 13 (§ 2 et suiv.) de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel. Le premier Président de la Cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près de la Cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel, et commettra un huissier pour le signifier.

Si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau d'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

L'assisté devra faire déterminer, par le bureau de l'assistance judiciaire de son domicile, la nature des actes et procédure d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera.

Toutefois, si une expertise étant intervenue, la victime de l'accident en veut contester les conclusions, le bénéfice de l'assistance judiciaire à son profit sera suspendu jusqu'à ce que le bureau de l'assistance judiciaire, à la requête de l'intéressé, ait statué en la forme et dans les conditions ordinaires.

TITRE IV

Garanties

ART. 22. — La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le paiement des indemnités pour une incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 23. — A défaut, soit par les chefs d'exploitations débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garanties liant solidairement tous leurs adhérents de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés

par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

ART. 24. — Pour la constitution d'un fonds spécial de garantie, il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance souscrit en vue de l'application de la présente loi une contribution dont le montant sera fixé, tous les cinq ans, par la loi de finances en proportion des primes, et sera recouvré, en même temps que les primes, dans les conditions déterminées par les sociétés d'assurances, qui en opéreront le versement au fonds de garantie.

Sur les exploitants non assurés, il sera perçu, lors des liquidations de rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes, et sera recouvré, pour le compte du fonds de garantie, par les soins de l'administration de l'enregistrement.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements des sociétés d'assurances, des syndicats de garantie ou de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, et les recouvrements de l'administration de l'enregistrement, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Toute contravention aux prescriptions de ce règlement sera puni d'une amende de 100 à 1.000 francs.

ART. 25. — La Caisse nationale des retraites exercera un

recours contre les chefs d'exploitation débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'exploitation, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2.102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'exploitation.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites et, notamment, les formes du recours à exercer contre les chefs d'exploitation débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la Caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèques que si elles sont rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'exploitation ou les compagnies d'assurances.

ART. 26. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves mathématiques et des cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

A toute époque, un arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut mettre fin aux opérations de l'assureur qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente loi ou dont la situation financière ne donne pas des garanties suffisantes pour lui permettre de remplir ses engagements. Cet arrêté est pris après avis conforme du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, l'assureur ayant été mis en demeure de fournir ses observations par écrit dans un délai de quinzaine.

Le comité doit émettre son avis dans la quinzaine suivante.

Le dixième jour, à midi, à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel*, tous les contrats contre les risques régis par la présente loi cessent de plein droit d'avoir effet, les primes restant à payer ou les primes payées d'avance n'étant acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée, sauf stipulation contraire dans les polices.

Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est composée de 30 membres ; savoir : 2 sénateurs et 2 députés élus par leurs collègues, le directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales ; le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; 3 membres agrégés de l'Institut des actuaires français ; le président du tribunal

de commerce de la Seine ou un président de section délégué par lui ; le président de la Chambre de commerce de Paris ou un membre délégué par lui ; 2 ouvriers membres du Conseil supérieur du travail ; 1 professeur de la Faculté de droit de Paris ; 2 directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie ; 2 directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurances contre les accidents du travail ; 4 personnes spécialement compétentes en matière d'assurances contre les accidents du travail ; le directeur de l'Agriculture ; 1 inspecteur général de l'Agriculture, 2 membres du Conseil supérieur de l'Agriculture et deux présidents de syndicats agricoles ou d'unions de syndicats agricoles désignés par le ministre de l'Agriculture. Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres ainsi que la désignation du président et du secrétaire.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement pour chaque compagnie ou association par arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociales.

ART. 27. — Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions

à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'exploitation cesse son exploitation pour quelque motif que ce soit, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé, au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'exploitation ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un décret d'administration publique.

TITRE V

Dispositions générales

ART. 28. — Les procès-verbaux, certificats actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôt de

la minute d'enquête au greffe, et pour tout les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

ART. 29. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

Cette nullité, comme la nullité prévue au deuxième alinéa de l'article 15 et au troisième alinéa de l'article 18, peut-être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé auxdits articles.

Toutefois, dans ce cas, l'assistance judiciaire n'est accordée que dans les conditions du droit commun.

La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis soit pour la prescription, soit pour la révision.

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées, pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 14, 15, 16 et 18.

Est passible d'une amende de 16 à 300 francs et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de de 500 à 2.000 francs, sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal: 1° tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés à l'alinéa précédent; 2° tout chef d'exploitation ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi; 3° toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou

menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin ; 4° tout médecin ayant, dénaturé les certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

ART. 30. — La présente loi ainsi que les règlements relatifs à son exécution devront demeurer constamment affichés dans l'intérieur des mairies et des justices de paix.

ART. 31. — La présente loi ne sera applicable que six mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

ART. 32. — Les contrats d'assurances souscrits antérieurement à cette publication pour les exploitations visées à l'article premier, seront, même s'ils couvraient ou déclaraient couvrir les risques spécifiés par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905, 30 juin 1899 et 12 avril 1906, résiliés de plein droit à compter du jour de l'application de la présente loi.

Nonobstant toutes clauses contraires, les primes échues ou courues ne resteront acquises à l'assureur que proportionnellement à la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Le surplus s'il en est, sera restitué à l'assuré.

ART. 33. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés ou susceptibles d'explosion, qui n'appartiennent pas au chef d'exploitation et qui ne sont pas dirigés par lui, sont à la charge de l'entrepreneur qui les exploite, savoir :

En ce qui concerne le personnel dudit entrepreneur, dans les termes de la loi du 9 avril 1898 modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905 ;

Et en ce qui concerne les autres personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, dans les termes de la présente loi.

Est considéré comme exploitant, l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou la machine susceptible d'explosion ou les fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée, son salaire sera fixé conformément aux dispositions du cinquième alinéa (a) de l'article 3.

La loi du 30 juin 1899 est abrogée.

Les lois des : 9 avril 1898 (modifiée par celles des 22 mars 1902 et 31 mars 1905), 12 avril 1906 et 18 juillet 1907 ne sont pas applicables à l'agriculture.

ART. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être déclarée applicable à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE IV

Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés adoptée avec modification par le Sénat le 24 janvier 1911 ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail.

ARTICLE PREMIER. — La législation sur la responsabilité

des accidents du travail est, sous les réserves des dispositions spéciales ci-après, étendue aux exploitations de bois.

ART. 2. — Sont seuls considérés comme exploitations de bois, les travaux d'abatage, d'ébranchage et, lorsqu'ils sont exécutés sur le parterre de la coupe, les travaux de débit, façonnage, sciage, empilage, écorçage et carbonisation.

Toutefois, la présente loi n'est pas applicable aux terrains boisés exploités en tout ou en partie, dont la superficie, d'un seul tenant, n'excède pas 3 hectares, ni aux arbres plantés hors des bois, lorsque l'opération n'aura pas le caractère d'une exploitation, ni aux éclaircies faites dans les plantations de moins de vingt ans.

Elle n'est pas non plus applicable aux coupes de bois effectuées pour son usage personnel par le propriétaire du sol, ou par le fermier ou métayer.

ART. 3. — Est considéré comme chef d'entreprise le propriétaire des bois abattus ou mis en œuvre, si leur exploitation n'a été assumée par un entrepreneur à la suite d'une adjudication ou en exécution d'un contrat.

Dans tous les cas, la responsabilité du chef d'entreprise s'étend aux ouvriers ou employés de l'exploitation, même s'ils ne sont ni payés par la personne responsable, à la condition que leur embauchage ait été agréé par elle avant l'accident, nommément et par écrit.

ART. 4. — Si la victime n'est pas salariée par le chef de l'entreprise ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée d'après le salaire moyen des salariés agricoles de la commune.

ART. 5. — Si dans les quatre jours, qui suivent l'accident,

la victime n'a pu prendre son travail, l'accident doit être déclaré, soit par elle-même, soit par un représentant ou un ayant droit, au maire de la commune du lieu de l'accident, qui dresse procès-verbal, délivre immédiatement récépissé de la déclaration et en adresse en même temps copie au chef d'entreprise désigné.

A défaut par le déclarant d'avoir joint à la déclaration un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître les conséquences définitives, le chef d'entreprise doit, dans les quatre jours de la réception de la copie de déclaration, et sous les peines prévues à l'article 14 de la loi du 9 avril 1898, provoquer l'établissement, à sa charge, d'un certificat médical et le déposer à la mairie du lieu de l'accident, contre récépissé.

Si, toutefois, le chef d'entreprise a eu par lui-même ou ses préposés connaissance d'un accident ayant entraîné une incapacité de travail de plus de quatre jours, et s'il n'a pas reçu copie d'une déclaration faite par la victime, son représentant ou un ayant droit, il est tenu de faire la déclaration à la mairie, avec certificat médical à l'appui.

Un décret déterminera la forme et le contenu des déclarations et du procès-verbal sus-mentionnés, ainsi que les conditions dans lesquelles les avis d'accidents devront être transmis au ministère du Travail par les mairies.

Le délai dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième alinéa de l'article 12 de la loi du 9 avril 1898 est porté à trois jours et le délai de la clôture de ladite enquête est porté à quinze jours.

Le droit à l'indemnité temporaire ne courra au profit de la victime que du jour de la déclaration, si cette déclaration n'a pas eu lieu dans les quatre jours qui ont suivi l'accident.

ART. 6. — Dans les conditions spécifiées par la loi du 29 mai 1909, les chefs d'entreprise patentés seront soumis à la taxe prévue par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, et les chefs d'entreprise non patentés à la taxe prévue par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifiée par la loi du 26 mars 1908.

ART. 7. — Les syndicats de garantie, formés exclusivement entre exploitants de coupes de bois pourront être constitués dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, s'ils comprennent au moins 50 exploitants adhérents et si les salaires moyens assurés s'élèvent au moins à 2 millions.

ART. 8. — Ne sont point applicables aux accidents régis par la présente loi les articles 11 et 31 de la loi du 9 avril 1898.

ART. 9. — La présente loi sera applicable trois mois après sa promulgation.

A partir de ladite promulgation, et dans les trois mois qui suivront, les contrats d'assurance souscrits antérieurement pour les exploitations visées à l'article premier, pourront, même s'ils couvraient le risque spécifié par la législation en vigueur sur les accidents du travail, être dénoncés ou par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera dans les conditions et avec les effets spécifiés aux deux derniers alinéas de l'article 2 de la loi du 12 avril 1906.

ANNEXE V

*Proposition de loi adoptée par la Chambre des
députés le 30 mars 1912*

(Chambre des députés 1912, annexe, p. 1712)

ARTICLE PREMIER. — La responsabilité des accidents dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les ouvriers ou employés occupés aux exploitations forestières, est à la charge de l'exploitant dans les conditions fixées par la législation, sous réserve des dispositions ci-après.

ART. 2. — Sont seuls considérés comme exploitations de bois, les travaux effectués sur le parterre de la coupe.

Toutefois, la présente loi n'est pas applicable aux arbres plantés hors des bois, lorsque l'opération n'aura pas le caractère commercial, ni aux coupes de bois effectuées pour son usage personnel, par le propriétaire du sol ou par son fermier ou métayer.

ART. 3. — Est considéré comme chef d'entreprise, le propriétaire des bois abattus ou mis en œuvre, si leur exploitation n'a été assumée par un entrepreneur à la suite d'une adjudication ou en exécution d'un contrat d'entreprise.

Dans tous les cas, la responsabilité du chef d'entreprise s'étend aux ouvriers ou employés de l'exploitation, même s'ils ne sont ni embauchés, ni payés par la personne responsable, à charge pour la victime ou ses ayants droit d'établir la preuve de l'embauchage.

ART. 4. — Si la victime n'est pas salariée par le chef de l'entreprise ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée d'après le salaire moyen des salariés agricoles du département.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquels ce salaire moyen sera fixé.

ART. 5. — La déclaration de l'accident sera faite dans les formes prévues par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 ; cependant, le délai de déclaration prévu au premier alinéa de cet article sera porté de quarante-huit heures à dix jours.

Le délai dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième alinéa de l'article 12 de ladite loi est porté à trois jours et le délai de clôture de ladite enquête prévu à l'article 13 est porté de dix jours à quinze jours.

ART. 6. — Dans les conditions spécifiées par la loi du 29 mai 1909, les chefs d'entreprise patentés seront soumis à la taxe prévue par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et les chefs d'entreprise non-patentés à la taxe prévue par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifié par la loi du 26 mars 1908.

ART. 7. — Les syndicats de garantie formés exclusivement entre exploitants de coupes de bois pourront être constitués dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, s'ils comprennent au moins 50 exploitants adhérents et si le montant de leurs acquisitions réunies ou la valeur des coupes s'élèvent au moins à cinq millions, ou si les salaires moyens assurés s'élèvent au moins à deux millions.

ART. 8. — L'article 31 de la loi du 9 avril 1898 n'est point applicable à la présente loi.

Les infractions aux dispositions de l'article 5 pourront être constatées par les inspecteurs du travail et seront passibles des peines prévues par l'article 14 de la loi du 9 avril 1898.

ART. 9. — La présente loi sera applicable le 1^{er} septembre qui suivra sa promulgation.

A partir de ladite promulgation et pendant les trois mois qui suivront, les contrats d'assurances contre les accidents, souscrits antérieurement à cette promulgation pour des exploitations visées à l'article 1^{er} et ne garantissant pas le risque spécifié par la législation en vigueur sur les accidents du travail, pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré, mais seulement pour la portion de risque visée par la présente loi.

La dénonciation s'effectuera dans les conditions et avec les effets spécifiés aux deux derniers alinéas de l'article 2 de la loi du 12 avril 1906.

ART. 10. — Les contrats mixtes par lesquels l'assureur s'est engagé, d'une part, à garantir l'assuré contre le risque de la législation des accidents du travail si celle-ci était déclarée applicable à tout ou partie des risques couverts par le contrat, et, dans le cas contraire, à le couvrir du risque de la responsabilité civile, pourront être dénoncés dans les proportions, formes et délais prévus à l'article précédent.

La dénonciation de l'assuré restera toutefois sans effet si, dans la huitaine de cette dénonciation, l'assureur lui remet un avenant garantissant expressément, sans aucune aug-

mentation de prime, le risque visé et défini par la présente loi.

A l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article précédent, le silence des deux parties aura pour effet, sans autres formalités, de rendre le contrat mixte applicable au risque déterminé par la présente loi.

BIBLIOGRAPHIE

- BLONDEL. — Les Populations rurales de l'Allemagne. Paris, 1897.
- BRY. — Cours élémentaire de législation industrielle, 1908.
- CABOUAT. — Traité des accidents du travail, 1901.
- CAPITANT. — Rapport à l'Association internationale des travailleurs, 1909.
- CHAUVIN. — Premier rapport à la Chambre des députés. Chambre, 1908, annexe 2490.
- Deuxième rapport. Chambre, 1910, annexe 23.
- LARNAUDE. — La Loi sur les accidents du travail dans l'agriculture. Paris, 1899.
- LOUBAT. — Des accidents agricoles. Paris, 1902.
- SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation des accidents du travail. Paris, 1906.
- SAINCTELETTE. — Responsabilité et garantie. Paris, 1884.
- SAUZET. — Responsabilité des patrons (Revue critique, 1883).
- SOURDAT. — Traité de la responsabilité, 1902.
- WALH. — Traité du louage, 1906-1907.

Thèses

- AUCLAIR. — Les Lois ouvrières et l'agriculture. Paris, 1909.
- AUPETIT. — Responsabilité des accidents agricoles. Paris, 1901.
- BERNIGUET. — Accidents du travail dans les exploitations agricoles. Paris, 1903.

COURVILLE. — Les Accidents du travail dans les exploitations forestières. Paris, 1912.

GRANDCOLAS. — Les Exploitations forestières et la loi du 9 avril 1898. Nancy, 1901.

NUVILLE. — Des accidents du travail agricole. Toulouse, 1908.

SARRAUSTRE DE MENTHIÈRES. — Les Accidents des ouvriers agricoles. Paris, 1903.

VANNOZ. — De l'extension aux ouvriers agricoles de la loi du 9 avril 1898. Paris, 1909.

Revue et Journaux

Annales du musée social.

Annales des sciences politiques.

Bulletin du comité permanent du Congrès des assurances sociales.

Bulletin de l'Office du travail.

Journal officiel.

Journal de l'agriculture.

Le droit.

La Loi.

La Gazette du palais.

La Gazette des tribunaux.

Dalloz.

Sirey.

Pandectes françaises.

Recueil de documents sur les accidents du travail.

Revue judiciaire des accidents du travail.

Revue catholique de droit.

Réforme sociale.

Journal des assurances.

Revue trimestrielle de droit civil.

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.

Jurisclasseur des accidents du travail.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Historique.....	5
<i>Première section.</i> — Période antérieure à la loi de 1898.....	12
<i>Section II.</i> — Période postérieure à la loi de 1898...	19
CHAPITRE II. — La Loi du 30 juin 1899.....	27
<i>Première section.</i> — Exploitations soumises à la loi du 30 juin 1899.....	29
<i>Section II.</i> — Quels accidents donnent lieu à l'application du risque professionnel.....	39
1° Il faut un accident.....	40
2° L'accident doit s'être produit par le fait ou à l'occasion du travail.....	41
3° L'accident doit avoir été provoqué par l'emploi d'une machine mue par un moteur inanimé...	46
A. — La machine est en activité	50
B. — La machine est au repos.....	52
C. — Transport de la machine.....	53
D. — La jurisprudence.....	59
<i>Section III.</i> — Les bénéficiaires de la loi du 30 juin 1899.....	66
<i>Section IV.</i> — Des personnes responsables.....	79
A. — Exploitation du moteur par l'agriculteur.	83
B. — L'exploitation du moteur a lieu par une autre personne.	83
<i>Section V.</i> — Des indemnités.....	85
1° Frais médicaux et pharmaceutiques.....	86
2° Incapacité temporaire.....	87

3° Des rentes.....	88
4° Les salaires de base.....	90
CHAPITRE III. — L'extension du risque professionnel à l'Agriculture	95
<i>Première section.</i> — Le principe de l'extension.....	95
<i>Section II.</i> — L'application du principe de l'extension.	111
CHAPITRE IV. — Les projets de réforme.....	125
<i>Première section.</i> — La proposition de Mirman....	129
<i>Section II.</i> — Le projet du gouvernement modifié par la commission d'assurance et de prévoyance sociales.....	132
Critiques de la commission de l'agriculture de la Chambre.....	146
<i>Section III.</i> — La proposition Beauregard.. ..	151
<i>Section IV</i> — Les projets de réforme relatifs aux exploitations forestières.....	162
I. — La loi du 30 juin 1899 et la sylviculture.....	162
II. — Projets de réforme.....	177
A. — Projet de la commission du Sénat.....	180
B. — Projet de la commission de la Chambre..	190
CONCLUSIONS.....	195

ANNEXES

I. — Texte de la proposition Mirman.....	217
II. — Texte du projet du gouvernement modifié par la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre.....	218
III. — Texte de la proposition Beauregard.....	225
IV. — Texte du projet adopté par le Sénat relati- vement aux exploitations forestières.....	257
V. — Texte de la proposition Dumas votée par la Chambre.....	261
BIBLIOGRAPHIE	265

